

L'anti-militarisme

OCTOBRE - NOVEMBRE 86 - 20 FRANCS

SOMBRE AUTOMNE KAKI

L'anti-impérialisme

INTERVIEW DE NOAM CHOMSKI

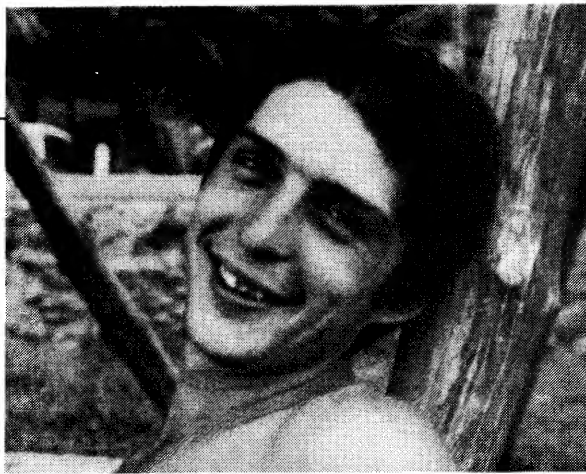
L'anti-pape

L'ETAT DE (SAINT) SIEGE

Communauté

ON PEUT VIVRE EN COMUNIDAD





20 f.

C'EST BEAUCOUP POUR 36 PAGES!

Oui, c'est beaucoup; pas assez cependant pour assurer l'avenir d'IRL.

Aujourd'hui, le présent d'IRL est assuré par l'équipe rédactionnelle (Alain, David, Gemma, Jean-Marc, Jean-Michel, Valérie), par des collaborateurs réguliers (Abdel, Frank) et par d'autres copains qui, à Clermont, à Montpellier, ailleurs encore, nous soutiennent, nous aident activement.

Son avenir est assuré aussi par vous, les abonnés (350 environ) et lecteurs-lectrices (1000, 2000, 3000...?), ceux qui achètent le journal et ceux qui le lisent chez des copains.

Nous voudrions naturellement continuer d'aller de l'avant: plus d'abonnés, plus de lecteurs-lectrices, plus de participation, continuer à améliorer le contenu et la forme. Ce sont là des mots, des phrases, maintes fois répétées. Alors on s'arrête et on va à l'essentiel.

20 francs, ce n'est pas cher pour ce que représente IRL pour nous et, nous l'espérons, un grand nombre d'entre vous.

Le 28. juillet, la nouvelle tombe à la radio: Joël Fieux, assassiné au Nicaragua par les Contras.

Cela a été pour tous ceux d'entre nous qui le connaissaient, le choc et le chagrin.

Joël a vécu pendant plus de deux ans à Lyon. C'était un copain qui participait aux activités du mouvement libertaire, à IRL entre autres. Un copain aussi, que nous aimions bien et que nous avions appris à apprécier, à travers les facettes contradictoires de sa personnalité, sa sensibilité, son goût du travail bien fait.

Malgré la distance, cette amitié s'était maintenue à travers les lettres. Les rapports n'étaient pas toujours simples: la distance ne facilite pas les choses; la vision que l'on a des événements est forcément différente lorsqu'on les vit directement et lorsqu'on les suit à distance. Cependant nous étions solidaires de son engagement, et nous le restons.

Aujourd'hui, cette mort nous fait réfléchir davantage sur qui était Joël, ce qui se passe au Nicaragua, ce que nous devrions faire pour que, de la mort des Joël du monde entier, il ne reste pas seulement des coupures de presse, mais un encouragement à poursuivre nos combats, dans toute leur diversité.

Nous pleurons aujourd'hui, avec rage et impuissance, la mort de Joël, et detous ceux et celles qui se sont battus et se battent, au Nicaragua, et partout ailleurs contre l'exploitation, au Sud comme au Nord, à l'Est comme à l'Ouest. Nous ne voulons pas faire de lui un héros, ni un faire-valoir. Nous voulons seulement conserver de lui sa fraîcheur, son enthousiasme, sa sensibilité, son amour de la vie. Tout ce qui l'avait poussé à refuser l'embrigadement militaire en France, et conduit dans un pays où une révolution avait chasser une dictature pour essayer de créer plus de justice et de liberté.

Joël, nous aurions envie de t'embrasser...

PS: les amis lyonnais de Joël ont rassemblé un certain nombre de lettres qu'il avait envoyées d'Amérique Centrale. L'Atelier de Création Libertaire en publiera une plaquette courant novembre.

Par ailleurs, le 15 décembre sur TF, l'émission Contre-Enquête sera consacrée à Joël.

« SOMMAIRE »

L'Été lyonnais de l'Anarchie	page 3
L'Etat de (Saint) Siège	pages 4 et 5
Sombre Automne kaki	page 6
Pourquoi l'Insoumission à l'Armée, déclaration de Rémi Weyl	page 7
Une Suisse sans armée	page 8
Informations antimilitaristes	page 9
Un nouvel attentat	page 10
Le Tiers Monde existe-t-il?	pages 11 à 13
Interculturel ou Assimilation à l'Ecole.	pages 14 à 16
L'Indianer Kommune.	page 18
On peut vivre en Comunidad.	pages 19 à 23
Avis de lecture	pages 24 et 25
Le Petit Dico de l'Ennemi Intérieur: le nébuleuse néo-fasciste à Lyon.	pages 26 à 28
Interview de Noam Chomski	pages 29 à 32
Est-Infos, la Chronique des pays de l'Est: Ombres et Lumières yougoslaves.	PP 33 à 35



L'ETE LYONNAIS DE L'ANARCHIE

A Lyon, pour nous, en tant qu'anarchistes, l'été débuta par la nouvelle de l'arrestation et l'emprisonnement pour insoumission de notre copain Rémi Weyl. A l'heure où on nous présente le renforcement de la force de l'Etat comme une conséquence nécessaire de la lutte contre le terrorisme, il faut bien constater que les moyens policiers accrus servent d'abord à mettre en prison ceux qui refusent de porter les armes et de tuer, de se soumettre à l'embrigadement. On voit bien à quoi pense Pasqua lorsqu'il demande à «chaque citoyen de prévenir sans délai les autorités de police de tout incident, évènement ou comportement anormal dont il pourrait être le témoin». L'anormalité visée n'est pas celle des poseurs de bombes. Ceux-ci d'ailleurs sont des gens tout à fait «normaux», des soldats prêts, comme tous les soldats du monde, à tuer aveuglément. L'anormal, c'est celui qui refuse de se laisser normaliser, c'est-à-dire annihiler. Rémi est aujourd'hui sorti de prison. D'autres y restent, pour lesquels il faudra encore se battre.

Puis il y a eut l'annonce de la mort au Nicaragua de Joël Fieux, qui fut notre copain, à Lyon, pendant deux ans, et qui l'est resté, malgré la distance. Joël était un copain qui voulait vivre, c'est-à-dire lutter, dans un pays qu'il avait choisi d'habiter. Mais il a été assassiné par les Contras,



équipés, entraînés et payés par l'administration nord-américaine. Des terroristes, ces Contras? Mais non, des «combattants de la liberté»! Qu'ils soient responsables de milliers de morts n'est pas véritablement un problème. Ils sont bien loin ces morts, comme le sont ceux du Liban, d'Iran, de ces contrées lointaines où depuis tant d'années l'on a tué avec des armes fabriquées en Occident et sur la vente desquelles s'est bâti notre relatif confort et notre prétendue sécurité. Que de façon «minime», ce terrorisme se soit transporté sur notre sol, relève évidemment du plus mauvais goût.

Et puis, chacun l'a su, sans doute, le pape est

venu à Lyon. Nous sommes, bien sûr, pour la libre circulation de chacun à travers les frontières, et même pour la liberté des étrangers de critiquer les lois des pays où ils se trouvent. Aucun d'entre nous ne voulait faire d'exception pour le pape. Simplement, il semblait opportun, à cette occasion, de dire que nous ne participions pas à cette prétendue grande fête, que nous demeurions athées, au risque de passer pour un peu ringards, et de rappeler les raisons pour lesquelles nous sommes opposés à la religion et à l'église. De dénoncer aussi l'état de (saint) siège dans lequel s'est trouvée une ville durant plus d'un mois (bonne répétition pour un contrôle

policier accru dans l'avenir). Lyon s'est trouvé être une ville «terrorisée». Moi, je ne suis pas tranquille quand je me ballade dans une ville dont les toits sont garnis de tireurs d'élite et dont un passant sur dix, à peu près, est un flic. Pour avoir dit tout cela, deux copains ont failli être expulsés.

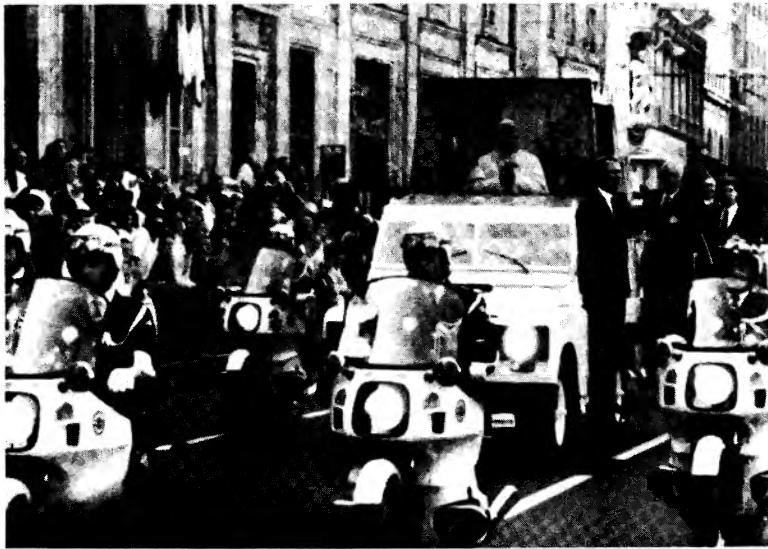
A part le fait qu'ils soient en rapport avec Lyon, rien, à première vue, n'unit ces trois évènements. Rien si ce n'est le fait qu'on s'habitue à l'idée qu'il n'est pas possible à un peuple, à un groupe, à un individu, de dire ce qu'il pense, et d'essayer de le vivre sans risquer sa liberté, ou sa vie.

Lorsque le normal, c'est la méfiance, la terreur, la mort, l'anormal et l'imprévu ne peuvent être que les bienvenus; seuls ils peuvent changer le cours des évènements qu'on veut nous présenter comme inéluctables.

Ma patrie, c'est l'univers; non pas dans ses coins connus et reconnus, répertoriés et quadrillés, à travers lesquels on ne peut se mouvoir sans se heurter à des murs dont la rugosité n'est que trop familière. Je ne veux pas que les rues que j'aime deviennent la propriété des gens normaux, poseurs de bombes aveugles, flics en uniforme ou délateurs patentés; les uns et les autres participent du même terrorisme contre lequel l'inattendu, la vie, sont les seules armes possibles.

Alain

L'état de (Saint) Siège



Les faits

La venue du pape à Lyon avait été annoncée depuis longtemps. Au printemps dernier se forme le comité Ostie (Opposition à la Soumission, à la Théocratie et à l'Intrusion Ecclésiastique), composé principalement d'anars.

- En septembre, collages d'affiches (voir le dos de ce numéro), bombages («les couilles du pape ne servent à rien»), petites affichettes à lécher («priez moins, baisez plus», «le Vatican spéculé, le tiers-monde crève»), tract d'appel à la manifestation du 3 octobre.

- Le dimanche 28 septembre, mini-manif des libre-penseurs.

- Le soir du jeudi 2 octobre, sept colleurs d'affiches anti-pape sont arrêtés.

- Le vendredi 3 octobre, manif dans le centre-ville contre le pape («non à l'état de saint-siège»). Atmosphère tendue, mais pas d'incidents, sauf l'attaque de quelques fafs à qui on a mis une dérouillée. On était peut-être 200, plus les sept copains qui y auraient sûrement été s'ils n'étaient pas toujours «desparecidos».

- Le samedi 4 octobre, le pape arrive. Le soir, cinq des sept sont relâchés. Par contre, Markus Schiesser et Paola Piazzalunga sont victimes d'un arrêté d'expulsion parce qu'ils sont des Pasfrançais (il est suisse et elle italienne). Ils sont gardés dans un sinistre centre de rétention à Sainte-Foy lès Lyon près de Lyon. Conseil de guerre des anars et formation d'un comité de soutien à Markus et à Paola qui transformera pendant 4 jours le CUL (Collectif Utilitaire Lyon-

nais) en une ruche bourdonnante.

- Le lundi, conférence de presse. Les journalistes voient qu'on n'est pas des poseurs de bombes. Les soutiens affluent, même de la part de gens pas spécialement proches de nous. Les flics disent qu'ils étaient de dangereux terroristes mais personne n'y croit et les flics se ridiculisent; tout le monde comprend qu'il s'agit d'un délit d'opinion.

- Le mardi soir, rassemblement place des Terreaux. Le pape s'en va. Les flics libèrent nos camarades.

- Le mercredi soir, ceux du comité de soutien se retrouvent avec des tas d'organisations qui l'avaient soutenu pour essayer de prolonger l'action (voir encadré).

La presse et la télé régionales ont parlé assez régulièrement de l'affaire; la couverture nationale a été plus sporadique, malgré la présence un peu partout en France d'actifs comités de soutien, et sauf pour le très bon gros titre du *Canard Enchaîné* en première page.

Notons enfin que dans le centre de rétention de Ste-Foy lès Lyon il n'y avait pas que Paola et Markus, il y avait des tas de gens en instance d'expulsion. C'est un truc qui fonctionne à plein, presque dans la clandestinité. Il y avait même un Iranien chrétien en passe d'être expulsé vers l'Iran où ça craint pour lui. Il a été finalement expulsé vers ailleurs grâce au Père Delorme qui en a parlé, mais combien y a-t-il de gens envoyés à la mort anonymement et administrativement chaque année? C'est écoeurant.

Après le pape de gauche (Jean XXIII), le pape mou (Paul VI), le pape courant-d'air (JP I), on a aujourd'hui le pape de choc JP2. Son voyage à Lyon n'a pas été le premier du genre, depuis qu'il est pape il se déplace partout à peu près avec autant de discrétion et de subtilité. Souvent, dans le tiers-monde, il y a eu des morts dans la foule, écrasés par la charité chrétienne, tout comme les deux morts écrasés par l'avion de Mère Thérèse en Tanzanie venue pour apporter la vie éternelle aux noirs.

Ces broutilles ne gênent pas JP2. Son militantisme réactionnaire est toujours sans gêne. Moi, à sa place, je me serais senti gêné de venir parler de paix entouré de 10000 flics qui ont mis la ville quasiment en état de siège, parler d'humilité en assistant à un «concert» de 5 à 10 millions de francs donné en mon «honneur» avec son tir d'artillerie (pardon, son feu d'artifice) et ses projecteurs de DCA. Plus le mensonge est gros, plus on le croit, disait Goebbels, qui s'y connaissait aussi. Moi, je me serais senti gêné de faire enfermer des fous pendant quatre jours tout en me prétendant proche des «pauvres» et des «humbles», et enfin de faire mettre en taule pendant deux jours sept personnes pour raison d'offense à ma personne, et d'en faire menacer deux d'expulsion, tout en parlant de fraternité entre les hommes depuis derrière les vitres blindées de ma papamobile. Quand je me déplace, c'est plus simple.

Ce qui aurait été scandaleux c'est que ce sans-gêne passât comme une lettre à la poste sans aucune opposition publique. Il est évident que si ce type (JP2) peut se permettre une telle outrecuidance, c'est un peu à cause de l'air du temps. Après mai 68, les gens remettaient en cause des tas de trucs, ils essayaient de penser un peu par eux-mêmes, et c'était un bon plan; aujourd'hui c'est le

retour aux valeurs traditionnelles, travail, famille, patrie, aux croyances en béton. La visite du pape était une bonne occasion pour l'État de tester sa capacité à imposer son flicage, surtout après le bon prétexte des attentats de septembre (qui constituaient eux-mêmes un micro-événement — que les personnes atteintes me pardonnent, mais combien de morts hier en l'honneur de Renault, Citroën et Dassault, et dont on ne parle pas dans les journaux?). On a quand même, même de façon limitée, réussi à apporter la contradiction, par la manif puis par le soutien autour de Paola et de Markus.

Les gens aujourd'hui ne sont pas tous devenus des réactionnaires et beaucoup, même chez les chrétiens, étaient franchement hostiles à tout ce carnaval, avec ce fric, ces flics et cette hypocrisie. Mais sans Ostie il aurait manqué une apparition publique de cette opposition; chacun pouvait bien penser ce qu'il voulait dans son coin mais devant l'unanimité propape de la presse il risquait bien de se croire tout seul. C'est toujours dur de se croire seul dans une idée et beaucoup de l'oppression sociale repose là-dessus.

Notons aussi qu'avec toute cette hystérie autour du pape et des terroristes, la légalité républicaine en a pris un coup. Pas plus qu'avant les attentats il n'y a de textes permettant les fouilles dans les magasins, ni permettant aux flics d'occuper les appartements des particuliers lorsqu'ils donnent sur le pape. Tout s'est passé par décret, par décisions préfectorales, par «conseils» appuyés des Autorités. Gare à ceux qui ne marchent pas droit! Le droit, justement, ne nous protège que quand les Autorités le veulent bien. Il y a toujours des textes d'exception, et seul le ridicule pourrait empêcher Pasqua de qualifier d'«urgence absolue» l'expulsion de deux copains, qui, je vous l'assure puisque je les ai vus, sont doux comme des agneaux.



Au delà de Paola et Markus...

Dans les retombées positives de la mobilisation contre le pape puis contre l'expulsion de Paola et Markus il y a la formation d'un comité contre les expulsions en général. Il cherche à promouvoir une grande action prolongée:

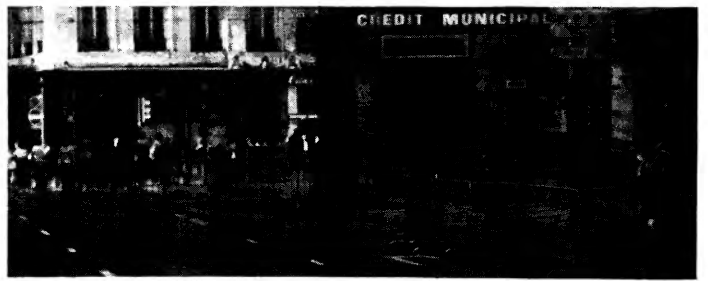
- contre les camps de rétention comme celui de Sainte-Foy lès Lyon où transitent les expulsés en attendant un avion;
- contre toutes les expulsions quelles qu'elles soient;
- contre les lois Pasqua-Pandraud.

Ils lancent une pétition nationale à signer massivement partout en France, et envisagent des marches sur les camps de rétention à Lyon et ailleurs.

Ils se réunissent une fois par semaine (prochaine réu: mercredi 29 oct., à la Ligue des Dr. de l'Homme, 7 rue du Major Martin à Lyon).

Contact pour la pétition ou pour former d'autres groupes: comité contre les expulsions, 13 rue P. Blanc, 69001 LYON.

(photo Mimmo)



On a pu voir combien le christianisme se base sur le flicage et sur la contrainte. L'Eglise catholique a perdu son hégémonie légale depuis la fin du XIX^{ème} siècle et elle est amenée à parler d'ouverture, de tolérance, etc. Mais pour peu qu'on le lui permette, le Saint-Siège ne se gêne pas pour venir poser ses saintes fesses sur une ville entière.

Le flicage n'est pas qu'une question de flics. Il y a eu, dès avant la venue du pape, la hargne de la fraction cul-bénie de la population à l'égard des affiches anti-pape d'Ostie: rarement on n'a vu d'arrachage si rapide et si systématique. «Cachez ce blasphème que je ne saurais voir», semblaient dire les arracheurs privés ou publics en grattant de leurs ongles les parois des abri-bus pour en effacer nos moyens d'expression.

Plus en profondeur, il y a les discours du pape sur la sexualité, contre les lois qui empêcheraient d'être chrétien (!). Il s'agit bien sûr de la contraception, de l'avortement, etc. Le chrétien, pour se soutenir contre le péché, doit donc disposer, en plus de son flic intérieur anti-mauvaises pensées, d'un bon flic extérieur — sinon il craque. Il a besoin d'interdits. Peut-être aussi ne veut-il pas être sinistre tout seul? (C'est vrai qu'ils sont souvent sinistres). Je pense également aux gamins des écoles («libres») qu'on a amenés voir le pape sans leur demander leur avis. Mais de toutes façons à l'école («libre» ou pas) on le leur demande rarement.

Il est intéressant de noter que le pape a condamné l'avortement dans le chapitre «luxure» et non dans celui du respect de la vie. Je pourrais comprendre à la limite la position de quelqu'un qui, sincèrement, serait contre l'avortement par respect de la vie du fœtus. Celui-là devrait être le premier partisan de la liberté de la contraception. Mais en fait le slogan «laissez-les vivre» cache difficilement la vraie intention: «laissez les vivre pour qu'ils vous fassent payer pour votre péché». On s'étonnera que les gamins nés dans ces conditions soient souvent des objets de haine. De ça, le pape s'en fout, mieux, il en profite.

Pour être juste, il faut dire que beaucoup de chrétiens, voire de catholiques, ont très peu apprécié les méthodes papales. Ça ne change pas mon appréciation sur la nature du christianisme et des

religions en général, mais on peut avoir du respect pour des individus. Malheureusement, l'aggressivité est réelle même de la part de certains cathos de gauche, comme en témoignent les termes injurieux (que je n'ai plus en mémoire) à notre égard du Père Delorme (un vétéran de l'anticléricisme catho) dans son intervention quémandant la grâce de nos copains auprès de l'archevêché. Il crachait presque dessus. Les protestants, eux, n'ont pas cru nécessaire de tirer sur les ambulances quand ils ont demandé à la préfecture la levée de l'expulsion.

A l'opposé, il y a d'autres «anti-pape» que nous: les intégristes. Ils protestaient contre le fait que le pape aille «prier avec les protestants, les juifs qui ont assassiné Jésus-Christ, ...». Il y a encore pire que le pape! Au secours!

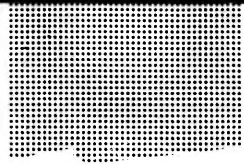
Il y a eu beaucoup de crachats méprisants sur notre anticléricisme «désuet», le pape étant «moderne». Aujourd'hui, ce qui compte, ce n'est pas la vérité, c'est d'être moderne, comme Libé par exemple.

L'action d'Ostie aura peut-être justement permis de montrer que la lutte contre la religion était encore aujourd'hui un thème important. Les autorités, elles, ont bien pris l'anticléricisme au sérieux. On a peut-être relancé l'idée que la religion n'était pas une chose si anodine et qu'on enferme encore en France et pas seulement en Iran pour irreligion. En plus, par le soutien très large qu'a obtenu notre action (des dizaines d'orgas très diverses ont réagi, rien qu'à Lyon), on a gagné sur l'expulsion et on a montré que tout n'est pas encore permis à l'Etat. C'est un peu d'espace de liberté de gagné. On a aussi vu des anars s'organiser et lutter ensemble de façon efficace. Il faudrait faire pareil sur des actions plus prolongées!

J'ai quand même trouvé un peu dommage qu'on ait mis un peu en retrait pour des raisons tactiques notre anticléricisme au moment où les copains étaient menacés d'expulsion. Je ne suis pas sûr que c'était nécessaire, on aurait aussi peut-être eu intérêt à bien enfoncer le pape dans sa merde en montrant la contradiction entre son discours et la réalité que nous subissons de sa part.

Textes par David

Sombre automne kaki



C'est l'automne, les feuilles tombent, le froid revient. Le froid de la taule, d'une certaine « justice » s'est, lui aussi, abattu sur le mouvement antimilitariste. La répression est revenue, de toute part. Elle n'avait certes pas disparu, nous ne sortons pas d'une période idyllique en la matière, loin de là. Cependant, force est de constater que l'automne est rude pour les réfractaires quels qu'ils soient: insoumis, objecteurs insoumis, objecteurs déserteurs au bout d'un an de service civil, déserteurs aussi sans doute.

Nous en publions quelques témoignages. Nous avons reçu beaucoup de courrier concernant des copains incarcérés, ou des procès. Par manque de place, nous sommes évidemment incomplets. Désolés! Mais que chacun et chacune soit vigilant, prêt à bondir sur sa plume ou son téléphone. Ce n'est pas la panacée, mais ça aide les copains. Et la mobilisation sera indispensable pour faire reculer la répression.

Il est certain que le statut d'objecteur « sauce socialiste », ainsi que la suppression des TPFA, avait limité la répression pendant quelques années. Après une période d'attente, les insoumis avaient été les premiers à reprendre le chemin de la prison, les tribunaux correctionnels (avec des chambres spécialisées en matière militaire) se montrant souvent à la hauteur des TPFA (moins la mise en scène). Concernant les objecteurs insoumis, l'attente a été un peu plus longue, mais le verdict est clair: les peines de prison ferme, souvent assorties de retrait du statut. L'objecteur insoumis n'existe plus. Seul reste l'insoumis... On attendait cela, on l'avait dénoncé lors du vote de la nouvelle loi sur l'objection. Mais ça fait quand même mal quand ça arrive.

D'autant plus que le bilan de ces quelques années de « relatif calme » est très dur pour le mouvement: hormis un petit réseau de soutien

autour des insoumis totaux, qui n'a jamais cessé ses activités (merci Avis de Recherche et ses amis), le mouvement antimilitariste a été laminé. Les quelques copains qui restent se sont épuisés pour maintenir. Objections, le Ramassis d'Infos sur la Militarisation de l'Enseignement, pour maintenir (créer?) un réseau autour de la coordination de soutien aux réfractaires, pour maintenir un lien entre quelques organisations (UPF, OMR, FA, UA... et celles que j'oublie). Et malheureusement, la répression tombe cet automne sur un mouvement antimilitariste bien éclaté, bien atomisé, qui a du mal à mobiliser toutes ses composantes. Pourtant, la nécessité de mobilisation est évidente, non seulement pour assister aux procès, pour manifester, pour rencontrer la presse régionale, pour soutenir les copains emprisonnés. Mais aussi pour tenter de recomposer un mouvement qui puisse analyser la situation présente et en tirer des conséquences juridiques (défense collective, convention européenne des droits de l'homme, Amnesty International, etc...) et politiques.

En bref, il me semble évident que, pour faire reculer la répression, il sera nécessaire de gommer certaines réticences, certains désaccords. Les insoumis, les objecteurs insoumis, les objecteurs déserteurs sont tous des réfractaires à l'armée. Ils refusent la militarisation (malheureusement croissante; voir le futur budget) de la société. Mais pour ébranler le pouvoir en place (de quelque nature qu'il soit), et construire une alternative à la militarisation, il faudra s'y mettre tous, et vite...

IRL souhaite s'inscrire dans cette perspective. Pour cela, nous sommes prêts à accueillir toute idée, toute contribution, toute proposition. Bref, nous aimerions essayer de faire plus pour le mouvement antimilitariste, afin d'aller au-delà du compte-rendu (indispensable pour les liens et la mobilisa-

tion) des procès passés, en cours ou à venir. Merci à tous ceux et toutes celles qui prennent des initiatives dans ce sens de nous le faire savoir.

Et au boulot! La taule, le kaki, les barbelés, ça fait froid dans le dos.

Jean-Michel

BERNARD JAUDON INCARCERE ET EN GREVE DE LA FAIM

Bernard Jaudon, instituteur en Saône et Loire a été arrêté le 2 octobre pour insoumission alors qu'il se rendait à son école. Il risque la radiation de l'Education Nationale.

L'ACHARNEMENT JUDICIAIRE

Cela dure depuis janvier 81. B. Jaudon venait d'obtenir le statut d'objecteur de conscience et refusait d'effectuer son service civil pour protester à la fois contre son affectation arbitraire dans les Eaux et Forêts et les conditions dans lesquelles s'effectue le Service Civil.

Il est condamné une première fois le 25 mars 83 à six mois de prison ferme par le tribunal de Chalon sur Saône. Ce jugement est confirmé en appel le 7 juillet 83 à Dijon.

Après le rejet de son pourvoi en cassation, il obtient par le recours en grâce auprès du Président de la République une remise de peine de... 4 mois.

On pouvait penser en avoir fini, mais c'était sans compter avec l'acharnement du pouvoir. Le 10 septembre, Bernard est convoqué au tribunal de Chalon pour effectuer les deux mois de prison qui lui restent.

Le juge pousse le cynisme jusqu'à lui proposer de continuer à faire sa classe à Gourdon pendant la journée et d'être incarcéré chaque soir à la prison de Chalon pendant deux mois. Bernard refuse de « négocier » une peine de droit commun pour délit d'opinion qui lui ferait de toutes façons perdre son emploi.

Trois semaines plus tard, il est arrêté et incarcéré à la Maison d'Arrêt de Chalon sur Saône.

Il entame immédiatement une grève de la faim, en apprenant qu'il passe à nouveau en procès le 31 octobre à Chalon.

Il serait ainsi condamné deux fois pour le même délit!!!



MOBILISONS-NOUS!

Face à l'acharnement de l'état, la mobilisation de tous est indispensable. Car, en plus de la taule, Bernard Jaudon risque d'être radié de l'Education Nationale, puisqu'il n'est pas « en règle » par rapport au Service National et qu'il ne possède plus un casier judiciaire vierge (le juge de Chalon a exigé que la peine soit inscrite au bulletin numéro 2 de son casier judiciaire).

On imagine aisément dans quel sens va trancher le Ministère de l'Education Nationale.

(suite page 9)

Pourquoi l'insoumission à l'armée

Rémi a passé deux mois à l'ombre cet été. Il nous a fait parvenir sa déclaration d'insoumission, rendue publique au début de son incarcération.

Choisir l'insoumission totale à l'armée, plutôt que le statut d'objecteur, ou la réforme pure et simple, n'est pas une décision facile à prendre. Elle peut coûter deux ans d'emprisonnement. Prendre une telle décision est avant tout un choix individuel qui consiste à rendre cohérents ses actes et sa pensée.

Choisir l'insoumission et risquer l'incarcération, c'est aussi lancer un appel. Un appel à la réflexion sur les problèmes posés par la course aux armements, ainsi que sur les concepts de pouvoir et de patrie.

Choisir l'insoumission, c'est prendre le droit d'agir au sein d'une société qui ne peut évoluer que si les hommes et les femmes qui la composent décident eux-mêmes, par leurs actes, de l'orienter différemment.

Pourquoi différemment? Parce que la machine sociale dont nous sommes les rouages est de moins en moins contrôlable, même par ses grands prêtres. Parce que cette machine est un véritable rouleau compresseur, capable d'écraser avec de moins en moins de discernement tout ce qui lui fait obstacle pour arriver à ses fins.

Et quelles fins...? Elles se retrouvent toutes dans la volonté de pouvoir. Avec parfois des semblants de justification qui satisferont une majorité d'électeurs, comme la nécessité de l'Etat, de l'armée, du profit.

Il est entendu qu'il serait irréaliste d'imaginer la suppression soudaine des structures qui nous encadrent, dans un coin de la planète. Mais il est tout aussi évident que l'«Ordre» qui règne aujourd'hui n'est pas tolérable.

Pas tolérables, ces conflits qui ravagent des pays entiers, otages des grandes puissances et de leurs propres dirigeants.

Pas tolérable, l'exploitation économique qui plonge toujours davantage d'hommes et de femmes dans la famine et la misère.

Pas tolérable non plus, ce lavage de cerveau qui nous est imposé, à nous, habitants des pays industrialisés de l'Ouest comme de l'Est. Nous apprenons dès la naissance à nous méfier des autres, et non à les respecter. Nous apprenons aussi que l'«Ordre» c'est l'Autorité. Que sans le parrainage de celle-ci, toute vie sociale serait anéantie. Et nous l'apprenons si bien que, en effet, sans l'encadrement (plus ou moins rigide, suivant les régimes) dans lequel on nous permet d'évoluer, nous nous sentirions perdus comme des chiens débiles à qui on aurait ôté leur laisse. Nous sommes devenus des «humanus docilus», serviles devant toute hiérarchie imposée par l'Etat et ses chiens de garde. Mais ce qui est plus grave encore, c'est que nous ne parvenons même pas à imaginer ce que serait notre vie si nous étions soudain livrés à nous-mêmes, capables

enfin de nous auto-gérer sans le regard de l'Autorité. On me rétorquera qu'en France, nous avons au moins la chance d'être gouvernés par un régime parlementaire. Cela est vrai et nous ne pouvons que nous réjouir de ne pas avoir, actuellement, à subir le joug et les horreurs d'une dictature. Mais, si le régime est différent, est-ce que le système, lui aussi, est différent? Est-ce qu'il est orienté de façon à encourager l'épanouissement d'autres valeurs que celles de pouvoir, de profit? Il ne me semble pas. Les grands prêtres de ce système sont toujours là pour nous rappeler, au besoin par la force, que notre rayon d'action ne doit jamais déborder les limites sur lesquelles reposent les sacro-saints principes d'Autorité, de dépendance.

Ma démarche est individuelle, avant tout. Et cela, même si elle s'inscrit dans un courant de pensée partagé par les libertaires et les anti-militaristes. Elle essaie d'être fidèle à ce qui est une des principales qualités de l'homme: la conscience.

C'est pour cela que je suis un mauvais citoyen.

REMI WEYL

PS: Je tiens à préciser que l'objection de conscience étant par nature même un droit appartenant à chacun d'entre nous, il est tout à fait absurde et révoltant de vouloir l'enfermer dans un statut, aussi libéral soit-il.



Manifestation de soutien à Rémi Weyl dans les rues de Lyon (photo Mimmo)

Une Suisse sans armée

Le 12 septembre, au restaurant Kreuz, à Soleure, Suisse, une association s'est créée pour «une Suisse sans armée».

Le but de l'association est d'obtenir, au titre de «l'Initiative Populaire», une consultation à l'échelle du pays sur ce problème. Il était nécessaire de réunir 100 000 signatures. Le G.S.S.A en a réuni 130 000. Le projet, déposé à la fin de l'année, passera en votation dans 3 à 4 ans. Les arguments pour une Suisse sans armée sont clairs, aussi indiscutables que ceux des autres mouvements antimilitaristes. Ils sont réunis dans une brochure portant en sous-titre: «Réponse aux objections que soulève notre initiative». En voici un résumé:

— 1984 n'est plus 1940. La situation s'est transformée en Europe où toute guerre se muera en guerre des blocs Est-Ouest, et atomique. L'armée ne pourrait ni l'empêcher, ni en protéger le pays.

— L'industrie d'armement et l'armée constituent le gaspillage le plus insensé en matière première, énergie et moyens financiers.

— En réalité, la menace d'une attaque conventionnelle de la Suisse sert aux dirigeants à cacher d'autres menaces (écologie, misère du tiers-monde, etc...).

— Beaucoup de Suisses croient que le prix à payer pour une attaque serait trop élevé pour un ennemi. Savoir si pour eux-mêmes ce prix en voudrait la peine est une question refoulée dans la confiance accordée aux dirigeants.

— «Notre» propre armée, par sa façon «d'éduquer» les recrues et les autres détruit les valeurs traditionnelles et coutumières indispensables à la construction et au maintien d'une vraie démocratie.

— Un regard sur le passé force à constater que les guerres du passé n'ont pas résolu le problème de la guerre, au contraire. Et que cela conduit au risque de l'anéantissement.

— La première guerre mondiale est l'exemple frappant d'une guerre qui eut lieu malgré l'équilibre des forces en présence. Situation similaire à celle d'aujourd'hui.

Et la brochure se termine par cette conclusion:

1— A quoi bon une armée suisse en cas d'attaque nucléaire?

2— En renonçant à une armée la Suisse contribue plus à empêcher une guerre nucléaire qu'en encourageant un processus d'armement.

Comme on le voit, l'entreprise est sérieuse. Présenter devant des électeurs un projet semblable est, pour nous Français, du domaine du rêve. Qu'en est-il pour les Suisses?

Dans la brochure «La démocratie mise à mort par ses institutions même — L'exemple de la Suisse», Marianne Enckell et Philippe Tonnelier expliquent les «Initiatives Populaires». Elles sont l'axe dynamique de la démocratie helvétique, mais en réalité, sur les cent dernières, une seule a abouti. D'abord il faut réunir 100 000 signatures légales. Ensuite de nombreux garde-fous réduisent considérablement les chances de succès:

— La règle de la double majorité du peuple et des cantons accordée en fait un droit de veto aux petits cantons résolument traditionnels.

— Le parlement peut opposer un contre-projet qui reprend quelques propositions de l'initiative en les minimisant. Comme il n'est pas possible de voter pour l'une et l'autre les voix souhaitant une évolution se dispersent et il est rarissime qu'un des projets l'emporte sur le statu quo. Le contre-projet n'a donc d'autre but que de torpiller l'Initiative.

— L'Initiative peut modifier la Constitution, mais pas la Législation. En cas de succès de l'Initiative, c'est le Parlement qui décide de l'application. Il peut donc, en élaborant les lois, l'amenuiser ou la modifier.

— De nombreux citoyens redoutent l'aspect durable d'une modification de la constitution, et préfèrent l'action législative par le biais des députés.

Comme on peut le voir, ce n'est pas évident. Que pensent de cela les anarchistes en Suisse? Certains ont aidé pour la réunion du nombre de signatures. Mais ils ne sont plus tellement d'accord pour la suite. En effet, l'acquis positif réside dans le fait d'avoir réuni ces signatures. Il apporte la preuve qu'il existe en Suisse un mouvement en faveur de la démilitarisation. Si, comme le souhaitent les anarchistes, les choses en restaient là, il serait difficile, pour le Parlement et les grands partis, de ne pas en tenir compte. Il serait difficile également d'en cerner la puissance. D'autres raisons semblent donner raison aux anarchistes:

— D'ici la votation, il va s'écouler au moins 3 ans, ce qui entraîne l'érosion par le temps de l'enthousiasme militant du début.

— Pendant ce même temps, le Parlement et les opposants à l'idée, dont l'armée, auront toute latitude, et de plus grands moyens, pour leur propagande.

— Enfin, tenant compte des raisons précédentes, la votation risque de se transformer en plébiscite pour l'armée. Ceci ramènerait à la case départ avec le handicap d'un premier échec.

On peut rêver aussi au succès de l'«Initiative Populaire», mais ce serait faire peu de cas de la puissance des médias.

Mais il reste que dans un pays voisin une telle initiative peut avoir lieu. Chez nous, pays traditionnellement cocardier, ce n'est pas pensable à ce stade. Par contre il est possible d'agir pour inscrire les mouvements antimilitaristes sur l'échiquier politique en les démarginant. Il suffirait de trouver les sujets qui touchent directement le grand public.

Aujourd'hui, le plus brûlant concerne l'énergie atomique. Poser brutalement la question: «Pour ou Contre le Nucléaire?» ne résoudrait rien. Mais créer, au titre loi 1901, des associations G.F.S.N (Groupe pour une France Sans Nucléaire) serait un point de départ, et permettrait d'établir enfin un dossier sérieux et grand public du type «arguments contre le nucléaire».

Le premier palier serait de montrer nettement la responsabilité de l'Etat vis à vis de l'Energie qu'il contrôle entièrement chez nous. Et de bien faire comprendre que les moyens préconisés par les Ecologistes ou assimilés, éolienne, gaz de fumier, énergie solaire individuelle sont énormément insuffisants tant les besoins en Energie sont importants. Ensuite, de dire que ce n'est pas à quelques chercheurs bénévoles de faire ce travail de recherche. C'est au producteur. Chez nous il s'appelle E.D.F. C'est à E.D.F qu'il appartient de trouver des moyens de production d'Energie non dangereux, ni pour l'homme, ni pour la nature, c'est-à-dire autre chose que le nucléaire. Ou E.D.F en est capable, ou alors qu'on en vire la direction.

Mais pour en arriver à imposer cela à E.D.F, c'est-à-dire à l'Etat, il faudra beaucoup de signatures, même si elles ne conduisent pas à une consultation populaire, bien que rien n'interdit de penser qu'elle puisse avoir lieu. Bien sûr, on peut se poser la question de savoir pourquoi les anarchistes interviendraient dans une démarche électoraliste. On peut aussi se demander jusqu'à quel point ils se cantonneront dans des positions de plus en plus marginales au risque, comme l'écrit Stowasser, «de devenir un mouvement de critique brillante sans influence réelle sur la société».

Ainsi on peut s'asseoir au bord de la route et regarder passer l'Histoire. Mais on peut également employer les tactiques qui aident à progresser. La destruction de l'Etat passe par la destruction des outils de l'Etat, dont l'Armée. Nous sommes tous conscients de sa puissance, et que poser, à l'exemple des

Suisses, la question de sa disparition serait voué à l'échec.

Mais attaquer l'Armée par le biais du nucléaire est par contre parfaitement envisageable. Tchernobyl est encore frais dans les mémoires, et les listes d'accidents nucléaires s'allongent en même temps que grandit la crainte. Et

il n'est plus à prouver les liens étroits entre le nucléaire et l'armée.

Le mythe du « Grand Soir » s'estompe. En attendant, il faut ouvrir toutes les brèches possibles dans les forteresses du pouvoir en place. Même si pour cela nous devons réviser nos positions les plus intransigeantes.

Et puis on peut toujours rêver: en Suisse une votation écrasante contre l'armée. En France 20 millions de signatures réclament l'abandon du nucléaire, ce que l'opposition physique, comme à Malville, n'a pu obtenir.

Louis SEGERAL
(Relations Internationales de l'Union

(suite de la page 6)

On ne peut accepter que l'on suspende un instituteur de ses fonctions sous prétexte que par conviction idéologique, il refuse d'effectuer son service national.

Le soutien doit être double et massif. Pour s'opposer à l'interdiction professionnelle et pour soutenir et rendre publique la grève de la faim de Bernard. Une campagne de lettres et de pétitions est organisée en direction des élus, du Ministère de l'Education nationale, de la Justice.

Il faut absolument prendre position et faire intervenir le plus grand nombre d'organisations et de personnalités. Toutes les actions possibles en direction de la presse et de l'opinion publique sont à envisager (manifs, conférences de presse, affiches...)

Ecrivez de toute urgence :
Bernard Jaudon, n. 3955
Maison d'Arrêt, 13 rue d'Autun
BP 88 71100 Chalons/Saône.

Téléphonez tous les jours, écrivez, télégraphiez... :
Ministère de l'Education nationale, 110 rue de Grenelle
75007 Paris. 16 1 45 50 10 10
Ministère de la Justice, 13 place Vendôme 16 1 42 61 80 22.

Signez, faites signer la pétition
Ecole Emancipée, 16 rue
Fourier 71100 Chalons/Saône
Téléphonez, chaque mardi à
partir de 19h30 jusqu'à 22 h.
au 85 43 66 31.
C'est aussi l'adresse du comité
de soutien.

Et pensez aussi au soutien
financier car toute campagne
coûte cher! Merci.

Le 2 octobre à Rennes, passaient en procès B. Desroches, F. Dugay, A. Derennes, P. Le Floch et S. Le Roux, objecteurs insoumis.

La préparation et le déroulement du procès se voulaient résolument collectifs. La mobilisation avant le procès avait été la plus large possible: 3000 affiches collées, plus de 400 signatures récoltées et remises au président, de nombreuses lettres de soutien adressées au tribunal, une lettre ouverte de Claude Guillon (publiée dans le Monde Libertaire) à Mitterrand nombreux tracts distribués au cours de diverses manifs.

Le jour du procès, environ 60 sympathisants sont dans la salle (et de nombreux autres bloqués à l'extérieur). Le dossier de P. Le Floch fut rapidement traité, son affaire

étant renvoyée pour vice de forme. Les cinq autres copains furent ensuite entendus, après une déclaration collective sur les raisons de leur insoumission. Ils ne se sont pas gênés, bien entendu, pour condamner la militarisation croissante de notre société. Un des témoins (ancien insoumis total libertaire) n'a pas pu parler à cause d'une erreur de citation. Dommage.

Le procureur, quant à lui, put parler, et il ne se gêna pas pour nier le caractère politique du procès (mais il a quand même demandé six mois de prison ferme, et le retrait du statut).

Maître Guitard, avocat de la défense, ancien objecteur insoumis, montre l'ingérence du ministère de la Défense dans les procès, fait un rappel historique de la lutte des objecteurs de conscience et

termine en demandant la relaxe (en faisant référence, bien entendu, à la Convention européenne des droits de l'homme).

Reste à attendre le verdict... le 6 novembre à 14 heures.

REMI WEYL

Rémi, dont nous publions par ailleurs la déclaration d'insoumission, a été réformé 4 jours avant son procès. Le verdict de 10 mois d'emprisonnement, dont 8 avec sursis, lui a permis d'être libéré le 26 septembre, malgré le «scepticisme» du président du tribunal. Et avec, quand même, 3000 francs d'amende...

NOUVELLES DU FRONT ANTIMILITARISTE

BENOIT GAUCHARD: déserteur du service civil après plus d'un an, il est passé en procès le jeudi 9/10 au TGI d'Evry (91). Il fait partie de la coordination «On arrête tout!» qui refuse la double durée du service civil par rapport au service militaire.
«On arrête tout!», c/o ARICO
BP 2024 40916 Angers cédex.

CHRISTOPHE POTTIER: sera jugé le 21 octobre, devant la 5ème chambre du tribunal correctionnel de Versailles.

PHILIPPE CUVELIER: a pris 6 mois avec sursis, le 7 octobre à Bobigny.

PHILIPPE AIZPURUA: objecteur insoumis, il passe en procès à Paris (16ème chambre, 14 heures), le 4/11/86.

DENIS CARISSAN: objecteur insoumis, condamné à Montpellier à 8 mois avec sursis et au retrait du statut, a fait appel.

HERVE THEPAULT: objecteur déserteur, jugement connu le 7 octobre.

JEAN-PIERRE RICHARD: objecteur insoumis a pris 6 mois avec sursis ainsi que le retrait du statut.

JEAN-NOEL PIVOT: objecteur insoumis d'OMR sera jugé à Roanne le 21/10.

GILLES MATHEY: objecteur insoumis sera rejugé à Dijon le 15/11 à 14 heures (appel du Parquet après une relaxe).

JEAN-FRANCOIS HONORE: il vient d'être condamné par défaut à 6 mois de prison ferme. Il a fait opposition et repasse en procès le 29/10 à Dijon. Il est insoumis, il a été incarcéré à Fresnes, il a été réformé et relâché. Mais ce n'est toujours pas fini!

JOSEPH GARET: objecteur insoumis d'Objections en monde rural, est passé en procès à Roanne le 9 septembre. Il n'était pas seul, OMR n'ayant jamais oublié ses copains! Il a pris 6 mois ferme...

MICHEL GOULVEN: objecteur insoumis, condamné à 8000 francs d'amende et 10 ans de retrait des droits civiques, repassera en appel à Rennes.

Et on peut toujours écrire à :
BUNO POIRIER: insoumis
Maison d'Arrêt
Ecrou 22 255 cellule 417
17 rue Chouiney
33170 GRADIGNAN

JOEL THIMEURS:
Maison d'Arrêt
85 av. de la Défense Passive
80000 AMIENS

GERARD CHERUAU: objecteur insoumis a été condamné à 6 mois fermes avec retrait du statut.

UN NOUVEL ATTENTAT

AVANT-PROPOS — *En quittant Lyon, le 5 septembre, pour me diriger dans le Vaucluse, j'étais plein d'appréhension à l'idée de ne pas retrouver mes cahiers car j'avais été prévenu que des visiteurs inconnus avaient fracturé la porte de mon cabanon et foutu la pagaille à tout va. Tout en pédalant, je me posais des questions sur l'attitude qu'il aurait fallu adopter en prenant sur le fait les emmerdeurs. Fallait-il recourir à la raison en leur montrant qu'ils attentaient au droit de vivre en paix ou fallait-il leur donner un coup de bâton sur la tête?*

Les penchants libertaires à la tolérance et à la compréhension se heurtaient au dépit, à la sourde colère de quelqu'un qui tient en grand compte le respect des autres et voudrait être respecté en retour. Mais je me sentais désarmé, incapable de ressentir une colère violente: je me sentais donc un pauvre con destiné à subir des désagréments même dans les coins reculés où, en m'écartant du monde j'espérais que le monde m'oublie.

L'angoisse à l'idée de ne plus retrouver des choses qui m'étaient chères, fruits spontanées de mes réflexions, écrites pour pouvoir éventuellement les faire partager à d'autres, me faisait retarder mon retour au lieu d'accélérer. C'est ainsi qu'au lieu des habituels trois jours pour rentrer (depuis Lyon), j'ai traîné le long de la route en zigzaguant, en m'arrêtant partout où j'avais des connaissances amicales.

Et soudain, en traversant Valence, j'appris la nouvelle d'un nouvel attentat terroriste qui, une fois de plus, a fait crier, a fait verser l'encre des professionnels, les phrases solennelles des politiciens, a fait éclater la rage des foules anonymes ainsi que des personnes directement concernées par les blessures ou par la mort d'un proche familial ou ami.

J'ai continué ma route et je me suis aperçu que mon problème personnel qui occupait tant mon esprit, était peu de choses finalement face à tant de tragédie. Ma tête a commencé à être envahie par les échos rebondissants de ce problème. Et enfin, à une halte que j'ai faite peu après être sorti de l'Enclave des Papes, j'ai jeté sur le papier mes considérations personnelles au sujet de ce nouvel attentat qui risquait de ne pas être le dernier et qui ne l'était pas d'après les dernières nouvelles qui me sont parvenues dans ce premier jour de vendanges dans les vignobles de Vacqueyras, ville du troubadour Rimbault...

Ce sont ces considérations que je confie aux destinataires de cette lettre.

Un nouvel attentat terroriste; encore Paris; encore une fois jugé avec tous les adjectifs possibles et imaginables pour exprimer le dégoût et la condamnation face à l'abominable...

Acte odieux, inhumain, exécration, cruel, lâche et tout et tout, étant donné qu'une fois de plus des innocents ont payé de leur vie cet acte barbare, inconcevable, intolérable, etc, etc...

Qu'est-ce que je pourrais, moi, rajouter sur le bien-

fondé d'une telle réplique verbale qui est sensée exprimer la révolte des consciences frappées par de telles monstruosités?

A priori, en songeant surtout aux victimes innocentes de tels agissements, je ne peux que reconnaître l'inévitable validité de telles réactions...

Par contre, lorsque je songe aux politiciens qui s'expriment de la sorte pour condamner les actes barbares, je ne peux y voir du bien-fondé mais seulement de l'hypocrisie...

En fait, comment peut-on être sincèrement et profondément révolté face à des actes meurtriers lorsque par

ailleurs est tolérée la production et la vente d'armes qui vont servir à engendrer la mort d'autres inconnus, d'autres innocents qui n'ont pas choisi la spirale de violence dont ils se trouvent victimes?

La différence entre la brutalité de l'acte terroriste et l'attitude des politiciens et des grands hommes d'affaires des pays riches et «civilisés», c'est que les premiers s'adonnent à un acte direct, sans détour, en affichant ouvertement leur choix sanglant, tandis que les autres, froidement, sur la base de simples calculs économiques et politiques où les vies humaines ne sont que des abstractions, entretiennent la logique de la mort à travers la production et la vente d'armes, étant donné que ce qui prédomine est non pas la considération de la vie humaine, mais les devises que ce genre de marché rapporte aux pays producteurs.

Ces devises, dont les ressorts baignent dans les mares de sang anonyme et lointain et par là abstrait, donc destiné à laisser indifférents ceux qui n'en sont pas directement concernés, contribuent au maintien et à l'accroissement d'une certaine opulence, d'un certain standing de vie pour les nantis de ces pays développés et modernes.

Dans cet état de choses, sans que la question ne soit jamais posée, les bénéficiaires d'un bien-être ainsi réalisé seraient-ils disposés à y renoncer en partie, dans la mesure où une partie du dit bien-être surgit d'une industrie de mort? L'ensemble de la population se trouve, qu'elle le veuille ou non, objectivement, en état de complicité par rapport aux choix économiques et politiques qui, mine de rien, tout à fait légalement et sans aucun acte immoral apparent, baignent dans le sang de ceux qui ont reçu dans la gueule les obus ou les balles distribuées par nos industries d'armements...

Suelement, voilà, le scandale ne surgit que lorsque la mort vient nous frapper par terro-

risme interposé, tandis qu'aucun souci ne vient nous déranger par rapport aux armes que nous vendons un peu partout, pour savoir où de telles armes aboutissent.

Si la condamnation de la violence barbare se veut sincère et totale, il faut que tout acte de barbarie déguisée cesse chez nous-mêmes, en orientant le potentiel technologique vers la production de tout ce qui sert à des finalités tournées vers la vie et non vers la mort comme c'est le cas justement pour les industries d'armes.

Alors, et alors seulement, la condamnation des cruautés terroristes peut recouvrir tout son sens et non seulement remplir le rôle démagogique du politicien qui, s'inspirant du «deux poids, deux mesures», revendique l'innocence de ses propres victimes nationales, tout en répandant avec le plus grand naturel des bombes qui font d'autres victimes ailleurs, sans que celles-ci ne troublent le moins du monde notre digestion, n'étant autre chose que des éléments du spectacle quotidien offert par les médias...

Avec tout cela, aussi douloureux qu'est l'événement tragique issu des explosions terroristes, où se trouve l'innocent?

Le terroriste est coupable de frapper à mort des vivants qui, eux, sont «coupables» de ne pas savoir organiser leur vie de manière à rendre impossible l'existence d'une civilisation qui prospère sans gêne, aussi bien en s'adonnant à la production d'instruments de mort qu'en dominant des peuples par le biais d'une économie imposée qui les empêche de vivre et de mourir à leur guise, comme cela était le cas avant que ne s'impose, sous prétexte de civilisation, le colonialisme et le néo-colonialisme.

Condamner et combattre le terrorisme, d'accord, mais en combattant en même temps tout ce qui est aussi terrorisme dans sa substance, même bien déguisé et enrobé dans les habitudes d'une économie bien rôdée qui agit à travers des chiffres au lieu d'attentats.

*Jeudi 11/9/86
Route de St Pierre de Vassal
Giordano B.*

Le Tiers-Monde existe-t-il ?

On peut croire aujourd'hui que le Tiers Monde n'existe pas. Le tiers-mondisme ne serait qu'un ensemble de représentations créées par la gauche intellectuelle d'Europe dans les années cinquante, dénuées de valeur dans le monde actuel. D'après le processus qui a récemment commencé en France dans une série de colloques et d'œuvres publiées avec succès, le Tiers Monde serait une conception « sans consistance ni définition ». Les titres des livres qui l'affirment ne peuvent être plus provocateurs : *Le Sanglot de l'Homme blanc* de Pascal Bruckner, *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes* d'Yves Lacoste, *Mirage égalitaire et Tiers Monde* de P.T. Bauer ou *Une bête à abattre* « tiers-mondisme », dossier préparé par *Le Monde Diplomatique* (mai 1985, n.374) qui recueille tous les éléments du débat.

Comme il était logique, des affirmations aussi tranchées ont déclenché une polémique dans la presse et les médias dont les conséquences immédiates semblent la remise en question de certaines idées et stéréotypes forgés durant ces dernières décennies et — probablement — l'ébauche d'un nouveau schéma pour le futur. Mais dans l'immédiat on est stupéfait par la réapparition d'un manichéisme que l'on croyait banni du débat intellectuel européen. D'un côté — disent les uns — en s'accrochant à un néo-libéralisme porté à ses ultimes conséquences, le Tiers Monde n'est qu'un ensemble de pays dirigés par des élites incapables et corrompues, qui sont les seules responsables de leurs maux : sous-développement économique, inégalités sociales, dictatures sanglantes. Les causes de tous les problèmes sont internes à ces pays et rien ne vient de l'histoire ou des rapports internationaux. En résumé : l'Occident n'a pas à continuer à nourrir la mauvaise conscience de sa « condition coloniale ou impérialiste » et doit récupérer sa vieille fonction civilisatrice. Comme on s'en souvient ce furent les élites de l'Occident même qui se sentirent

d'abord coupables. L'exemple de Jean-Paul Sartre et de Régis Debray est éloquent et doit être dépassé.

A l'inverse de la position manichéiste se trouve une autre exagération, tout aussi schématique : les « pays bons » sont les pays pauvres et les « méchants » sont les pays riches. S'il y a crise dans le Tiers Monde, la raison est uniquement extérieure. Le coupable de tous les maux du sous-développement est le capitalisme international, dont le comportement est impérialiste, en particulier par l'entremise des multinationales, qui agissent de concert avec les directives du Fonds Monétaire International. Le déterminisme dirige toujours une vision inchangée de l'histoire, telle qu'on la répète depuis quarante ans. Tout corrobore ce point de vue. Il suffit de penser au problème de la dette extérieure.

LA RHÉTORIQUE DU TIERS MONDISME

Trois phénomènes convergent actuellement pour remettre en question le tiers-mondisme. Il y a d'abord les différences visibles entre les pays en voie de développement. On remarque que les pays ravagés par la sécheresse de la zone du Sahel ne sont pas les mêmes que le Nigeria ou le Mexique, qui possèdent un sous-sol pétrolifère riche et un marché intérieur potentiel de plusieurs millions d'habitants. Les habitants des îles du Cap Vert ont peu de rapport — dit-on et écrit-on — avec ceux des quartiers résidentiels d'Abidjan en Côte d'Ivoire, de même que l'économie prospère de la Corée du Sud ou de Singapour ne peut être comparée avec la misère de la République Centre africaine. La vitalité économique, les ressources naturelles, les systèmes politiques s'opposent dans toute une série de pays, dont les populations et les territoires sont très différents. Pour des nations au développement social et culturel si varié

— en conclut-on — il est impossible de continuer à utiliser la vieille notion de Tiers Monde, telle qu'elle fut forgée dans l'enthousiasme des années qui suivirent la seconde guerre mondiale, avec l'accélération du processus d'indépendance des pays colonisés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Deuxièmement, quand on remet en question le Tiers Monde, on juge les intellectuels. On les accuse d'avoir répété toujours les mêmes lieux communs (*La langue de bois* d'un discours rhétorique conformiste dans son inconformisme, si on me permet ce jeu de mot) et de s'être endormis dans une époque qu'ils croyaient favorable — les années soixante — mais qui a été implacablement démentie par l'histoire contemporaine. Les intellectuels sont « les responsables de la construction de châteaux de mots sur le sable des illusions romantiques du mythe de la révolution », écrit-on. Il suffisait d'éliminer l'impérialisme, en citant des passages du Livre Rouge de Mao, pour « transformer le Sahel en paradis terrestre » rappelle ironiquement Claude Julien dans le numéro précité du *Monde Diplomatique* sur ce sujet, en concluant : « Quiconque ne partageait pas leurs certitudes était traité d'intellectuel petit-bourgeois. » (p. 13)

Il est bon de souligner que tout commença avec la guerre d'Algérie et l'assassinat de Patrice Lumumba, le manifeste des 121, continua avec la Tricontinentale et fut galvanisé par la guerre du Vietnam. A partir de ce moment, le Tiers Monde pouvait apparaître comme une unité politique et une véritable alternative intellectuelle pour obtenir dans les pays en voie de développement ce qui ne paraissait plus possible en Europe. Dépositaires des espoirs du vieux continent, les pays décolonisés devenaient un prétexte pour continuer à invoquer les causes utopiques perdues dans les métropoles. C'était une façon d'évacuer dans l'imaginaire personnel les problèmes pressants de la réalité immédiate. Et ainsi on évitait les plus directs.

Ce double positionnement ne serait pas nouveau, si on n'apercevait pas —au-delà des simplifications— les signes avant-coureurs d'une réflexion nécessaire dans un monde dynamique et changeant. Il est en effet évident que face à l'offensive d'une droite occidentale —néo-libérale sur le plan économique et ne sentant pas de lien de solidarité vis à vis de la planète et moins encore par rapport au destin des pays des régions qu'elle a abandonnés à leur sort—, les clichés de la gauche européenne traditionnelle que l'on veut y opposer, ne semblent pas opérants. C'est pour ces raisons qu'il faut analyser quelles sont les idées réellement en jeu.

Il faut reconnaître que cette sensibilité forgée dans les années cinquante recouvrait une vaste gamme d'attitudes: le refus de la misère, du racisme et des «sales guerres» au nom des valeurs humanitaires, l'affirmation d'un internationalisme élargi aux forces des trois continents qui combattaient l'impérialisme et, finalement, la conversion aux grands mythes révolutionnaires. Tout paraissait cristallisé dans la phrase de Franz Fanon: «Il s'agit pour le Tiers Monde de recommencer l'histoire de l'humanité.» (1)

Maintenant, cependant, le temps de la guerre du Vietnam, du *maoïsme* et des héros de la révolution cubaine semble éloigné. Elles sont également loin les années où la France était en proie aux convulsions de la guerre d'Algérie, et les pays occidentaux aux maux de la décolonisation dans l'effervescence du processus d'indépendance des pays africains, asiatiques et des Caraïbes. L'étonnement qui accompagna la découverte philosophique et anthropologique de l'*autre*, de l'*altérité* et du pluralisme culturel, semble également lointain. En définitive —résume-t-on avec scepticisme— l'enthousiasme n'a duré que trente ans.

DECULPABILISER L' OCCIDENT

Néanmoins, on perçoit d'autres signes dans la crise de la conception du Tiers Monde dont on nous rabat les oreilles. Tout d'abord, c'est la revanche historique des vieilles puissances coloniales. Au nom d'un pragmatisme et d'un réalisme brandis en opposition à la *Vulgate tiers-mondiste*, on veut donc démontrer que la misère du tiers-monde et les problèmes structurels de la plupart de ces pays ne sont pas dus au néo-colonialisme ou à l'impérialisme ni en rapport avec eux. Au contraire, comme cela a été défendu dans un colloque récent à Paris, «le moyen le plus rapide d'en finir avec la faim c'est la liberté du marché.» (1) Jean-François Revel, le journaliste bien connu, écrit de son côté: «Dénoncer la dette de l'Amérique latine comme une catastrophe tombée du ciel, est oublier

un peu vite le mauvais usage que les gouvernements ont fait des sommes gigantesques reçues en prêts.» (1) Qu'est devenu l'argent? se demande-t-il avec une fausse innocence. L'histoire *doit* donc être réécrite d'un autre point de vue. Le résultat doit être un Occident *déculpabilisé* et sans responsabilités rétroactives, et encore moins futures.

Et c'est exactement cela. Il faut en finir avec «le procès de culpabilisation de l'Occident», comme l'écrit Jacques Broyelle, qui en vient à affirmer que «si la guerre du Vietnam devait recommencer, il faudrait cette fois être du côté des Américains.» (1) Les mêmes idées apparaissent sous la plume de Peter Bauer, *Mirage égalitaire et Tiers Monde*: «Il est pervers de suggérer que les relations internationales sont la cause des problèmes de développement et du bas niveau de vie des pays du Tiers Monde.» (1)

D'après ce schéma, le Tiers Monde doit être défini autant par la production de matières premières (café, étain, sucre, cuivre, etc...) que par les sanglantes dictatures de beaucoup de ces pays (de Pinochet à Marcos, en passant par les exemples *ubuesques* de Bokassa et d'Amin Dada) et la corruption de ses hommes politiques (de la *mordida* mexicaine à la *coima* de la Plata). Le cocktail de ce mélange de dictature et de corruption, de misère et d'incompétence, permet d'alimenter une contre image, non moins caricaturale de guerilleros barbus, qui prétendent régler tous les problèmes à la mitraillette. Toujours selon ce schéma, le tiers-mondisme est le terreau d'idéologies «au nationalisme étroit» ou «à la mystique religieuse», avec des phénomènes comme l'*intégrisme musulman*.

La note cruellement politique ne manque pas au tableau. Les pays du Tiers Monde sont l'objet d'une conjuration subversive ourdie par l'Union soviétique et ses alliés, que de nombreux leaders politiques et intellectuels suivent consciemment. La gauche des pays occidentaux, dominée par une idéologie de «culpabilité» et de «mauvaise conscience», serait leur complice conscient ou inconscient. En tout cas, elle «fait le jeu» du communisme international. Il faut en finir et la réaction a déjà débuté, résume-t-on avec orgueil.

Le dialogue Nord-Sud est aussi inclus dans la crise invoquée. Face aux différences sans cesse grandissantes entre les pays, au lieu de proposer des solutions pour redistribuer mondialement les ressources (ce qui s'avère illusoire et utopique, d'après les statistiques) ou d'exagérer en faisant des déclarations contre le capitalisme, on affirme qu'il vaudrait mieux que les pays du Tiers Monde méditent sérieusement sur leurs propres responsabilités dans l'échec de leurs projets nationaux respectifs.

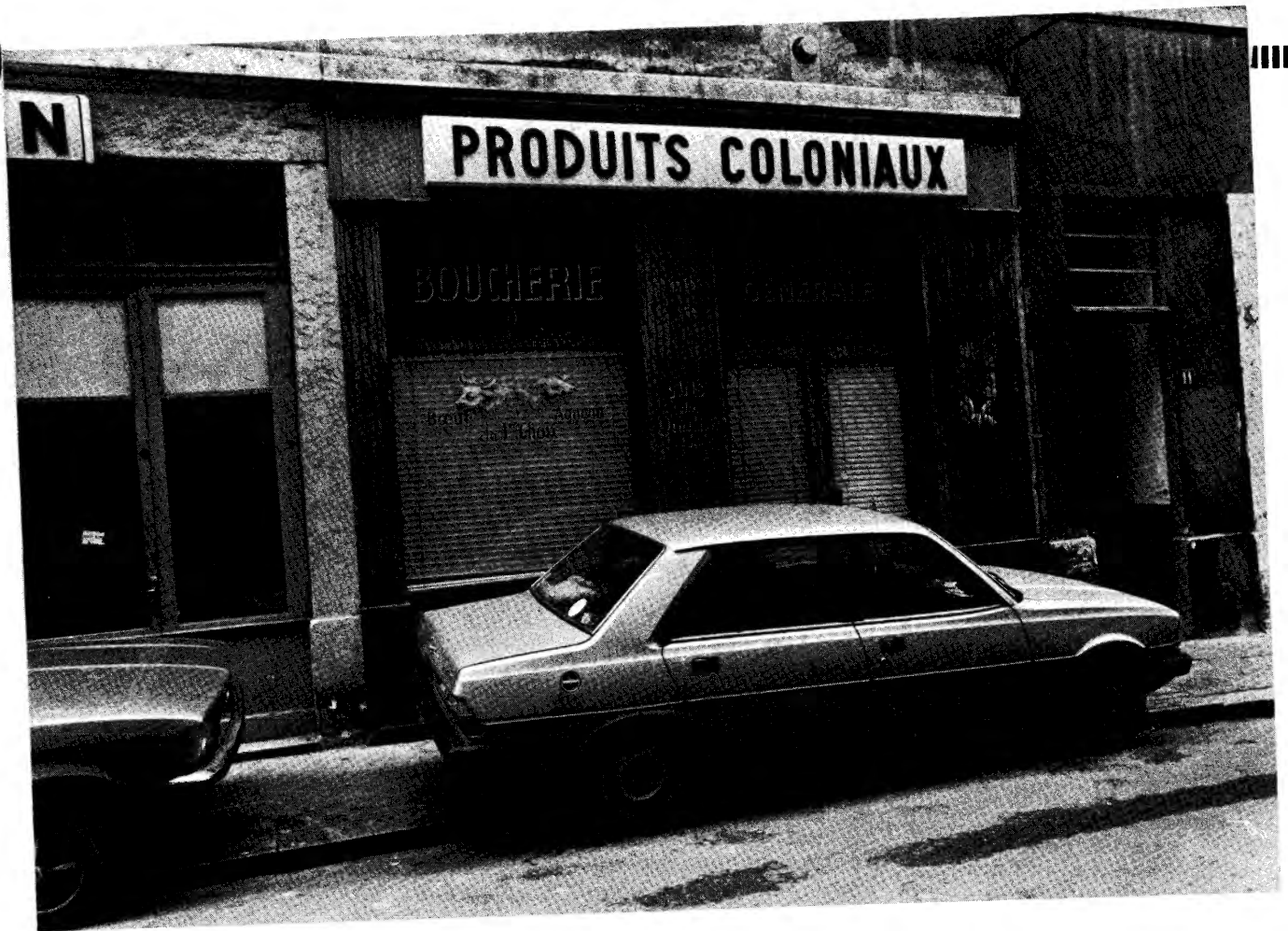
A U L I E U D U
« G R A N D B O N D
E N A V A N T »
D E S P A S D E
F O U R M I S

Pourtant ce procès d'intentions fait au Tiers Monde par le néo-libéralisme occidental n'est pas resté sans réponse, bien qu'on soit parti de l'interrogation qui englobe une bonne partie de la problématique du monde actuel, à savoir: quelles peuvent être les convergences qui définissent les inquiétudes d'un monde, d'un côté chaque fois plus uni par les problèmes communs et le faisceau des communications simultanées, et de l'autre confronté à l'explosion des particularismes, des nationalismes et des conflits centenaires surgis ces dernières décennies dans le cadre polarisé des grands systèmes idéologiques?

La réponse à ce qu'il faut comprendre en réalité par Tiers Monde dans le contexte actuel, a curieusement commencé par admettre qu'on doit faire une évaluation sincère des maux réels dont souffrent les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Cette évaluation répartit raisonnablement les fautes et les remèdes s'avèrent fort peu spectaculaires.

Il s'agit d'abord de reconnaître que le *gigantisme* de certains projets démesurés entrepris euphoriquement pendant les décennies précédentes a démontré à l'évidence que le *modèle* occidental n'est pas toujours le meilleur. Des catastrophes écologiques peuvent apparaître après la construction de barrages hydroliques, l'ouverture de routes, la croissance désordonnée de grandes villes enfouies dans des nuages d'air pollué ou d'installation d'industries pléthoriques par rapport aux capacités réelles des pays que l'on a *poussé* à s'endetter vis à vis de l'étranger. En effet, même si on constate une mégalomanie et une légereté d'esprit chez de nombreux dirigeants politiques ou dictateurs du Tiers Monde qui ont prétendu passer à l'Histoire ou s'assurer une fortune personnelle, la réalité n'est pas aussi simpliste.

Les banques internationales qui ont prêté de l'argent pour ces projets ne se sont pas trompées sur ce point. Auraient-elles investi la dette colossale qui est réclamée en ce moment —le chiffre astronomique de 800 milliards de dollars— dans un moment d'erreur et d'égarement? Personne ne pouvait-il prévoir le désastre financier qui planait? Il est évident que les coupables ne peuvent être *seulement* les hommes politiques «corrompus et inconscients» du Tiers Monde. S'il est triste de reconnaître que de nombreux ministres «peuvent être achetés» par des pots de vin de dollars déposés au Bahamas ou en Suisse et que les magouilles financières sont à l'ordre du jour, il faut ajouter que les complicités sont variées. Les



achats d'armes par les militaires de pays aux populations sous-alimentées supposent l'existence de *vendeurs* et de *fabricants* des armes en question. Les sommes des crédits octroyés allègrement et qui grèvent maintenant péniblement l'économie du Tiers Monde, ont été escamotées et *replacées* dans les banques suisses et nord-américaines, d'où elles provenaient. Ce n'est un secret pour personne qu'une partie de la dette a déjà été *recupérée* par les évasions de capitaux.

Dans le contexte d'une vision actuelle et raisonnable de la problématique du Tiers Monde, on parle de plus en plus de la nécessité de perspectives plus modestes et moins grandiloquentes dans la planification de ces pays. On parle aussi de *technologies appropriées*, moins coûteuses et mieux adaptées que les techniques *lourdes*, traditionnellement proposées par les pays industrialisés, processus qui peut représenter le réemploi des techniques traditionnelles, écartées trop vite dans les années d'euphorie. Le buffle remplace le tracteur dans le sud-est asiatique, les techniques d'irrigation des Incas sont rétablies par des ingénieurs péruviens, la charrue de bois laboure mieux que le soc sur les terres fragiles d'Afrique. Sur le même plan, on parle également d'un développement raisonnable *auto-centré* qui, tout en mettant l'accent sur les forces *endogènes*, est conscient, simultanément, du fait qu'il est impossible de vivre en marge des échanges internationaux, dont les règles ne peuvent être

négligées. En résumé, non aux rêves autarciques et au libéralisme échevelé, non à l'Albanie et à Taiwan, par exemple.

Cette perspective nouvelle de la problématique du Tiers Monde se fonde de plus en plus sur la constatation du fait que le sous-développement de la majorité des pays n'est pas le résultat d'une stagnation économique, mais d'une dynamique de croissance, dans bien des cas, supérieure à celle des pays européens. Le problème est donc le caractère contradictoire de cette croissance et non son absence.

V E R S U N M I L I T A N T I S M E H U M A N I S T E

La vision intellectuelle enthousiaste d'il y a quelques années a cédé la place à un regard *éloigné* et, à bien des égards, indifférent. Mais si aujourd'hui on peut estimer qu'il y a le refus d'un certain militantisme chez les intellectuels et une espèce de revendication de la culture de de la création *par opposition à l'engagement politique*, il ne faut pas en déduire que *tout* le tiers-mondisme est en crise. Même s'il y a des blasés en France et des « pasotas » en Espagne, tous ne sont pas sceptiques, indifférents ou égoïste. Les coordonnées des soucis de la jeunesse passent ailleurs.

Du refus actuel du militantisme et de la redéfinition politique de ses contenus, on a glissé progressivement de l'engagement idéologique à l'engagement humaniste, des « grandes causes » abstraites aux actions tangibles, des « solutions globales » et *volontaristes* aux projets délimités et centrés sur « les communautés de base ». La mobilisation se donne des objectifs précis. Les pas de fournis sont préférables aux « grands bonds en avant ».

Il est indubitable qu'une dictature comme celle de Pinochet au Chili ne peut qu'entraîner des réactions manichéennes. Toute nuance peut paraître synonyme de claudication. Cependant, les pays du Tiers Monde qui ressemblent à une réalité *schématique* et qui facilitent donc une interprétation réductrice et simple de l'histoire, sont de moins en moins nombreux. Le Tiers Monde oblige à avoir des visions plus complexes. L'économisme de cause à effet, dominé par le schéma du centre-périphérie et utilisé pendant près de vingt ans, comme panacée explicative de tous les maux, cède le pas aux études sur la dynamique des sociétés. Le corollaire inévitable est l'apparition de cultures marginalisées, de minorités tout aussi représentatives que les grands mythes de l'identité nationale agités jusqu'à maintenant, la revendication de symboles et d'archétypes non explicables rationnellement mais exprimant la véritable richesse cachée de ces pays.

Si on refuse l'idéologisation excessive du passé immédiat, la sensibilité tiers-mondiste n'a pas à tomber dans une espèce de vague philanthropie, sur le mode des organisations charitables et *paternalistes* d'autrefois. Heureusement, il y a d'autres possibilités d'action.

Si en effet on se méfie des grandes constructions étatiques des années soixante, cela n'implique pas l'acceptation du néo-libéralisme sauvage qu'on oppose traditionnellement. L'esprit communautaire ressuscité, les associations, le quartier, des formes actualisées d'autogestion et de décentralisation, offrent des alternatives intermédiaires intéressantes. La fonction d'organisations « non-gouvernementales » comme « Médecins sans frontières », Amnesty International, le « Comité contre la faim » et les 400 institutions de ce genre qui, dans un pays comme la France, lancent des actions dans le Tiers Monde autour d'objectifs concrets mobilisent plus de 50 000 militants, sont un exemple. L'Angleterre et l'Allemagne en ont autant.

Mais de plus, les pays occidentaux — l'Europe et les Etats-Unis — ont récemment découvert (et non sans effroi parfois!) que le Tiers Monde est dans leurs propres frontières. Les coutumes pittoresques, les vêtements et les nourritures exotiques décrites par les voyageurs et explorateurs d'autrefois, se trouvent aujourd'hui dans les quartiers de New York, Paris ou Londres. L'autre peut être notre voisin et pas seulement le protagoniste d'un livre d'ethnologie ou d'un documentaire vu confortablement à la télévision. D'où l'apparition de phénomènes comme le racisme, les explosions de violence urbaine, la revendication de conceptions comme l'*identité nationale* d'une partie de l'extrême-droite, dont les drapeaux se dressent contre la présence de l'*étranger* et de la personne insolite sur une terre qu'on considère comme sienne. L'*arabe*, photographié dans un voyage touristique, devient le voisin que nous croisons sur le palier de l'escalier.

Tout semble indiquer donc, que si une idée du Tiers Monde s'est évanouie avec les derniers échos de la révolution de Mai 1968, une autre est en train de naître. Mais en tout cas, les « damnés de la terre » dont a parlé il y a presque trente ans Franz Fanon, sont toujours là, même si on veut les appeler autrement.

Fernando Ainsa
(Paris, écrit pour Revista Anarchica et publié dans le numéro 137, mai 86, traduit de l'original espagnol par F.M.)

(1) retraduit du castillan, NDT



LES LIBERTAIRES

Le dossier « Les Libertaires et l'Education » () n'est pas clos, avisons-nous dit. Abdoul le Bougnoul vient nous parler d'un aspect un peu oublié dans ce dossier: les pratiques d'ouverture sur d'autres cultures, et d'échanges entre ces cultures, qui sont apparus dans l'école publique, au cœur même des zones dites difficiles, c'est-à-dire les ZUP, les cités dortoirs, les hauts lieux du béton. Bref, les endroits multiples où se croisent (comme par hasard...) prolétariat et immigration. C'est ce nouveau concept barbare appelé interculturel, qui a fleuri au hasard de divers colloques, et même dans certaines Ecoles Normales. L'idée est généreuse et permet de faire avancer vers des pratiques nouvelles et différentes (les parents ont droit de séjour à l'école, les enfants parlent de leur vécu, les instits travaillent en équipe, etc...). Mais dans quel but? Pour une meilleure assimilation des communautés immigrées, ou pour une réelle reconnaissance de leurs spécificités? Quant aux pratiques pédagogiques, elles se heurtent bien vite aux sacro-saintes instructions officielles... bien françaises et nationalistes, elles! Alors, que faire? Et bien, par exemple, ne négliger aucun frémissement, d'où qu'il vienne, et y ajouter notre propre spécificité... libertaire, évidemment!*

ET

L'EDUCATION



(*) paru dans les numéros 67 et 68-69: l'ensemble disponible au prix de 30 francs. A lire absolument!

Interculturel ou Assimilation à l'école

Conformément à sa vocation de broyeuse des différences à la recherche d'une plus grande compétitivité et d'une meilleure rentabilité du système concurrentiel, l'école est cette gigantesque machine d'assimilation qui, tout en faisant semblant d'opérer un nivellement par une prétendue égalité des chances, ne reconnaît que la langue nationale et la sous-culture des classes dominantes. Or, depuis quelques années — et tout en continuant à négliger les cultures régionales et la sous-culture populaire — le discours sur les différences culturelles au sein de l'école a changé : à l'« unitarisme frileux » dont parle J. Berque dans son fameux rapport « L'immigration à l'école de la république » (1) se substitue une pieuse et généreuse reconnaissance des cultures d'origine. L'institution scolaire a-t-elle pris connaissance de l'inutilité de s'enfermer dans un monoculturalisme béant alors que 10% des enfants qui la fréquentent sont issus de l'immigration? Le maître-mot de cette reconnaissance des cultures à l'école est le terme **INTERCULTUREL** dont le préfixe « inter » exprime les échanges possibles entre les systèmes de valeurs et les systèmes symboliques des différentes cultures dont les enfants sont porteurs, sous l'influence de la socialisation familiale. Cette socialisation ne se confond pas avec celle assurée par des parents français qu'ils soient issus des classes populaires ou bourgeoises (2), mais renvoie aux différentes formations sociales des pays d'origine de l'immigration.

Concrètement, l'application des activités interculturelles au sein de l'école signifie la prise en compte — au-delà des différences psychologiques et classistes — de l'identité culturelle de l'enfant. Ce qui devrait se traduire par l'apprentissage des langues et des cultures d'origine. Alors que les pratiques pédagogiques précédentes consistaient à gommer tout particularisme — en imposant les normes de la société française — dans sa version bourgeoise de préférence — il s'agit actuellement de valoriser l'identité parentale et les cultures des pays d'ori-



gine. Il n'est plus question de mettre au vestiaire la socialisation des parents sous prétexte qu'elle crée des interférences néfastes mais de partir d'elle afin de permettre à l'enfant de percevoir une continuité entre le milieu scolaire et le milieu familial et de partir de l'environnement et des préoccupations de l'apprenant.

Insertion optimale dans la société d'installation et préservation de l'identité culturelle première sont les objectifs fixés par l'éducation interculturelle. Ceci au niveau des louables professions de foi, mais qu'en est-il des modalités de réalisation et des moyens mis en œuvre

1 — pour une reconnaissance de l'Autre tel qu'il est

2 — pour son intégration dans ses lieux de vie.

Cette intégration n'est peut-être pas — du moins pour les libertaires — synonyme d'insertion dans le processus de production et de reproduction capitaliste?

De prime abord, il est peut-être important de rappeler que ces bonnes intentions sont démenties dans le champs du politique, de l'économique et du social. Les immigrés sont de citoyens de seconde zone. L'absence de droits politique et d'égalité des droits sociaux (logement, droit au travail, situation juridique précaire...) ne peuvent pas féconder une situation interculturelle.

On peut estimer que ces décisions sont d'ordre politique et échappent partiellement aux travailleurs de l'éducation, mais il est difficile d'ignorer leur impact

sur le champ de l'institution scolaire. On peut avancer sans trop se tromper que ces derniers ignorent souvent la problématique interculturelle et continuent à soutenir et à contester le système scolaire de l'intérieur dans une perspective ethnocentriste même si la dimension lutte de classes est présente.

Pour ceux qui interviennent dans les ZEP (Zones d'Éducation Prioritaire), la démarche interculturelle est conçue comme un ensemble d'attitudes, elles-mêmes réduites à une capacité d'écoute. Il faut dire qu'aller au-delà d'une conception défensive de l'interculturel et respecter le rythme naturel de l'enfant, son identité culturelle, son autonomie... suppose l'éclatement des structures institutionnelles présentes qui étouffent toute initiative.

Ce qui fait que la démarche interculturelle est réduite à son expression zéro : une mode mise en place pour renflouer la réputation de l'école. Elle est vécue souvent sur le registre d'expériences vitrines vite marginalisées lorsqu'elles commencent à déranger. La force tranquille, la France des beaux ne sont inquiétées ni dans leurs habitudes, ni dans le programme et le cursus scolaires. On se demande des fois si cette disposition psychologique d'écouter l'enfant différent ne traduit pas une volonté de mieux assimiler puisqu'elle s'inscrit nulle part que dans le désir de l'enseignant (absence d'évaluation des activités interculturelles, leur non prise en compte dans le programme et les projets pédagogiques).

Mis à part les CLIN (Classes d'Initiation pour Non-francophones) et les CEFISEM (Centre d'Études, de Formation et d'Information pour la Scolarisation d'Enfants Migrants) qui ont souvent un rôle de collecte des statistiques sur cette population et de recherche sur certaines expériences en cours, l'Éduca-

tion nationale ne se sent pas sérieusement impliquée dans une action qui prendrait en compte les autres cultures. C'est le FAS (Fonds d'Action Sociale) constitué dans son ensemble d'allocations familiales non-versées aux travailleurs immigrés, qui subventionne les cycles pré-scolaires, le renforcement des B.C.D (Bibliothèques Centre de Documentation) et d'autres actions qui ne sont pas nécessairement destinées aux enfants d'immigrés.

L'inexistence d'une définition de l'interculturel en termes opératoires, rationnels, s'inscrivant dans une pédagogie de projet et partant du vécu des enfants au sein de la famille et du quartier, font qu'on ne présente des cultures originelles que leurs aspects folkloriques à la manière de la désinformaton qu'on fait sur les sociétés exotiques.

Les détracteurs de l'ouverture utilisent les limites de la pratique interculturelle pour refuser le dialogue et la relativité des cultures et, par conséquent, imposer aux enfants d'autres cultures leurs façons de faire et de savoir-faire bien français; les uns au nom de l'intérêt national et les autres au nom de la défense de la laïcité, de l'école républicaine et pourquoi pas de la révolution qui ferait couler tout le monde dans le même moule.

Par ailleurs, les tenants de l'interculturel oscillent entre les bureaucrates des ministères et des associations qui défendent leur bifteck en baptisant d'interculturel des pratiques compensatoires ou tout simplement n'importe quelle action en faveur des immigrés comme une fête ou un colloque de réflexion sur cette population; d'autre part, il y a les hommes de terrain qui se contentent de pratiques parcellaires sans se rendre compte de leur marginalisation et des manipulations politiciennes faites à ces

pratiques (perspective de retour au pays, une meilleure assimilation au pays d'arrivée par l'illusion du respect de l'identité parentale...).

Garantir l'égalité des droits entre français et immigrés, intégrer les autres cultures dans le contenu des programmes scolaires et dans les systèmes d'évaluation pour l'ensemble des enfants nous paraissent des préalables pour la réalisation d'une éducation interculturelle.

ABDOUL LE BOUGNOUL

NOTES

(1) J. BERQUE: L'Immigration à l'école de la République, Rapport au ministre de l'Éducation nationale. Documentation française, 1985, 119 p., 50 F.

A propos d'interculturel, l'auteur dit: « Des termes ont été employés, plus provocants que sociologiquement fondés, et que je souhaite ne voir employés qu'à l'issue d'une critique sérieuse, par exemple le terme d'interculturel qu'on emploie à tort et à travers. Si on entend par interculturel une juxtaposition de cultures, je suis absolument contre... Nous ne voulons pas un agrégat hasardeux, mais une synthèse vertébrée qui se construit, et naturellement en fonction d'une identité française. » Le but est donc d'intégrer des « cultures d'apports » à une culture-mère. J. Berque reste dans une problématique ethnocentriste où les cultures ne dialoguent que pour mieux servir l'assimilation à l'identité française.

(2) Je pars de l'hypothèse que les membres d'une société, quelques soient leur classe sociale, sexe, âges... participent à une même culture qui les différencie des membres d'une autre culture. La notion de personnalité de base exprime ce sentiment d'unité culturelle. Elle est définie comme « une configuration psychologique particulière propre aux membres d'une société donnée et qui se manifeste par un certain style de vie sur lequel les individus brodent leurs variantes singulières. » (M. Dufrenne: la Personnalité de base, PUF, p. 128).



**22 ET 23
NOV.**

Colloque

Le Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Expression Libre (CEREL) et la librairie toulousaine L'Anarc-en-Ciel, organisent ce colloque sur l'éducation à Carcassonne, les 22 et 23 novembre.

Au programme :

Samedi 22 novembre

- Le quantitatif à l'école, le secret, l'enseignement au féminin
- L'école comme lieu de socialisation
- Les expériences pédagogiques dans les écoles primaires des Alpes du Sud

— L'école, le pouvoir, l'institution / L'innovation pédagogique en France : les lycées expérimentaux / Education et/ou instruction

— Padre Padrone, film italien des frères Taviani, suivi d'un débat.

Dimanche 22 novembre : — Table-ronde sur l'éducation populaire

- La Limace Bleue, expérience en école maternelle
- De l'éducation libertaire à l'alternative libertaire
- Face à l'éducation nationale, les écoles occitanes

Avec la participation de : Marie-claire Calmus, Catherine Baker, Emmanuel Boutterin, Patrick Boumard, René Montségur, Pierre Lagarde, Jean-Claude Bouchareu, Michèle Carlier, Jean-Marc Raynaud / Participation aux frais 40 francs pour la journée / *contacts : CEREL, BP 128 11000 Carcassonne, CEREL 1 place du Presbytère, BP 49 11300 Limoux, librairie Anarc-en-Ciel, 7 rue Arnaud Bernard 31000 Toulouse, tél 61 23 36 08.*

SUR

l'Education

MJC CARCASSONA 91 RUE A. RAMON



CLAUDE SIGALA

VIVRE AVEC...

LE
CORAL!

Préfaces :
Félix GUATTARI
Jean CARDONNEL

(...) Le Coral, c'est une de ces petites pustules de questionnement qui sont parvenues à traverser la glaciation qui a gagné le socius depuis huit-dix ans.

Il n'y a pas si longtemps, on regardait avec une bienveillance lasse et désabusée la survivance de ces « lieux de vie » qui prétendaient aménager les portes de sortie à l'enfermement psychiatrique, psychologique, psychanalytique.

Lorsque l'affaire du Coral a éclaté, à la tolérance a succédé le recul, la crainte d'être soi-même éclaboussé dans les médias.

(...) Il y aurait eu pourtant de quoi dire, de quoi penser... Quelle curieuse danse en effet, autour du même tam-tam médiatique de fantômes de cul, de circulaires administratives, de trafic de photos pornos, de délation, de pédophilie, de ministre socialiste, de juge et de flic! Il n'y a manqué que Le Pen et le SIDA; sans doute un peu en retard au rendez vous!

Le Coral est devenu le bouc émissaire de toutes les vieilles haines accumulées contre les tentatives extra-institutionnelles, le porteur de tous les péchés, de tous les vices refoulés. (...)

(extrait de la préface de Félix Guattari)

Ce livre de 400 pages (95 F), peut être obtenu en écrivant à
Le CORAL 30470 Aimargues

IRL 70 - OCTOBRE NOV

Salut,
Nous avons suivi avec intérêt
votre dossier sur l'éducation li-
bertaire.

Si nous sommes d'accord pour
vouloir des relations «démilitari-
sées» entre adultes et enfants,
nous ne voulons par contre pas de
l'éducation, qu'elle soit libertaire
ou autre (tout comme C. Baker),
ni de la structure familiale (klein-
famille) telle que l'acceptent les
anars d'un des articles de votre
dossier (discussion entre diffé-
rents parents).

Voilà. On vous envoie de la doc
sur nous. Vous pourriez parler
de nous dans IRL. J'espère que
quelqu'un parmi vous parle alle-
mand (1).

Yves
(1) Non. On n'a rien compris aux
trucs en allemand que tu nous as
envoyés (INDLR).

L'Indianer Kommune

Indianer Kommune est une com-
munauté qui depuis 10 ans déjà
lutte pour les droits radicaux des
«mineurs»:

Nous essayons de vivre en accord
avec nos idées, en refusant de vendre
notre force de travail à un patron et de
nous intégrer dans leur société de con-
sommation, en refusant l'école et la
structure familiale traditionnelle, ainsi
que la propriété privée,...

Nous vivons d'un atelier de répara-
tion de vélos, de la brocante et du mar-
ché aux puces; nos vêtements, outils,
vaisselles et en général tout le matériel
que nous utilisons sont récupérés.

Actuellement, nous voulons essayer
dans d'autres villes en Allemagne, mais
aussi dans le sud de l'Europe, pour y
cultiver si possible les dendrées dont
nous avons besoin.

Mais nous avons de nombreux pro-
blèmes: l'Etat cherche à nous criminali-
ser: procès à partir d'accusations fausses
(suivis de relaxes), un membre de la
Kommune condamné pour détournement
de mineur (10 mois de sursis,
3000 DM soit 10000 F d'amende) pour
avoir recueilli et aidé une jeune fugueu-
se de 11 ans, maltraitée par son beau-
père. Les procès durent et coûtent cher.
L'Etat essaie ainsi de créer un état de
stress permanent et de nous asphyxier
économiquement. (Mais il n'y arrive
pas, ha ha!)

Si vous êtes d'accord avec notre dé-
marche, n'hésitez pas à nous aider. C'est
encore mieux si vous venez nous voir et
si vous êtes prêt à lutter avec nous!
(Pas de problèmes de langage).

Notre adresse:
Indianer Kommune,
mittlere Kanalstrasse 34
D 85 NÜRNBERG
tél. 19 49 911 266 786

Libérons-nous de l'éducation! Vivons sans écoles!

Soutenez-nous! Créez des lieux et ob-
tenez des droits pour les réfugiés des é-
coles, des institutions psychiatriques,
des foyers et des parents!

Informez tous ceux qui sont concer-
nés de notre existence! Dans chaque
pays!

Nous essayons de construire une com-
mune des enfants qui défende nos
droits. Nous faisons de la brocante et
nous avons un atelier de réparation de
vélos. Nous vous invitons à nous visiter,
à vivre avec nous et à lutter avec nous
pour nos droits.

Nos exigences sont politiques:

- Pouvoir quitter quand on veut la mai-
son familiale, aller où on veut, pouvoir
voyager aussi sans maman et papa et
en être financièrement indépendants,
c'est-à-dire pas de poursuite des fu-
guez et de ceux qui les soutiennent.

- Abolition de tous les camps de concen-
tration de l'éducation.

- Information sur la véritable fonction
de l'école et abolition de l'obligation
scolaire.

- Refus de la criminalisation des rela-
tions sexuelles librement consenties
(quelles qu'elles soient!) et droit de dis-
poser de notre corps comme nous l'en-
tendons.

- Accès libre à tous les médias et aboli-
tion de la censure d'Etat des livres pour
la jeunesse.

- Les enfants ne sont pas des petits
chiens que les mères peuvent acheter
avec des caresses ou du chocolat.

Venez tous à notre prochaine rencon-
tre à Paris, quand? Grande rencontre à
Nürnberg: vacances de Noël 86/87.

A AACHEN (Aix-la-Chapelle),
ouverture d'un squatt et création
d'un centre autonome des jeunes
(et de la culture), d'un café,...

Nom du centre: Günther Sare,
d'après le nom du copain assassiné
par les flics à Frankfurt l'an
dernier.

Günther Sare Haus, Zollerstrasse
19, Aachen.

Enfance ou mort nucléaire

Nous sommes à nous! Et nous ne som-
mes pas à notre mère, père, professeur,
et nous n'appartenons pas non plus à
l'église ou à l'Etat. Pour nous, la guerre
est partout! Ceux qui manifestent «con-
tre le fascisme», «pour l'égalité des
droits» et «pour la paix» ne sont pas les
derniers à nous opprimer. Traîtres! La
guerre, c'est l'éducation, les pédagogies,
la surveillance, les thérapies, tout cela
soit-disant pour notre bien. La guerre,
c'est l'école, où nous apprenons la
Haine. C'est la persécution et la puni-
tion des fugueurs et de ceux qui les ai-
ment et les soutiennent. Elle est néces-
saire à la «paix» des adultes. Chaque
jour en RFA, 3 à 5 enfants (combien
en France?) sont les victimes de cette
guerre. En France, plus de 60000 «mi-
neurs» sont emprisonnés dans leurs in-
stitutions (foyers, asiles et unités psy-
chiatriques,...), sans compter les milli-
ons d'entre nous qui sont retenus toute
la journée dans les écoles ou dans les
familles. Voilà l'œuvre des adultes, qui
n'ont jamais appris à vivre sans régle-
ments et sans oppression. Voitures, usi-
nes, frontières, argent, gouvernement,
école, armée, prisons, églises(...) démon-
trent l'incapacité et le danger qui naît
des adultes. Avec leurs modes et leur
morale, ils ont occupé nos corps et nos
pensées et écrasé nos désirs.

Boycott de la société de consom-
mation, de la famille et du monde entier
des adultes!

Nous voulons aimer qui nous voulons!

Mais il n'y a personne pour revendiquer
cela! Si tu trouves ça drôle, tu es un im-
bécile! Tu es une marionnette de ceux
qui enferment les enfants, les battent,
les torturent et les déclarent malades
s'ils refusent l'école ou s'ils s'enfuient.

Tu t'allies à ceux qui nous déclarent
fous, immatures et irresponsables pour
mieux nous contrôler.

Sie sind reif für den TOD! Bleibt unreif!

Du 20 décembre 1986 au 10 janvier
1987, grande rencontre à Nuremberg
(Nürnberg). Fête de l'Indianer Kom-
mune qui a 10 ans d'existence derri-
ère elle.

ON PEUT VIVRE EN COMUNIDAD



A l'occasion du Colloque « Au-delà de la Démocratie » (Lyon-février 86), organisé par l'Atelier de Création Libertaire, nous avons rencontré Sylvia. Cette compagna vit et travaille au sein de la Comunidad do Sur, actuellement installée en Suède.

L'expérience communautaire de vie et de travail nous a toujours intrigués, intéressés, surtout lorsqu'elle se réfère à nos idéaux.

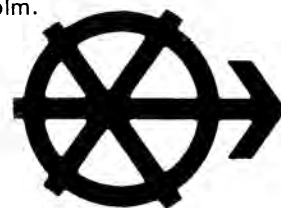
Pour mieux connaître la déjà longue histoire de cette communauté, nous avons demandé à Sylvia de nous préciser depuis combien de temps elle existe, où elle a été constituée et quels en sont les promoteurs.

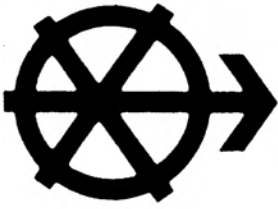
La communauté est née à Montevideo, en Uruguay, en 1955. A l'origine, on trouve un noyau d'étudiants émergent de la mouvance libertaire, constituée tout autant de groupes spécifiques que d'un ensemble global d'idées. Cette expérience n'est pas née, isolée, de la tête de quelques farfelus qui désiraient créer une communauté mais elle est la concrétisation d'une idée répandue dans le mouvement. L'aspect central de la com-

munauté, depuis ses origines, réside peut-être dans le fait qu'elle s'est définie comme libertaire, avec pour but de mettre en pratique les valeurs discutées à l'Université, dans les cafés ou dans les réunions. La Communauté est passée par plusieurs étapes, tant en ce qui concerne les modalités pratiques, que dans les développements de son idéologie, ou plutôt de sa philosophie. Un peu rapidement, on pourrait dire que la Communauté a suivi une trajectoire liée à celle de l'Uruguay. Elle est née en 1955, alors qu'apparaissent dans

ce pays de nombreuses expériences pédagogiques ou des actions politiques. Ces expériences n'avaient pas forcément de lien entre elles.

A ses débuts, il y eut beaucoup de monde autour de la Communauté, mais celle-ci connut son apogée, à Montevideo tant dans l'élaboration théorique que dans l'expérimentation pratique, dans le courant des années 60 et, comme en Europe, en 1968. A cette période, elle comptait de cinquante à soixante participants, adultes et enfants. En 68, d'ailleurs, s'élabore une expérience de communauté par les enfants scolarisables. C'est aussi de cette époque que date la mise au point écrite d'un certain nombre de principes de bases, sur lesquels la Communauté s'appuie encore aujourd'hui à Stockholm.





Mais, les principes restant les mêmes, ils ne recouvrent pas toute l'expérience. Avec les enfants, dans les années soixante nous avons fait une chose, dans les années soixante-dix, une autre, et encore une autre dans les années quatre-vingt. Ces expériences sont toujours en évolution, du point de vue idéologique, c'est-à-dire la recherche de formes qui se découvrent à travers les idées que l'on a.

Ces principes, cependant, se définissent, au niveau politique, comme libertaires, au niveau économique, comme communistes: «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Ce qui signifie être contre la propriété privée en particulier et la propriété en général, sauf en ce qui concerne la propriété d'usage.

Dans la structure de la Communauté, les formes libertaires s'expriment par le fait que toutes les décisions sont prises d'un commun accord; le problème du vote, celui de faire coexister au sein de la Communauté une minorité opprimée et une majorité, ne se posent jamais. Ce serait horrible! Elle se définit, en outre, fédéraliste, d'une manière générale. Toute l'Economie est en commun, ainsi que le travail, dans sa forme auto-gérée.

Un autre principe de la Communauté est l'Eco-urbanisme, qui entre en ligne de compte dans la résolution des problèmes architecturaux et des structures sociales de base.

LE GROUPE: UNE CELLULE DE LA SOCIÉTÉ

En effet, la structure de base de la Communauté n'est pas la famille, mais le groupe, qui est une cellule de la société. En ce qui concerne l'éducation, nous avons, en guise de principe, cette phrase de Bakounine: «*Les enfants n'appartiennent à personne, ni aux parents, ni à la société, mais seulement à leur future liberté*». Donc, notre préoccupation constante, depuis toujours, a été d'élaborer le cadre pratique, le lien idéologique et social qui permette aux enfants d'avoir réellement, selon la formule de Fromm: «*la liberté de et pour*».

En ce qui concerne les principes, il faut ajouter que la *Communauté* ne se vit pas comme une expérience isolée, mais qu'elle ressent le besoin d'un changement social qui lui permette d'acquiescer toute sa dimension. Dans le système capitaliste, la Communauté est toujours

englobée dans les rapports marchands. Nous pensons que l'expérience communautaire, au niveau des principes et de la pratique, n'est réalisable que dans le cadre d'un changement social.

IRL: A quelle époque es-tu entrée dans la Communauté, et pourquoi as-tu choisi de faire cette expérience?

Je suis, typiquement, le fruit de 68! Au lycée, je participais à un groupe libertaire. A cette époque, la Communauté avait le rôle mythique de l'expérience pragmatique par excellence. J'avais treize ans et je me passionnai pour cette expérience que je n'aurais pas cru possible.

J'étais contestataire; nous étions contre tout mais nous n'avions pas assez développé ce que nous voulions construire à la place, même si nous nous définissions comme libertaires. Je suis entrée dans la Communauté dès que je l'ai connue. Disons qu'il s'agissait un peu d'une provocation contre ma famille, mais surtout que je n'aurais jamais cru possible une telle alternative concrète à la vie quotidienne. Donc, à quinze ans, je rentre dans la Communauté; mon intégration n'était pas mûre; elle s'est naturellement développée, et il m'a fallu environ dix ans pour saisir l'idée communautaire, non pas en ce qui concerne l'expérimentation, mais à un niveau plus profond, celui des implications pratiques de ces idées. Mon approche personnelle, à la Communauté, a été très riche, surtout par rapport à mon adolescence; quand je suis entrée à la Communauté, il y avait un groupe de quelques adolescents de 14 à 18 ans, au sein duquel nous discutons de problèmes très importants pour les adolescents de tous les pays et de toutes les situations, comme les relations avec l'autre sexe et avec le nôtre, etc... Tout cela n'a fait que se développer, dans le cadre de cette expérience dont la valeur est, pour moi, inestimable.

IRL: Lorsque tu es arrivée dans la Communauté, à quels problèmes as-tu eu principalement à faire face?

D'abord, je me suis rendue compte que tout le discours idéologique que j'avais auparavant ne servait à rien. Les jeunes auxquels j'étais confrontée avaient besoin que soit réinventé un langage humain. Le nôtre était complètement idéologique. En parlant de l'homme nouveau, de ses contradictions, etc... nous ne savions quel contenu réel lui donner.

LE MILITANTISME MET TOUT EN QUESTION

Ensuite, il me fallut comprendre que le comportement que j'avais acquis jusque là ne fonctionnait pas au niveau du groupe communautaire. Je décou-

vrir que le militantisme, car pour moi, la Communauté c'était cela, change aussi tes goûts, tes besoins, met tout en question à la fois.

IRL: A cette époque, quelles étaient les principales activités de la Communauté?

L'imprimerie, surtout, qui occupait entre quinze et vingt personnes lorsqu'arrivèrent les plus jeunes.

Il y avait aussi un jardin, une garderie pour les enfants de la Communauté et ceux du quartier.

Un autre lieu de travail, plus particulier, était celui où se trouvaient les enfants scolarisés qui vivaient tous dans la même maison, avec un homme et une femme.

Il y avait aussi un atelier d'artisanat, impression sur étoffe, etc... et un copain dentiste qui n'exerçait pas vraiment une activité lucrative, mais était au service de la Communauté et du quartier.

Ajoutons enfin tous les autres services, la cuisine, le lavage, nettoyage qui étaient aussi des lieux de travail.

IRL: Quels étaient vos rapports avec l'extérieur et, plus spécifiquement, avec le quartier?

Dans la Communauté, il y avait toujours une rotation entre les divers lieux de travail, les services, la production, l'éducation, même si chacun intervenait avec des idées personnelles.

Ceux qui restaient à la maison s'occupaient principalement des relations avec le quartier. Dans ce quartier se constituait, à cette période, un certain nombre de coopératives, selon les formes spécifiques qui existent en Uruguay et qui sont des coopératives pour l'entraide. Ainsi celles-ci se faisaient l'écho des idées communautaires.

Cependant, on ne travaillait pas beaucoup sur le quartier, excepté à travers les services du dentiste, ainsi que ceux d'une infirmière et à travers les enfants scolarisés. Il y eut cependant une tentative de créer une coopérative d'achats. D'autre part, on menait des activités qui avaient pour but d'aider les gens du quartier à s'auto-organiser.

Les théories et l'existence de la Communauté furent aussi très importantes pour le lycée. A cette période, en Uruguay, tous les lycées furent fermés et des lycées autonomes et populaires se créèrent, animés par les parents et les élèves.

Ainsi, dans le quartier, la Communauté, par son fonctionnement libertaire, avait beaucoup de choses à apporter à ce mouvement global.

L'imprimerie aussi était très importante par les contacts à l'extérieur.

IRL: J'ai envie de faire une première observation: après quinze ans de vie à la Communauté, lorsque tu parles des personnes qui y vivent ou y ont vécu, tu dis toujours los Companeros et jamais las Companeras. Comment expliques-tu que ce type d'expression soit resté dans ton langage?

LA COMMUNAUTE PRODUCTRICE DE VALEURS

Je pense que la Communauté a eu et a encore un contenu réellement révolutionnaire. Mais il est inévitable qu'elle soit contaminée, influencée par les valeurs dominantes, dont le langage est la marque écrite. Cependant, la Communauté, surtout en Uruguay, est une réalisation foncièrement féminine; ce qui y est privilégié, en effet, au-delà de la production, c'est la reproduction, non seulement réelle, mais aussi la reproduction des valeurs. Ceci est présent dans la Communauté à travers le souci porté à des formes d'organisation sociale qui, selon moi, sont typiques des préoccupations viscéralement féminines, par exemple en ce qui concerne les formes sociales qu'il faut proposer aux enfants. Je ne dis pas que l'éducation doit être un thème exclusivement féminin, mais cela a, traditionnellement, été le cas, et c'est un thème auquel, dans la Communauté, nous avons prêté une attention particulière.

De plus, la participation à la Communauté, tout au moins formellement, est personnelle. C'est-à-dire qu'on ne peut s'intégrer à la Communauté par l'intermédiaire de son compagnon ou sa compagne. La participation aux Assemblées, aux lieux de travail est personnelle. Ceci donne aux femmes la possibilité de participer plus activement.

Malgré cette structure qui donne formellement la possibilité d'une participation égalitaire, cela n'a pas rompu les codes séculaires d'éducation, d'habitudes.

Ce que je pense, c'est que la Communauté te donne la possibilité de changer, ce qui n'est pas forcément le cas ailleurs.

IRL: Nous pouvons peut-être parler maintenant de la grande rupture d'avec le milieu dans lequel naquit la Communauté et de votre venue en Suède.

L'abandon de l'Uruguay fut un moment difficile pour la Communauté. A cause de la répression, d'abord; mais aussi parce que ce départ a clairement mis en évidence qu'il n'y avait pas dichotomie entre le développement de la Communauté et celui de la société extérieure. La Communauté s'est développée lorsque la société était créative; lorsque celle-ci est devenue nettement répressive, cela s'est senti forcément à l'intérieur de la Communauté, et dans ses relations avec l'environnement.

Après diverses attaques directes, les membres de la Communauté furent arrêtés. La plupart furent emprisonnés à plusieurs reprises (pas moi, j'étais trop jeune). Des menaces précises nous amenèrent à la décision de quitter l'Uruguay sans tout abandonner. Nous



Silvia (photo Mimmo)

décidâmes donc de transférer cette expérience. Ce fut un moment fiévreux, compliqué par des facteurs que je pense irrationnels, comme c'est le cas chaque fois que des gens changent brutalement de culture, de situation.

La Communauté s'est d'abord déplacée au Pérou. Quelques temps auparavant, un copain de ce pays nous avait dit qu'il serait important que nous y venions, à cause de ce qui s'y passait d'un point de vue social et politique.

Une fois sur place, nous nous sommes rendus compte que ce n'était pas vrai; nous y sommes restés un an, sans réussir à régulariser notre situation légale, ni à clarifier les rapports avec les compagnons qui nous avaient permis de développer notre expérience.

« NOUS SOMMES DES EXILES PAR RAPPORT A LA CULTURE DOMINANTE »

Obligés de partir, nous n'avions le choix qu'entre la Suède et le Canada. Ce fut la Suède, où résidaient déjà d'anciens compagnons.

Lorsque nous y sommes arrivés, nous pensions y rester qu'un temps très court; pourtant, nous ne nous sommes jamais fixé pour but de retourner en Uruguay; la Communauté ne s'est jamais voulue nationaliste; déjà en Uruguay, des personnes de différentes nationalités avaient participé. Et nous-mêmes nous considérons exilés par rapport à la culture dominante de ce pays.

En Suède, nous nous sommes mis en relation avec le mouvement libertaire et communautaire. Après un an et demi,

nous avons été convaincus que notre séjour se prolongerait. Alors nous avons développé plus clairement notre enracinement dans la société suédoise.

IRL: Combien êtes-vous aujourd'hui?

A Stockholm, nous sommes 8 adultes et 5 enfants. Cela nous limite, nous n'avons pas choisi d'être si peu nombreux, c'est le résultat de circonstances historiques et géographiques. C'est une limitation, car un si petit nombre ne peut pas permettre d'envisager d'être un élément moteur de la société.

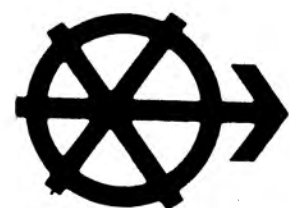
Mais nous pouvons dire que les idées et les actions continuent à être fondamentalement les mêmes.

La structure concrète est formée d'une imprimerie, d'une maison d'édition et de la revue *Comunidad*.

IRL: Peux-tu expliquer le fonctionnement interne de la Communauté?

Nous vivons dans une maison avec d'autres collectifs (nous sommes 40 adultes et 15 enfants environ). Nous partageons des services, mais aussi des points de vue théoriques.

Dans notre Communauté, nous avons une Assemblée chaque semaine, qui est surtout décisionnelle. L'élaboration se fait ailleurs, selon les besoins et les nécessités. Une fois par an, nous avons une journée de travail pour faire une révision de nos activités, et une évaluation de nos projets.





Chaque membre de la Communauté, sauf les enfants, dispose d'une pièce, même les deux adolescents.

En ce moment, il y a des rapports de couple à l'intérieur de la Communauté. Ce n'est pas un principe, et les couples sont difficiles à discerner pour un observateur extérieur. Ces rapports sont affectifs-sexuels, mais ne se traduisent pas au niveau de la participation à la vie commune.

L'AFFECTIVITE N'EST PAS TRES EXPLICITE

Certains nous ont fait remarquer que l'affectivité n'était pas très explicite, et que nos relations sont peut-être empreintes d'une certaine austérité. Ce n'est pas un principe, mais c'est vrai que la recherche d'affection ne s'affiche pas forcément. Mais, même si elles ne se traduisent pas par des caresses physiques, les relations entre nous sont très fortes. Notre engagement va au-delà de celui qui lie les membres d'un groupe politique c'est un engagement vital. Les problèmes qui se posent à l'intérieur d'un couple ou entre deux compagnons sont toujours mis sur la table. Pour un petit groupe comme le nôtre, cela peut représenter un problème. Chacun peut intervenir sur les questions qui se posent par rapport à nos relations, pour critiquer la conduite de tel ou tel, mais aussi pour apporter une aide. Bien sûr, pour les membres de la Communauté, il y a des personnes pour qui le fait de partager les sentiments, la vie avec les autres, est très dur. Pour d'autres, c'est plus facile.

La Communauté a une formidable capacité de mettre en question dans la pratique, et non seulement verbalement, les conduites. Ceci peut amener des conflits. En ce moment, une autre question pose problème, c'est celle de la participation. Si chacun participe également au travail concret, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'expression orale. Au cours de l'Assemblée, certains parlent presque toujours, d'autres moins. Cela peut parfois poser problème. Les membres du groupe actuel se connaissent depuis longtemps, et on sait quand quelqu'un qui ne parle pas souvent doit s'exprimer. A d'autres moments, il y a participation passive.

IRL: Tous les membres actuels travaillent à l'imprimerie?

Oui, mais en ce moment, une copine qui vient d'avoir un enfant, et moi, travaillons à mi-temps à la maison.

L'imprimerie est loin de notre habitation, elle est légalement une coopérative.

Chaque membre de la Communauté reçoit une rétribution fixée approximativement au niveau de celle d'un ouvrier qualifié. Cette somme est versée au fond commun de la Communauté, où on prend le nécessaire pour les besoins de tous. Nous recevons personnellement une partie de cet argent (actuellement 300 couronnes par mois) pour nos dépenses individuelles, cigarettes, cinéma, etc... Tout le reste, habillement, etc... est retiré du fond commun.

«UNE GUITARE, COMPANERA!»

IRL: On peut s'acheter n'importe quoi sans en parler?

Non, sauf s'il s'agit d'une nécessité. Mais quelqu'un qui veut s'acheter une guitare, par exemple, doit en discuter avec la «companera» (sic) chargée de l'économie. Et après, on en discute à l'Assemblée pour savoir si cet achat a un sens.

En ce moment, plus qu'en Uruguay, peut-être à cause des possibilités plus importantes qui nous sont offertes, nous essayons d'avoir des marges individuelles plus importantes.

IRL: Toutes les charges sont effectuées à tour de rôle?

Oui, mais sur de longues périodes. Ceux qui travaillent avec les enfants, par exemple ne peuvent pas changer rapidement. Si on veut créer une alternative à la famille nucléaire, il faut qu'ils représentent une figure d'identification aussi forte que le père et la mère. A l'imprimerie, des connaissances techniques sont nécessaires. La rotation est indispensable pour que personne ne soit pas spécialisée en un seul domaine, mais il faut que le produit soit bon.



En ce moment, cela est facile, car nous avons tous diverses capacités. Enfin, plus ou moins.

IRL: Comment peut-on s'intégrer à la Communauté? Quels sont les obstacles qui se présentent à une personne qui veut faire partie de votre groupe?

Lorsque quelqu'un veut devenir membre de la Communauté, nous établissons avec lui une période pendant laquelle nous faisons connaissance. Il commence à participer à des activités ou vivre dans la Communauté. La durée de cette période n'est pas fixée à l'avance. Au début, nous avons tous des résistances et c'est pendant cette période que nous avons souvent des discussions difficiles à suivre, pour des gens extérieurs. Ces résistances sont un problème. Deux membres de la Communauté font le point avec la personne de ce qui s'est passé dans son histoire personnelle; il ne s'agit pas seulement de discussions idéologiques. Au cours de cette première période, nous arrivons parfois à la conclusion qu'il ne serait pas bon ni pour la Communauté, ni pour la personne que celle-ci intègre la vie communautaire. Il est très rare cependant que nous arrivions à ce point, car nous pensons que la communauté doit être pour tout le monde. Des camarades du mouvement libertaire nous ont critiqué sur ce point, nous faisant remarquer notre incapacité à choisir. La réalité, c'est que, dans cette société capitaliste, la Communauté exige un type particulier de participants.

UNE PERIODE D'ESSAI

Suit une période d'essai d'un an. Pendant les six premiers mois, la nouvelle personne ne participe pas à l'économie collective et ne peut non plus apporter une différence de niveau de vie dans la Communauté; elle ne participe pas non plus aux Assemblées, mais chaque semaine il, ou elle, rencontre les deux personnes chargées de discuter avec lui des problèmes qu'il peut rencontrer. Les informations sont alors transmises. Ceci pour que l'Assemblée ne soit pas un organe éducatif mais joue, fondamentalement, son rôle exécutif.

Pendant les six mois qui suivent, la personne participe totalement à l'économie, sans cependant encore intégrer tous ses avoirs dans la Communauté.

Après cette période seulement, on fait l'évaluation de tous les aspects qui concernent cette personne, dans le groupe et par rapport à la société. Cette discussion se fait avec tous les membres de la Communauté; c'est là qu'on décide de l'intégrer.

En fait, tout ceci peut être très variable et ce processus s'est trouvé accéléré pour certains compagnons ou compagnes.

On constate souvent que lorsqu'un couple veut intégrer la Communauté, cela provoque pour lui une crise. Dans la pratique, la vie communautaire implique des formes de relations telles que la vie de couple n'est pas possible. Presque tous les couples qui ont voulu entrer dans la Communauté ont traversé cette crise. Parfois l'un des deux part, ou tous les deux se retrouvent à l'extérieur.

Une autre cause de crise, qu'on ne rencontrait pas en Uruguay, tient à ce que l'aspect économique de notre vie pose problème. La Suède est une société qui stimule beaucoup l'individu dans ses possibilités de consommation individuelles économiques. Alors au début, cet aspect économique est vécu comme une limitation. Plus tard, lorsqu'on s'est intégré, c'est comme si on passait à une autre dimension de la vie; ce point peut cependant rester conflictuel.

LES CONFLITS: DES MOMENTS PRIVILEGES DU CHANGEMENT

Une autre source de conflits se fait jour vers le troisième mois de présence de la nouvelle personne. C'est un conflit avec la figure qui, dans la Communauté, est vécue comme l'autorité. Nous pensons que chaque personne qui rejoint la Communauté (démarche qui est une remise en cause de la vie personnelle) recherchent une figure paternelle ou maternelle, que celle-ci existe ou non dans la Communauté. A force de la chercher, ils la trouvent, et entrent en conflit avec elle comme ils l'auraient fait avec leur père ou mère. Ceci aussi est un peu répétitif; souvent le conflit est sans issue.

Mais il faut ajouter que les conflits sont toujours des moments privilégiés du changement. Personne ne s'intègre sans problème.

IRL: Y a-t-il eu dernièrement de nouvelles personnes intégrées dans la Communauté?

Oui, une camarade suédoise, qui est avec nous depuis moins d'un an, mais qui se considère et que nous considérons comme faisant partie intégrante de la Communauté. Une autre camarade était arrivé en même temps qu'elle, mais après six mois, nous avons décidé de ne pas poursuivre l'expérience.

IRL: Quels sont vos rapports avec le mouvement communautaire?

Au début, nous avions des relations avec le mouvement suédois, qui était alors très important. Celui-ci n'existe maintenant pratiquement plus, mais nous continuons à maintenir des relations avec des communautés «d'intention». A un moment donné, nous voulions constituer une fédération, mais il ne subsiste rien d'institutionnel de ce projet, seulement des contacts avec surtout trois groupes, en Suède. Mais nous continuons à maintenir des rapports avec d'autres communautés, en Europe et en Amérique latine. Nous avons une collaboration concrète avec des groupes qui se sont développés dans ce continent, au cours de ces dernières années. Des activités alternatives s'y développent de plus en plus, paradoxalement même au Chili où elles survivent à la dictature militaire.

IRL: Peux-tu nous parler de vos activités extérieures, du journal Comunidad et des éditions Nordan?

Tous les membres de la Communauté participent pratiquement à la rédaction de la revue, rédigée en espagnol et destinée surtout à l'Amérique latine. Cependant, des membres extérieurs à la Communauté y participent aussi.

En ce qui concerne *Nordan*, qui édite des textes en suédois et en castillan, ce qui doit être publié est décidé annuellement, et un petit groupe de la Communauté est chargé de mener à bien ce travail.

IRL: Quels sont les obstacles rencontrés par votre expérience libertaire dans la société suédoise?

Ils sont nombreux, mais tiennent fondamentalement à la nature de la société suédoise, pour laquelle nous restons des étrangers.

Il y a eu beaucoup de reportages, même à la télévision, beaucoup de rencontres, d'intérêt témoigné pour notre expérience.

Mais, pour eux, notre expérience reste notre problème, et n'est pas généralisable. Cette perception qu'on a de nous est très dure à vivre, et nous fait douter de notre propre identité.

Pour le futur, nous avons le projet de réaliser, en Uruguay, une Eco-communauté; c'est un rêve d'imaginaire subversif, un paradigme de type idéologique tel que l'entend Bookchin avec l'Ecologie sociale, une école de vie et de projets sociaux.

Bien que beaucoup de gens soient intéressés par ce projet, par manque d'argent, et surtout de temps, la réalisation n'est pas facile. Nous nous sommes donnés cinq ans pour le réaliser. Pendant ce temps, tout en y réfléchissant, nous continuerons à œuvrer, en Suède, pour la diffusion des idées qui se sont développées, ces dernières années, dans le monde.

JE NE VOUDRAIS PAS VIVRE AUTREMENT

IRL: Que représente enfin la vie communautaire pour toi?

Je ne voudrais pas vivre autrement; je ne voudrais pas qu'il y ait un héritage; je ne peux pas m'imaginer travailler aux ordres d'un patron; je ne penserais pas vivre en couple fermé... Beaucoup d'aspects de la vie quotidienne me sont aussi impossibles à envisager.

IRL: Tu penses qu'une transformation de la société se fera lorsqu'il y aura des millions de communautés?

Non, la Communauté n'est pas une panacée. Ce que je crois important, c'est la création de structures autogérées qui pourraient se multiplier, et pas seulement sous la forme communautaire.

Il faut une élaboration théorique, mais aussi dans la pratique, qu'il y ait diverses expériences, dans le sens de ce que Guattari appelle la *révolution moléculaire*, c'est-à-dire la création de cellules où les gens puissent réapprendre à s'auto-organiser, à participer réellement à la vie.

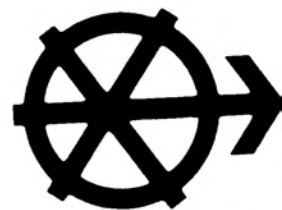
Le rôle de la Communauté n'est pas de s'accroître en tant que telle, mais de participer au mouvement et d'y diffuser cette possibilité, parmi d'autres, comme par exemple un collectif libertaire de quartier. Je ne pense pas qu'un changement soit possible à partir seulement de ce que nous appelons la vie politique. Il est nécessaire de réaliser, aujourd'hui, des expériences, mais ces expériences seront toujours contaminées par le système et récupérées par lui.

C'est pour cela qu'il est nécessaire que nous ne restions pas isolés, et cette discussion est une façon de sortir de l'isolement.

Février 86

Interview réalisée par Mimmo

© pour tout contact:
COMMUNIDAD, box 15 128 S-104 65 Stockholm – Suède
Tél: 08 - 41 01 47



DROZ D'HISTOIRE

La tentative de Jacques Droz est fort louable: une évocation des luttes antifasciste en Europe, mais elle pose deux problèmes théoriques:

- définir le fascisme,
- soit des connaissances encyclopédiques polyglottes soit un travail d'équipe.

Le malheur est que Droz ignore ces problèmes et, de plus, un coup d'œil sur ce que je connais m'a convaincu que c'est un travail superficiel.

Rien sur le Portugal; fort peu sur les Balkans; quant à l'Italie, rien sur la brochure de 1936 du PC et de Palmiro Togliatti «*Appel aux fascistes*» (traduite en français en 1983 par Nautilus, BP 175, 75963 Paris cédex 20), Berneri est présenté comme anarchiste et antifasciste «*mais c'est en dehors de lui que se fera l'organisation des forces italiennes en Espagne*» (p.59). C'est historiquement faux puisque Berneri impulsa la formation d'une brigade d'anarchistes et de socialistes italiens sur le front d'Aragon en août 1936, soit quelques mois avant la formation des Brigades Internationales.

La partie sur l'Espagne surprend: les alliances ouvrières (la tendance communiste du futur POUM a bizarrement disparu) «*apportent un appui non négligeable à l'insurrection des mineurs des Asturies, à la fois sur le plan de la discipline révolutionnaire, de la socialisation des moyens de production et de l'expérience militaire*» (p.239). Interprétation curieuse puisque les expérimentations révolutionnaires les plus poussées furent anarcho-sindicalistes et anarcho-socialistes (les camarades de l'UGT socialiste). Enfin, pour la CNT, «*au cours du congrès qui se tint à Saragosse, auquel participa Caballero*» leader socialiste... on ne peut que féliciter Droz pour cette nouvelle que la CNT, pas plus que Caballero,

de son vivant, n'avaient apprise! La suite de l'exposé est relativement exacte pour la CNT et le PC, puis on tombe sur une contradiction qui ne frappe pas Droz: le PC regroupe «*la petite et moyenne bourgeoisie, urbaine et rurale*» effrayée par la révolution, et «*une partie éclairée du prolétariat*», dans quel but? Pour faire la révolution comme aux Asturies? Pas du tout, pour défendre la république et là Droz donne de bonnes citations de l'époque et montre l'emprise de l'URSS sur le PC et l'étranglement du POUM. Nouvelle surprise: «*Hanté par l'ascension du parti communiste en Catalogne, dont il savait qu'il avait tout à craindre, convaincu que le moment était venu d'une seconde révolution, le POUM, tombant dans la provocation montée par les stalinien, se lança dans un mouvement insurrectionnel qu'il avait approuvé, mais qu'il était hors d'état de diriger: la semaine sanglante de Barcelone*» (3-6 mai 1937) *devenait entraîner à bref délai son arrêt de mort*. Il est possible qu'il n'y ait chez Droz qu'un problème de rédaction confuse mais il me semble qu'un lecteur peu informé en déduit que le POUM a préparé et déclenché les faits de mai, ce qui est historiquement faux, mais conforme à la version de l'histoire soviétique actuelle. Quant à la déduction de Droz sur le fait qu'après l'élimination du POUM en mai 1937, il y a «*le début d'une période où les anarchistes exercent dans la zone républicaine une influence prépondérante*», si c'est de l'humour, on peut discuter, mais si c'est de l'histoire... alors c'est une vision alcoolisée.

La vision des sources part un peu de ce que je viens de dire en affirmant «*l'inexistence des archives publiques et privées*» (p.296), comme si les archives d'Amsterdam, de Salamanque et les hémérothèques

de Madrid et Barcelone, sans compter les fonds de Saragosse et Valence avaient été détruits. Indiquer le livre de Bolloten «*La Révolution espagnole. La Gauche et la lutte pour le pouvoir*» uniquement comme communiste et utilisé par la propagande franquiste est calomnieux. D'une part Bolloten met toute la gauche sur la sellette, d'autre part il a toujours condamné l'édition espagnole (qui retraduisait en espagnol les citations de journaux et de documents présentés en

anglais, sans chercher les originaux espagnols dans les bibliothèques!!).

Bref, un livre qui peut présenter de bonnes informations au milieu de déformations étonnantes, mais qui m'ont ôté l'envie de lire l'ouvrage en entier.

Frank MINTZ

«*Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*» de Jacques Droz, Paris, La Découverte, 1985, 318 pages, 125 francs.

LECTURE
DICTATURE
ET REVOLUTION

Ce livre de Luigi Fabbri, datant de 1920, reste très actuel: c'est un classique des éditions anarchistes en italien et en castillan, bien qu'il ne soit pas encore traduit dans d'autres langues. La Fédération Anarchiste comble heureusement cette lacune, sans en souligner tous les aspects positifs.

Ecrit de combat, le livre n'a pas vieilli parce que Fabbri place les problèmes sur un plan général. Ne sachant pas totalement comment les événements allaient évoluer, Fabbri conserve toujours un ton respectueux. Je pense qu'il faut lire Fabbri en ayant en tête qu'il veut la révolution, mais pas celle qu'il voit, même si des aspects en sont positifs. Bien des stupidités sur Cuba, le Nicaragua... auraient été évitées si la position de Fabbri avait été connue.

Fabbri, en effet, ne se contente pas de défendre des positions libertaires, il signale également ce qui lui paraît erroné: comme les choix tactiques de Sébastien Faure et Kropotkine pendant la première guerre mondiale (p.34 et 38). A partir de citations de Lénine de 1918 sur les soviets, Fabbri retrouve chez les bolchéviks «*les mêmes caractéristiques que le communisme des temps de Marx et Engels (...)* l'hostilité pour l'anarchisme, l'antipathie pour la libre initiative, la discipline coercitive, la centralisation des pouvoirs et des fonc-

tions» (p.67). Fabbri admet, cependant, une partie de la tactique des bolchéviks pour évincer les représentants bourgeois, l'utilisation des otages (p.83) et de la terreur (pp. 194-197). Ces deux dernières affirmations et la dernière phrase du livre, «*les anarchistes, sachant qu'ils seront vengés dans un avenir plus ou moins lointain, sauront tomber la tête haute*», me hérissent personnellement. Kropotkine a montré dans ses lettres à Lénine la stupidité de la tactique des otages, qui me semble un aveu de faiblesse par définition; quant à la terreur, même si peut-être sous la plume de Fabbri, elle équivaut à la nécessaire violence pour imposer la liberté de tous à la minorité au pouvoir, elle est typiquement autoritaire. Quant à la dernière phrase du livre, elle sous-entend un déterminisme, une fatalité révolutionnaire, que la réalité dément tous les jours.

«*La peur de la liberté* est le titre d'un chapitre du livre. Indépendamment de l'essai d'Erich Fromm sur le même thème, Fabbri a posé parfaitement le problème: la préoccupation des marxistes «*est toujours la même: la liberté serait dangereuse, l'autorité nécessaire pour le peuple; de la même façon, les athées bourgeois soutiennent la nécessité de la religion afin que le peuple soit maintenu dans le droit chemin*» (p.220).

Fabrizi règle avant la lettre le problème actuel de la différence apparente entre l'Est et l'Ouest: les Etats-Unis et l'URSS ont de belles lois sur le papier, mais elles les violent constamment (pp.92,93-95).

Quel peut être le rôle des anarchistes face à un changement social? «S'absenter, refuser d'accomplir le suprême devoir de la défense de la révolution, signifierait en réalité se trahir soi-même, car en définitive on obtiendrait une révolution encore moins radicale et encore moins libertaire. N'importe quel gouvernement issu de la révolution sera d'autant moins oppressif et autoritaire que les libertaires, c'est-à-dire les défenseurs de la liberté, auront été et resteront les défenseurs de la révolution sur tous les fronts» (p.258). Et, à l'inverse: «Si, en prévision de l'issue probable de la révolution vers une république plus ou moins dictatoriale ou socialiste, nous renoncions dès maintenant à notre fonction d'anarchistes et nous faisons chorus avec la propagande républicaine et socialiste dictatoriale, nous ne deviendrions que les doubles inutiles de ces partis, nous cesserions d'être une force indépendante et serions absorbés par les partis du gouvernement à venir.» (pp.270-271). C'est parfois mon impression à propos de la position de certains camarades sur les pays du tiers-monde, ou la Pologne de 1980 (il y a des curés, donc ça sera récupéré, on s'en fout).

Pour finir sur un aspect moins sinistre, j'aurais aimé

que les notes soient plus exactes: retraduire Marx, Lénine de l'italien, ne fait pas scientifique, et ajouter Kropotkine sans signaler que la citation de la page 226 vient de l'édition de «La conquête du pain» par la FA p.71, c'est gâcher une possibilité d'intéresser le lecteur.

Le côté certainement le plus spectaculaire du livre pour ceux qui ont découvert l'exploitation dans les pays marxistes dans les années 70 (Gluksman, B.H. Lévy, etc...) est l'analyse anarchiste du pouvoir. «Non seulement soviets et dictature ne sont pas la même chose, mais l'un est l'opposé de l'autre, ils ne peuvent coexister sinon nominalement, c'est-à-dire à condition que l'un des deux renonce à vivre pour lui-même, et donc à sa raison d'être, pour devenir l'instrument de l'autre» (p.99). «Le gouvernement, en se disant socialiste, n'échappera pas aux lois de sa nature. Les privilégiés changeront les formes de privilèges, les divisions de classe; il y aura des déplacements de richesses, mais l'Etat toujours présent en tant que source de privilèges politiques aura toujours tendance à faire les intérêts de la classe qui bénéficie des privilèges économiques, et donc à conserver ces derniers en abolissant les rameaux desséchés mais en favorisant la perpétuelle reproduction.» (p.204)

Israël Renov

«Dictature et Révolution» de Luigi Fabrizi, Paris, 1986, Monde Libertaire, 276 pages, 75 francs.



Jules Vallès fut sans doute l'un des écrivains les plus attachés aux idées anarchistes, même si le mot anarchie n'apparaît que rarement dans son œuvre. Son refus de l'autorité, de l'Etat, sa lutte contre le pouvoir, ont profondément marqué sa vie. Né en 1832, au Puy, Jules Vallès est mort en 1885, et son enterrement au cimetière du Père-Lachaise à Paris donna lieu à un rassemblement de cent mille personnes venues lui rendre un dernier hommage. Il fut présent dans la plupart des luttes sociales de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, fidèle à un idéal révolutionnaire, par lequel il espérait l'avènement d'une société enfin égalitaire et libertaire. Aussi ne faut-il guère s'étonner que l'an dernier peu de manifestations célébrèrent le centenaire de sa mort, alors que Victor Hugo, mort également en 1885, fut l'objet de beaucoup plus d'attentions. Car aujourd'hui encore, Jules Vallès dérange les consciences assagies, les esprits repus. Les professeurs qui mettent à leur programme sa célèbre trilogie («L'enfant», «Le bachelier», «L'insurgé») manient le feu et rappellent souvent brièvement l'engagement de Vallès aux côtés des Communards.

Il prit, en effet, une part active à la Commune de Paris et quand la répression s'abattit en 1871 sur la capitale, quand la «semaine sanglante» fit tant de victimes, Jules Vallès n'en réchappa que grâce à un heureux concours de circonstances. Condamné à mort par contumace, pour avoir dirigé l'insurrection parisienne, il fut contraint de se réfugier d'abord en Belgique, en Suisse,

puis en Angleterre. A Londres, il ne cessa pas ses activités puisqu'il fut à l'origine d'articles, de journaux, s'élevant contre une république française où se développait un inquiétant nationalisme. Très peu d'écrivains eurent le courage de prendre position en faveur de la Commune (Paul Lidsky, dans son ouvrage

«Les écrivains contre la Commune», paruaux éditions «La Découverte», cite essentiellement, outre Jules Vallès, Verlaine, Rimbaud et Villiers de l'Isle-Adam), et moins encore y participèrent. C'est pourquoi, avec le peintre Courbet, il fut l'une des bêtes noires des réactionnaires, hier Versaillais.

C'est à Londres qu'il écrivit «Les Blouses» («Les Blouses» parurent en feuilleton en 1880, puis en livre en 1881), un roman plutôt oublié de nos jours, et l'on ne peut que se réjouir de voir ce livre enfin réédité.

Dans une petite ville de France, Buzançais, une famine éclate en 1847. Des paysans se révoltent, et Jules Vallès nous offre un intéressant tableau de ce monde provincial où se jouaient d'étranges connivences. Dans un style «croquant», rapide et prenant il pose des personnages animés par un souci de plus grande justice, de plus grande félicité.

«Les Blouses» est le dernier roman qu'a écrit Jules Vallès. Un roman comme on aimerait en lire plus souvent.

Thierry Maricourt

En vente, par correspondance (50 F franco de port) en écrivant aux éditions «Le Goût de l'Etre», BP 403 80004 Amiens cedex.

Éditions de QUAT'SOUS
B.P. 403. 80 004 Amiens cedex



25f

STE JEANNE SAUVE NOUS



LA NEBULEUSE NEO-FASCISTE LYONNAISE ou les CLANpins en vadrouille

Depuis quelques années, une petite époque de «CLANpins» lyonnais (1), sous diverses étiquettes, se veut le fer de lance de l'activisme néo-fasciste. S'inscrivant dans la montée en puissance de «l'effet Le Pen» et bénéficiant eux-mêmes de la dérive droite d'une partie de la société, les «CLANpins» lyonnais renouent avec la tradition activiste et violente de l'extrême-droite. Violence des mots et des idées, mais aussi violence physique, agressions, attentats, meurtres.

Signées de la croix celtique ou d'un nom d'organisation éphémère, c'est par dizaines qu'il faut compter les interventions néo-fascistes à Lyon depuis 1984 :

— Alerte à la bombe dans un cinéma, revendiqué par la Nouvelle Renaissance Française (NRF);

— Vandalisme dans les locaux du Centre d'Expres-

sion populaire (CEP), slogans nazis en guise de signature;

— Effraction et vandalisme au local de SOS Racisme, actions signées par le Comité Nationaliste Lyonnais (CNL);

— Bombage et début d'incendie à l'association France-URSS, siglé Parti des Forces Nouvelles (PFN) et CNL;

— Attaques du bus de Greenpeace, de l'exposition anti-nucléaire de JAD par le Collectif Lyonnais d'Action Nationaliste (CLAN); etc...

Sans oublier les bris de vitrines non revendiqués, mais dont les victimes sont toutes des associations militantes: des droits de l'homme — Amnesty International—; de l'écologie et des alternatives— Maison de l'écologie—; des relations inter-communautaires — Accueil et rencontres—; du syndicalisme autogestionnaire — librairie Soleil Noir—; etc...

Sans oublier non plus les graffiti antisémites sur la devanture de la librairie La Gryffe (*).

Sans oublier surtout les assassinats racistes de plusieurs jeunes sous couvert de légitime défense, mais en réalité effets criminels d'une libération du discours néo-fasciste propagé par des politiciens de l'ordre nouveau, des intellectuels révisionnistes, des intégristes religieux et autres vecteurs de l'incitation à la haine raciale.

Cette parole néo-fasciste essaime à l'ombre du grand usurpateur gaulois, révélant crûment leurs bases idéologiques communes, aujourd'hui quelque peu tempérées pour cause de parlementarisme galopant.

La nébuleuse néo-fasciste lyonnaise revendique par ses écrits et ses exactions sa filiation avec la révolution nationale pétainiste de sinistre mémoire où les clans de l'époque s'appelaient milice, service d'ordre légionnaire et autres groupes mobiles de réserve.

Toutes proportions gardées, les «CLANpistes» n'en sont que les serveurs et ces nostalgiques des croix celtiques, gammées et autres runes ne peuvent nous cacher les cuisots en chef et sous-chef qui, tout préoccupés de parlementarisme qu'ils apparaissent dans la cuisine électorale, font mijoter cette soupe pétainiste à la lueur d'une flamme autoritaire.

Il s'agit là d'un bouillon indigeste aux relents sulfureux dans lequel, en consommant,

teurs avertis, nous crachons.

Ceci étant fait, et bien fait, qui sont ces «CLANpins» lyonnais et leurs groupes?

Pour ce qu'il est possible d'en savoir, ces groupes, à l'existence plus ou moins éphémère, sont constitués des mêmes jeunes fachos. Utilisant l'une ou l'autre des variations de la croix celtique, des puristes de l'Œuvre française à l'interprétation néo-nazie du Groupe d'action nationaliste français, les rats noirs veulent se faire plus gros qu'ils ne sont en réalité. D'où une série d'intitulés différents se suivant chronologiquement depuis 1984, une appellation chassant l'autre.

Dans le panorama présenté qui n'est bien entendu pas complet pour la raison principale qu'il a trait à des groupes activistes de quelques unités et semi-clandestins, nous ne parlerons pas du regroupement dit «de la troisième voie» composé de militants (ex-PFN, MNR) se définissant comme nationaux-révolutionnaires, ni...(2)

Renouveau Nationaliste (RN)
1983-1984

9 place Colbert 69001

Contact: Philippe Delombares

Tentative de constitution par des militants de l'ex-Parti des Forces Nouvelles d'un groupe de lycéens nationalistes pour combattre la «taupe marxiste» infiltrée dans les lycées et collèges et noyant l'enseignement des «jeunes de France».

Nouvelle Renaissance Française (NRF) 1984-1985
8 rue Malsherbes 69006
Contact: Paul Chack

Constitution de ce groupuscule « intégral-terroriste » lors de la présentation du film de Godard « Je vous salue Marie » dans les salles lyonnaises. Revendication d'une alerte à la bombe. Le nom de Paul Chack utilisé par la poignée de militants de NRF est celui d'un collaborateur fusillé à la Libération, fondateur du Comité d'action antibolchévique pendant la guerre.

Comité nationaliste lyonnais (CNL) 1985

Apparition éphémère lors de la manifestation pour la fête de Jeanne d'Arc en mai 85. Prototype de groupe caméléon constitué à l'occasion d'un évènement et regroupant des jeunes néo-fascistes plus ou moins en marge d'organisations d'extrême-droite ayant aujourd'hui pignon sur rue comme le Front National de la Jeunesse, l'Œuvre Française ou des associations royalistes.

Comité lyonnais pour la défense de la Nouvelle Calédonie française 1985-1986
BP 5031 69245 Lyon cédex 5
contact: Pascal Marion

Dans l'extrême-droite ligne des nostalgiques de l'Algérie Française, ce comité se veut le défenseur de la civilisation occidentale et du « patrimoine spirituel et territorial français ». Ce groupe fait partie du réseau national « Jeune Pied-Noir » et mène campagne pour la réhabilitation de Deguledre, organisateur des commandos Delta chargés de liquidations physiques des militants luttant pour l'indépendance algérienne et aussi pour la défense de la mémoire de Bastien-Thiry auteur de la tentative d'assassinat de De Gaulle au Petit-Clamart. Ils ont été tous les deux fusillés au début des années soixante.

Le comité lyonnais a effectué en mars 1986 quelques collages et bombages contre la commémoration du 19 mars 1962, date de la fin de la guerre d'Algérie. Cette campagne est actuellement reprise par le Front National du Rhône qui, Gollnisch en tête, enlève ou recouvre les plaques de rues et de squares portant cette date.

Ce type d'action montre à l'évidence qu'il n'y a pas de frontières précises entre les différentes associations de l'extrême-droite et que des militants, notamment parmi les plus jeunes, peuvent passer de l'une à l'autre pour mener le « même combat » de la « France libre » (!)

Groupe d'action nationaliste Française (GANF) 1984-1985

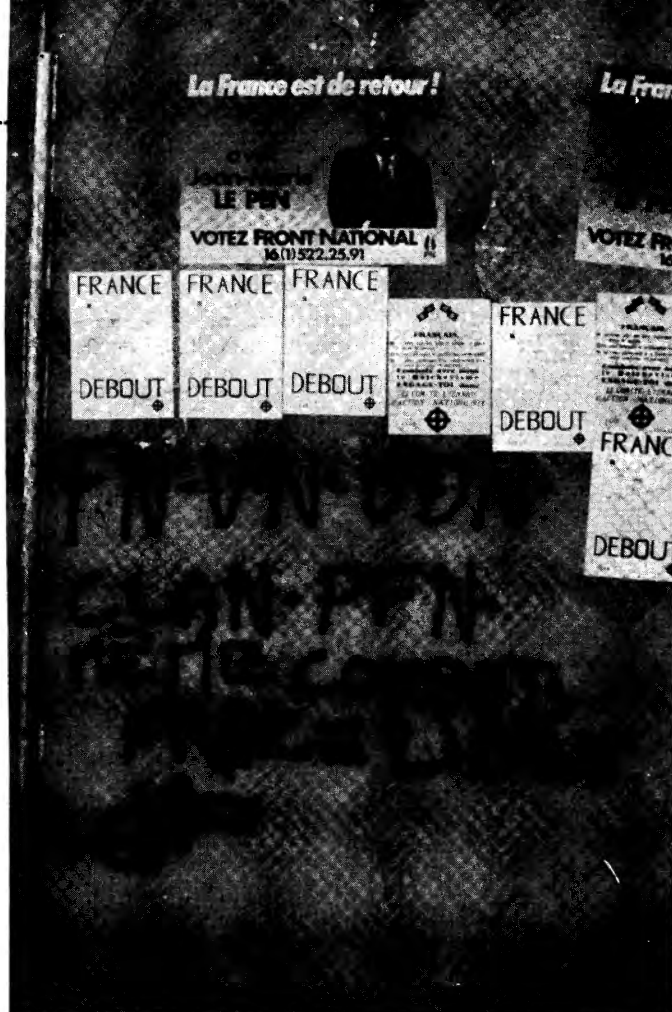
Une expression hyper raciste de la haine fanatique de quelques nationalistes lyonnais. Diffusion de tracts à la sauvette porteurs de véritables appels au crime, exacerbant les différences jusqu'au génocide.

Les rédacteurs de ces tracts ne revendiquent pas seulement la France aux Français comme certains nationaux-populistes, mais la France aux « Français de race blanche » contre « le nègre, l'arabe, le juif et le bolchévique » ! C'est l'aboutissement ultime des conceptions racistes de l'histoire des civilisations, hiérarchisant les peuples et désignant des boucs émissaires. Pour certains, c'est « la sexualité retardée qui explique le développement intellectuel exceptionnel de notre civilisation occidentale », pour d'autres, comme le GANF, c'est la race française blanche.

Comme disait Coluche, il y a des lessives qui lavent plus blanc et d'autres encore plus blanc !

Comité lyonnais d'action nationaliste (CLAN) 1985-86
106 quai Pierre Scize 69005
ou BP 5031 69245 Lyon
cédex 05

Contact: Pierre Donadille
Le CLAN se veut la structure « officielle » du néo-fascisme à Lyon, le point de convergence de l'activisme nationaliste. Il tente de regrouper les adeptes de la chaussure cloutée, lunettes noires et cranes rasés de près. Contrairement aux autres groupuscules, les CLANpins se montrent facilement en plein jour, parquent volontiers aux abords des manifestations qui leur déplaisent avant d'intervenir, plus ou moins violemment, contre les manifestants comme par exemple lors de l'exposition dans la rue des peintures antinucléaires de JAD (voir IRL 68-69 été 86, NDLR), ou au moment du



Collage et bombage « communs » dans les rues de Lyon

rassemblement à l'occasion du jeune public des JALB, ou encore pendant le carnaval d'OSTIE.

Déroutant physiquement de temps en temps (ils semblent aimer ça), les CLANpins s'éclipsent toujours avant l'intervention des forces dites de l'ordre, curieuse prémonition...

La presse locale, assez complaisante, publie régulièrement leurs communiqués et même le Monde accepta de passer leur hommage aux quatre arroseurs arrosés de Toulon, membres des Commandos de France qui sautèrent sur leur propre bombe: « ils luttèrent pour une France une, grande et libre de toute occupation étrangère »...

Composé d'une poignée de militants venant de toute la famille des nationalistes, le CLAN ne manque aucune manifestation de l'extrême-droite: dépôt de gerbe avec royalistes pour commémorer les émeutes fascistes du 6 février 1934; procession le 10 mai avec les laudateurs de la Pucelle d'Orléans, « Ste Jeanne d'Arc sauve-nous »; participations aux Journées d'amitié française par la tenue d'un stand improvisé en compagnie

des représentants de toute l'extrême-droite lyonnaise, du Front National aux amis de l'apartheid, en passant par les défenseurs de Pétain, les pèlerins du moyen-âge et autres croisés de l'occident chrétien.

Disposant de quelques moyens financiers et des services d'un imprimeur sympathisant, les CLANpins ont à leur disposition de nombreux tracts, affichettes, autocollants qui reprennent tout azimut les obsessions habituelles des nationalistes adaptées à la situation lyonnaise: le complot franc-maçon avec Barre dans le rôle du grand maître; le dévotionnisme de l'Eglise depuis Léon XIII avec Decourtray dénoncé comme gauchiste; le communisme « intrinsèquement pervers »; l'invasion de la France par les arabes, etc...

Cet été 86, une série de quatre affichettes du CLAN reproduisant les incantations à Sainte Jeanne d'Arc, dénonçant les théologiens de la libération, appelant les français à rester debout, etc... Au verso: le portrait de Chirac! Ces affichettes sont en effet



LA FRANCE AUX FRANÇAIS



REJOINS LES NATIONALISTES !

Comité Lyonnais d'Action Nationaliste

tirées sur les affiches du RPR non utilisées après les élections législatives de mars 1986... Pour le CLAN c'est «toubon»! Rien de ce qui est de droite, d'extrême-droite, néo-nazi ne leur est étranger. Ne bénéficie-t-il pas aussi d'un local sur les quais de Saône loué par l'avocat Burdeyron, candidat du Front National à Lyon en 1981 et militant fasciste bien connu?

Vigilance nationaliste (VN) 1986

BP 5013 Villeurbanne cédex
Etiquette éphémère pour marquer la présence du délire nationaliste dénonçant une fois de plus les populations étrangères. Affichettes du genre «Stoppons l'invasion» reproduisant une carte de France submergée par des fourmis venant des pays méditerranéens...

Lyon nationaliste 1986

BP 5031 69245 Lyon cédex 5
Contact: Joseph Soulage
En 1975, s'est tenue à Lyon dans un café du cours Lafayette une réunion de «l'internationale néo-nazie». Le dénommé Soulage y figurait en bonne place, derrière le bar... Proche de Daniel Louis Burdeyron, très proche même puisqu'ils cohabitent sur la même boîte aux lettres, il était un des quelques rares adhérents du «Cercle de la libre parole» lancé par ce dernier en 1980.

Vieux de la vieille du nationalisme lyonnais, il tente, à

l'image de Burdeyron et de sa publication «Peuple et nation», de lancer une petite feuille de potins néo-fascistes, ça soulage dur!

Union pour la défense nationaliste (UDN) 1986
19 rue du Baraillon 69169 Tassin la Demi-Lune
20 rue Victor Hugo 69002
Contact: Gérard Brisson

Dernier en date de la nébuleuse néo-fasciste lyonnaise, il s'agit en fait d'une émanation directe du CLAN. Militants, affiches, autocollants sont interchangeables...

Tous articles militaires (TAM) 1982-1986

37 rue Juliette Récamier 69006 Lyon
Contact: Jacques Brunet

Nous ne pouvons terminer cette série de portraits néandertaliens sans évoquer l'attraction exercée par le TAM-TAM sur les CLANpins.

Véritable caverne d'Ali-baba de l'occident chrétien, ce magasin est à la fois quincaillerie, disquaire, librairie, friperie, etc... Tout ce qui marche au pas à Lyon y trouvera son compte: de l'insigne nazi aux ouvrages à la gloire de l'OAS, en passant par les disques de chants de la waffen SS, les tenues de camouflages tout terrain, les armes à grenailles, etc...

Bref, un commerce florissant pour les nostalgiques de l'ordre nouveau et les gérants de cette «Sarl» affaire.

(1) militants d'un groupuscule néo-asciste lyonnais.
(2) ni des groupes locaux de mouvements nationaux comme «Militant»; «l'Oeuvre française»; «les amis de Rivarol», etc... exception faite pour le Comité lyonnais de défense de la nouvelle Calédonie française.

(* On peut aussi ajouter les deux tentatives d'effraction au local de la rue Pierre Blanc, agrémentées de bombages racistes, sexistes d'un goût douteux... ainsi que le «contre fléchage» des Journées Libertaires de 1985, NDLR.

URGENCE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE A LYON

— Collectif URGENCE:
c/o CEP 44 rue Saint Georges
69005 Lyon. tél: 78 37 42 77

— ARTICLE 31:
Revue mensuelle éditée par des journalistes opposés à l'extrême-droite. Dossier à thème et une multitude d'informations. BP 423 75527

Paris cédex 11. Diffusion à la Gryffe.

— REFLEXES:
Bulletin mensuel édité par le Réseau d'Etudes, de Formation et de liaison contre l'extrême-droite et la xénophobie; c/o CLE BP 84 92800 Puteaux Cédex.

C O M M U N I Q U E S

NOIR ET ROUGE

Ca y est: le numéro 1 de la revue «Noir et Rouge», publiée par l'ex-rédaction parisienne d'IRL, vient de sortir avec un dossier spécial sur le syndicalisme. N&R, Chez Félix, 65 rue Bichat 75010 Paris.

CIRA MARSEILLE

Le CIRA de Marseille organise diverses rencontres:

— 15/11: Anne Roche à propos de son livre (en collaboration avec Gerald-Leroy): «Les écrivains et le front populaire» (Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques).
— 13/12: Alain Beitone (membre du bureau fédéral du SNES tendance «Ecole Emancipée») sur le thème: «Notre réponse à la crise du syndicalisme».
— notre ami Daniel Colson viendra parler de son livre «Anarcho-syndicalisme et communisme: Saint-Etienne 1920-1925» (co-édition ACL et Centre d'Etudes Forézienne) (date non communiquée).
CIRA, 5 rue des Convalescents 13001 Marseille (2ème étage—métrô St Charles).

ESPAGNE 36 — 86

Les vendredi 5 et samedi 6 décembre 1986, auront lieu à Toulouse des Rencontres autour de l'Espagne 1936-1986.
— 5/12 à 20h30: cinéma (au CRDP de Toulouse, avec le concours de la cinémathèque de Toulouse): documentaires et fictions à propos de la révolution espagnole, débats et témoignages.
— 6/12 de 16 à 24 h: expos, forums, musique, vidéo, films, tapas, soirée cabaret, en présence de nombreux protagonistes de l'Espagne contemporaine.
ACST c/o lib. Anarc-en-ciel 7 rue Arnaud Bernard 31000 Toulouse.

ESPAGNE BIS A LYON

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne savons pas encore comment se déroulera cette quinzaine autour de l'Espagne: débats, expositions, films en alternance à la Gryffe et au CUL...
Pour de plus amples renseignements sur cette manifestation qui devrait se dérouler dans la deuxième quinzaine de novembre: librairie La Gryffe, 5 rue sébastien Gryphe 69007 Lyon (78 61 02 25) ou IRL, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon (78 29 28 26).

QUAND LE COQ ROUGE CHANTERA

Les éditions Culture et Liberté viennent de sortir un ouvrage de 94 pages, bibliographie aussi exhaustive que possible sur les anarchistes français et italiens aux Etats-Unis, due aux recherches de René Bianco, Ronald Creagh et Nicole Riffaut-Perrot (40 f.)
Culture et Liberté, BP 40 Marseille cédex 13

COORDINATION ANTI-SYMBIOSE

La cinquième coordination nationale anti-symbiose armée-éducation aura lieu les 22 et 23/11 à Angoulême.
ARMS, Maison des Associations, Le Nil, route de Bordeaux 16000 Angoulême.

LA TORCHE

Un nouveau journal en Allier: «La Torche, journal d'information et d'expression libertaire de l'Allier», vient de sortir son 4ème numéro.
Association pour une culture libertaire, BP 49 03402 Yzeure Cédex.

DEBATS A PUBLICO VENISE 84

Nous invitons tous nos lecteurs de la région parisienne à se rendre à la librairie Publico le samedi 22 novembre dans l'après-midi, afin de participer à un débat autour des quatre livres édités par l'Atelier de Création Libertaire sur les rencontres internationales de Venise en 1984. Nous y serons présents.
Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.



**TERRORISTE MOI?
OUI !! MAIS...
NON VIOLENT!**



Noam CHOMSKI INTERVIEW

A 57 ans, Noam Chomsky est considéré comme le représentant le plus important dans le monde de la science linguistique: Ses théories, d'abord formulées dans Structures syntaxiques quand il n'avait que 29 ans, ont représenté une révolution scientifique et la base d'une élaboration d'une éthique libertaire moderne.

En plus de son travail de chaire au Massachusetts Institute of Technology, près de Boston, Chomsky consacre une grande partie de son activité à combattre les fausses informations sur la politique extérieure Nord-américaine. Il vient de publier un essai sur l'Amérique Centrale.

Les propos qui suivent sont des extraits d'une longue conversation, poursuivie pendant plusieurs jours, au cours de son séjour récent à Madrid pour faire des conférences à l'université (avril 1986).

— Tu arrives du Nicaragua, où tu avais été invité par le vice-président Sergio Ramirez. Penses-tu que l'invasion attendue des USA est possible?

— Pour le moment les USA agissent par l'intermédiaire des «contras». Il est peu probable qu'ils obtiennent la victoire, mais ils peuvent réussir à ce que le gouvernement sandiniste consacre beaucoup d'argent à la défense et non pas à la majorité des pauvres de la population. Les USA cherchent à jeter les Sandinistes dans les bras des Russes pour avoir un alibi. Malgré tout le bruit fait sur la Libye, l'intérêt réel n'était pas là, mais bien dans la préparation de l'opinion publique à une attaque contre le Nicaragua, qui représente le «danger» véritable. En effet, il s'y déroule une révolution sociale qui distribue les ressources entre les classes les plus pauvres, ce qui pourrait déstabiliser la zone et exercer une «contagion» sur d'autres pays, comme le Honduras, où les gens meurent de faim. Reagan et ses conseillers parlent du «virus» nicaraguayen, ce qui est curieux, parce que c'est le même mot qu'employait le Tzar pour parler des débuts de la démocratie nord-américaine.

— Nous pourrions parler un peu du bombardement de la Libye, une opération certainement insolite et historique. Tu m'as fait remarquer qu'on avait fait coïncider l'attaque avec le journal parlé le plus écouté... Il semble que le «terrorisme» ait remplacé le «danger soviétique» pour entretenir la flamme du militarisme et de la domination.

— Oui, l'anti-terrorisme a été très utile, et on a pris comme symbole un pays marginal. Si on consulte le dernier rapport d'Amnesty International, sur les assassinats politiques commis par des gouvernements, la Libye est citée, avec la liste des personnes tuées par le système de Khaddafi: 14 Libyens et quelques personnes de plus, comme un agent de police à Londres. Voilà le rôle que joue la Libye sur la scène internationale. Pendant ces années où Khaddafi a fait tuer quatorze personnes, le gouvernement du Salvador (mais fondamentalement les Etats-Unis, parce que c'est une armée de mercenaires) a assassiné soixante mille personnes; le gouvernement du Guatemala, appuyé militairement et diplomatiquement par les USA, a tué soixante-dix mille individus; Somoza,

cinquante mille; les contras organisés par les Etats-Unis en ont tué quelques milliers de plus, et Israël vingt mille durant l'invasion du Liban. Par conséquent, la Libye n'est qu'un acteur de second rang sur la scène terroriste. Si on prend l'Europe, on voit que les attentats les plus terribles, comme la tuerie de Bologne, ont été organisées par des fascistes... Le terme de terrorisme est donc utilisé de façon très hypocrite...

— ...mais l'effet désiré est obtenu...

— La population doit être en proie à une certaine crainte; dans le cas contraire, elle peut faire des tas de choses: remettre en question le système économique, menacer les privilèges, l'autorité. L'utilisation d'un ennemi extérieur pour effrayer la population est une méthode traditionnelle, surtout aux Etats-Unis, où les entrepreneurs industriels font en sorte que l'Etat subventionne la coûteuse course technologique au moyen de l'industrie militaire. Par exemple, les ordinateurs de la cinquième génération sont payés par l'industrie militaire. C'est une forme de keynesianisme via le Pentagone; le tout fonctionne très bien, mais il faut entretenir le fantôme de l'ennemi extérieur. La meilleure solution n'est plus de se servir de la menace soviétique, car elle risque d'entraîner une confrontation avec une autre superpuissance, et une destruction éventuelle. Le mieux est de trouver des ennemis qui menacent ton existence, mais qui soient faibles, afin de les attaquer sans risques. En l'occurrence, la Libye a joué et joue un rôle très utile. Les Etats-Unis peuvent la bombarder en toute impunité, en sachant que l'URSS ne va pas intervenir.

Maintenant aux Etats-Unis, les gens croient que les terroristes parcourent le monde pour détruire la civilisation: pour le gouvernement, cette panique est parfaite, merveilleuse... elle touche la population du pays jusque dans sa vie de tous les jours; elle fait que finalement les gens appuient la violence de l'Etat.

— On est assez surpris en Europe par cette évolution. Et les manifestations de Nord-Américains traitant de lâches les Européens parce qu'ils n'ont pas approuvé les bombardements. Et ceci dans un pays de liberté de presse...

— La presse des Etats-Unis n'est aucunement libre. Elle échappe au contrôle

du gouvernement, mais elle est contrôlée par les mêmes pouvoirs qui contrôlent le gouvernement. Elle est principalement le reflet des opinions des élites qui contrôlent l'Etat — la presse et le gouvernement sont dominés par elles. La presse n'a pas traité le bombardement de la Libye comme une agression, mais comme une défense. Cela n'est pas pour surprendre. On peut établir un parallèle avec l'Allemagne des années 30. Hitler fut le leader le plus populaire de l'histoire allemande et lorsqu'il déclara aux Allemands qu'ils devaient se défendre contre la terreur imposée par les Tchèques et les agressions des Polonais et des Juifs qui tentaient de détruire l'Allemagne, non seulement ils le crurent mais la population se mobilisa très violemment contre des «agressions». Le rôle de la presse, même la plus sérieuse, a été de justifier ce type de point de vue: la Libye comme source de pouvoir qui veut détruire la civilisation en envoyant des terroristes partout dans le monde pour nous voler, tuer nos enfants, etc.! Nous devons nous défendre! En outre, il y a un fond de racisme anti-arabe dans la population: tuer des Arabes, c'est O.K. ...

— Cela commence à être la règle en Europe: un Arabe est synonyme de terroriste en puissance, et de plus, il occupe la place d'un Européen, etc....

— A l'échelle mondiale, si on analyse le problème, tout vient du Liban pour ce qui est du terrorisme, avec des groupes qui y sont basés et liés à la Syrie, la Libye ou l'Iran. Mais personne ne se demande pourquoi la zone libanaise est la source de ce qu'on appelle le «terrorisme international». L'invasion du Liban en 1972 (appuyée et dirigée par les Etats-Unis) avait pour but d'éliminer politiquement l'OLP. Cette dernière n'ayant plus de territoire, n'aurait pas eu d'autre alternative que le terrorisme, ce qui discréditerait politiquement les Palestiniens. L'invasion détruisit tout ce qu'il restait à détruire dans la société libanaise et élimina la possibilité d'une politique constructive. Rappelons l'action d'Israël qui emmena plus de 700 otages dans ses prisons pour être sûr que la population du Sud-Liban serait soumise à ses règles. Cela ne fut pas qualifié de terrorisme en Occident, mais par contre ce fut le cas pour la réaction de quatre chiïtes qui s'emparèrent d'un

avion de la TWA pour demander la mise en liberté de leurs familles enfermées dans un camp de concentration israélien.

— Une ligne constante des Etats et de leurs appareils semble être de feindre vouloir la «paix» pour éliminer ceux qui peuvent l'obtenir sérieusement. Il est arrivé à peu près la même chose avec l'ETA lorsque les services secrets parallèles et la police elle-même se sont mis à liquider sciemment les partenaires possibles de négociation pour une pacification.

— On a toujours boycotté les issues pacifiques dans la zone du Proche-Orient. Rappelons que ces quinze dernières années il y a eu plusieurs possibilités d'accord, principalement le plan Sadate qui, en réalité, n'offrait rien aux Palestiniens, et qui fut repoussé par Israël. Il y eut encore les propositions de 1971 appuyées par la Syrie, la Jordanie et l'Égypte et soutenues par l'OLP, qui furent votées par les USA aux Nations Unies. En fait il s'agit purement et simplement d'éliminer l'OLP comme force politique.

Utilisant toujours des informations et des documents de première main, Noam Chomsky est un fin analyste de la géopolitique; et précisément en raison de son prestige de savant fidèle à la rigueur, on l'empêche d'avoir un accès normal aux grands moyens de communication nord-américains. On l'a même directement attaqué en justice à plusieurs reprises. Comme en 1972, quand il fut emprisonné avec des dizaines d'autres personnes (dont plusieurs prix Nobel) pour avoir rendu publics ce qu'on a appelé les «documents du Pentagone».

— La société nord-américaine est complètement imprévisible avec un individu comme Reagan qui occupe le poste d'un des présidents les plus populaires de l'histoire de ce pays.

— La société nord-américaine est difficile à comprendre à partir d'une vision européenne. C'est une société hautement dépolitisée, où rien n'est organisé, sans partis politiques réformistes à l'européenne: il n'y a rien de comparable aux partis communiste et socialiste, ou travailliste..., des partis qui gèrent plus ou moins le système capitaliste selon l'appui populaire dont il dispose... Et



Noam Chomski

néanmoins, il y a aux Etats-Unis une grande dissidence. Les mêmes personnes qui ont voté pour Reagan, si on leur demande ce qu'elles pensent de certains éléments de sa politique, diront qu'elles sont contre. Mais elles votent pour lui. Je crois qu'elles comprennent la politique comme un jeu pour les élites; elles appuient ainsi Reagan en disant qu'il leur plaît — indépendamment de sa politique — en tant que symbole de la fierté nationale. Mais durant sa gestion, la population s'est montrée contraire à chaque élément important de l'application de son programme. Elle s'est opposée aux frais militaires et a été pour plus de dépenses sociales; elle a été contre une intervention en Amérique Centrale et dans une proportion de deux contre un pour l'avortement, toutes choses qui vont à l'encontre du programme de Reagan.

Il y a une grande dissidence dans la population, mais qui est dépourvue de structure. Il peut découler de là plusieurs possibilités, même une base massive pour le fascisme, si un leader charismatique surgit aux USA et peut mobiliser les masses, comme dans les années 20 et 30. D'autre part cette même population pourrait servir de force à un changement social radical. Les mêmes personnes peuvent écouter un jour un prédicateur fondamentaliste (1) qui organise une croisade fasciste, et le lendemain une critique aux idées radicales qui dit les mêmes choses que moi, en étant tout aussi enthousiastes... C'est une population dépolitisée, sans information, opposée au Pouvoir, mais sans cohésion. Il

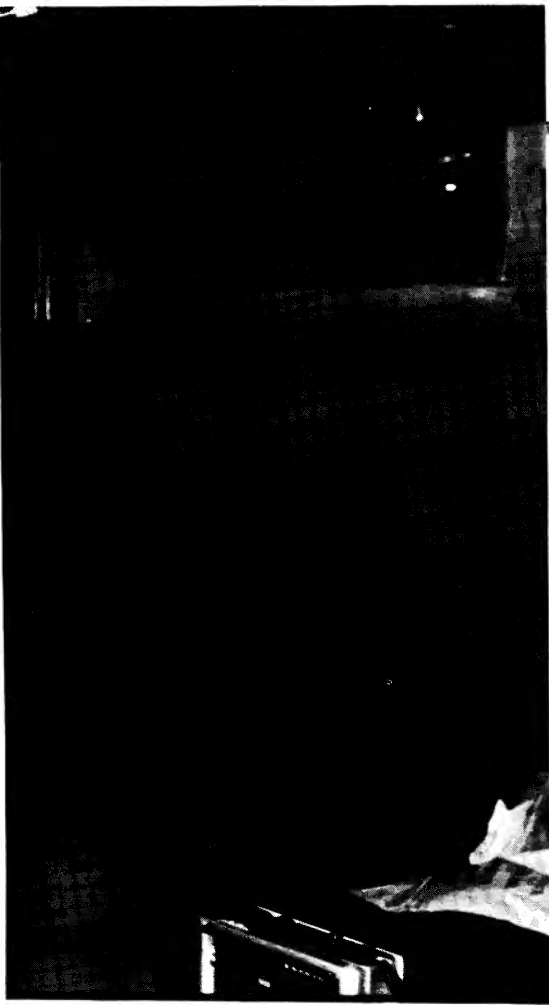
peut donc se produire n'importe quoi: un jour le bombardement de la Libye est applaudi, mais le lendemain il y a une opposition à l'invasion du Nicaragua.

— Tu me disais en outre qu'il existe une façon pour le Pouvoir d'organiser une violence agressive pour qu'elle «passe» chez les gens.

— C'est un fait malheureux mais traditionnel. La population appuie rapidement l'Etat pour un acte violent. En anglais, on dit que les gens se «groupent autour du drapeau»; c'est une réaction immédiate qui diminue plus tard. Pendant la guerre du Vietnam c'était comme ça. La population était de plus en plus opposée à la guerre (75% en 1970), mais les actes les plus importants de violence «instantanée» étaient aussitôt acceptés: lorsque Hanoï fut bombardé, tout le monde criait de joie et appuyait le président, pour ensuite en revenir à une opposition à la guerre. L'attaque contre la Libye est semblable, rapide et unique. Et elle a été soutenue par les gens. Mais ils ne soutiendraient pas pareillement une invasion du Nicaragua, qui entraînerait une guerre en longueur.

— Au début de notre conversation, tu semblais écarter définitivement le risque d'affrontement entre les deux grands blocs militaires.

— Chacune des deux super-puissances souhaiterait que l'autre disparaisse, mais elles en sont arrivées à des formules pour contrôler leur opinion intérieure, ce qui est ce qui les intéresse.



Aux USA, il y a les milieux d'affaires et la dignité nationale. En URSS, c'est l'élite militaire-bureaucratique qui gouverne directement. En toile de fond, il y a une sorte de «guerre froide» qui arrange les deux systèmes.

— *Tu écarter donc la possibilité d'une confrontation nucléaire...*

— Le danger se trouve dans les pannes éventuelles des appareils (d'alarme, les liaisons internes, etc.) et l'égoïsme des institutions qui planifient en fonction des bénéfices et du marché. De ce point de vue, la société va vers une catastrophe, un suicide, une phase terminale de l'histoire, comme c'est arrivé à d'autres époques.

— *Et le détonateur pourrait être le Moyen-Orient...*

— Israël prépare quelque chose pour cet été (2). Et si cela se fait contre la Syrie, il est prévisible que l'URSS réagira différemment que vis-à-vis de la Libye, qui l'intéresse peu.

— *Plusieurs générations d'Européens, et la mienne, ont entendu parler du «danger russe», mais tu exclus catégoriquement toute possibilité que l'Europe soit ou puisse être le lieu d'une confrontation ou d'une agression.*

— Les possibilités que la Russie attaque l'Europe occidentale sont égales à zéro. La seule serait dans le cadre d'un conflit global. Par exemple, si l'Union Soviétique est attaquée sur son territoire, alors elle détruira les bases US en Europe; ou si les Etats-Unis envoyaient des forces au Moyen-Orient, que les Russes considéreraient comme

une menace militaire directe. C'est ainsi que l'ont toujours compris les stratèges, même si fréquemment ils ont dit le contraire. Nous pouvons maintenant consulter les dossiers secrets de la CIA des années 40 et 50 et on voit que les services de renseignements n'ont jamais cru à une attaque russe en Europe occidentale. Ils savaient bien que les forces militaires soviétiques étaient faibles et que jusqu'aux années 60 elles n'atteindraient même pas le niveau d'«avant-guerre» des Nord-Américains.

— *Ce qui préoccupait les Nord-Américains c'était que l'Europe de la Résistance ne leur échappe.*

— Evidemment. Après la guerre, les structures étaient floues, il y avait des mouvements populaires très importants, et même des possibilités de révolution sociale. Le prestige de la Résistance aux mains de la gauche inquiétait la droite, tandis que le système traditionnel des rapports de classe perdait une grande partie de sa base morale... En fait, l'Angleterre et les Etats-Unis s'engagèrent dans un programme de destruction de la Résistance après la guerre, et appuyèrent sous le manteau des collaborateurs nazis et racistes. Ce fut le cas surtout dans le sud de l'Europe et en Asie pour contrer l'avance des forces populaires et restaurer l'ordre social traditionnel. Fréquemment cela revenait à faire plus confiance à ceux qui avaient été collaborateurs qu'aux résistants.

Telles étaient les préoccupations réelles et non une hypothétique attaque soviétique, inventée par la guerre froide pour des raisons idéologiques et de contrôle des masses, et non pour un motif objectif quelconque. Pour entretenir la peur, le système des blocs est idéal et convient parfaitement à chaque camp pour contrôler leurs populations respectives.



L'activité d'analyste politique n'est qu'une des facettes de l'œuvre de Noam Chomsky. Les autres sont l'épistémologie et la linguistique. Dans ce domaine, ses théories représentent une véritable révolution par rapport à tout ce que était établi sur l'acquisition du langage. Ainsi, vis-à-vis des behavioristes ou conductistes, avec l'écrasement de systèmes de pensée célèbres auparavant, comme celui de Skinner.



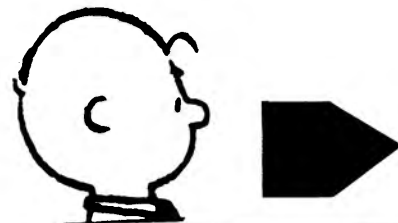
— *Pourrais-tu résumer à grands traits tes conclusions sur le langage et la nature humaine?*

— On peut dire qu'il existe une grammaire universelle, et que le langage est en nous quand nous naissons grâce à un système représenté par l'esprit et le cerveau. C'est une propriété unique de l'espèce humaine. Les langages varient d'un peuple à l'autre dans un espace limité, mais tous ont des principes fixes, tant et si bien qu'il ne convient pas de dire que quelqu'un «apprend» à parler, au contraire, c'est plutôt le langage qui se développe dans la tête d'un enfant, comme les bras grandissent. Dans l'apprentissage de la langue, la seule chose apprise est une habileté dans l'usage.

— *Partant de cette thèse, vérifiée consciencieusement et scientifiquement, tu en arrives à la conclusion que l'«homo sapiens» est l'«homo loquens» (l'homme parlant); et ce qui est plus important, que l'homme naît doué de bases de créativité et de liberté individuelle, et que c'est là que réside l'essence de la nature humaine. Tu démontes par là les théories qui, quelles que soient les terminologies, donnent une base «scientifique» à l'autorité.*

— Si l'être humain est malléable de façon illimitée, sans structure mentale innée, il est amené à être formé «au mieux» par l'autorité, l'Etat, etc. En fait, si les êtres humains étaient réellement «plastiques», il n'y aurait aucune barrière pour les contrôler, ni aucun obstacle éthique pour les façonner, et un leader pourrait dire: «je ferai de vous quelque chose qui sera l'essentiel pour vous...». Si ces doctrines ont trouvé un certain écho parmi les intellectuels, même de gauche, c'est précisément parce qu'elles justifient le rôle de «management» des idéologues, des intellectuels. Pendant longtemps, et comme je te le disais, parmi une partie importante de la gauche, on pensait que la nature humaine était très limitée, voire inexistante. Tous soutenaient l'idée de «plasticité»: les êtres humains sont malléables. Cela est faux scientifiquement, dans chaque domaine où nous avons commencé à comprendre quelque chose de la nature humaine nous voyons qu'elle est hautement spécifique, bien définie, très articulée, et que la seule chose donnée par le cadre social est d'agir sur cette nature...

— *Tu as dit dans un écrit qu'une étude intensive du langage humain peut contribuer à une science sociale humaniste, qui servirait d'instrument d'action sociale dans la lutte pour la liberté.*



— Si réellement nous avons une nature instinctive, et en particulier si une partie de cette nature est ce que Bakounine a appelé parfois «instinct de liberté», un désir de contrôler les conditions de sa propre vie, le travail, les interactions humaines, etc., si cela est ainsi, alors il en découle l'annulation des justifications morales du contrôle et de la domination par l'intelligentsia, l'autorité, les institutions...

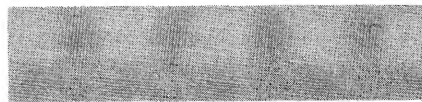
— *Toutes ces questions offrent des réponses à la théorie anarchiste. Ce qui n'était que des intuitions sur la nature libre de l'homme, l'accent mis sur le combat contre le Pouvoir et la Domination, et qui caractérise le socialisme libertaire par rapport aux autres. Mais il est certain qu'on n'a pas beaucoup avancé ces dernières décades dans la pensée libertaire...*

— Il faut beaucoup travailler, ce ne sont pas des conversations de café ou des slogans. La pensée sociale est une affaire encore assez superficielle, avec un contenu intellectuel très peu solide, encore que parfois on fasse des efforts pour que cela semble plus compliqué. Toute la tradition marxiste est pleine de formes pour rendre compliquées des choses vraiment simples, avec de grands mots, des concepts alambiqués... Dans des lieux comme Paris, par exemple, c'est devenu une plaisanterie: la vie intellectuelle parisienne se consacre fondamentalement à cela. D'autre part, les gens sont pris par des problèmes immédiats et urgents, et consacrer du temps à réfléchir sur les possibilités de développement d'une science de la nature humaine, c'est vraiment comme un luxe énorme. La situation est comme ça, les uns essayent de répondre aux problèmes urgents de la vie actuelle, d'autres — la majorité des classes intellectuelles, assujéties au Pouvoir — y participent.

— *Comment es-tu entré en contact avec l'anarchisme?*

— Je ne sais plus très bien. A New York, je vivais dans une famille avec de gros problèmes, car nous étions les seuls Juifs dans un quartier très réactionnaire, habité par des descendants d'immigrants irlandais orgueilleux, se sentant supérieurs. Mes parents m'ex-

pliquaient par où je devais aller et revenir de l'école pour éviter des ennuis... J'avais un oncle bossu qui avait un kiosque d'invalides, à l'angle de Broadway et de la 72ème rue. Il était plus ou moins marxiste libertaire. J'ai connu là des livres et des gens; principalement des marxistes critiques. Après dans les centres juifs progressistes de New York, j'ai rencontré les idées anarcho-syndicalistes, surtout chez Rudolf Rocker. Je me suis imprégné d'une culture très vivante, très ouvrière, parmi ces gens. Je lisais tout ce qui me tombait dans les mains. C'est comme ça que j'ai découvert un livre en français sur les collectivités espagnoles et la traduction anglaise du livre de Santillan *El organismo economico de la revolucion*.



Le premier article de Chomsky fut précisément sur la révolution espagnole, qui continue à l'intéresser cinquante ans après. Chomsky me demande si ces livres ont été publiés après la mort de Franco en Espagne, s'ils ont une influence... Il considère l'expérience des collectivisations d'un si grand intérêt qu'il en a parlé aux dirigeants sandinistes, qui lui ont dit ne pas la connaître... Maintenant Noam s'intéresse à la situation de l'anarcho-syndicalisme en Europe et nous parlons des difficultés du travail libertaire. Nous abordons ensuite la société à laquelle on devrait aspirer...



— Nous ne pouvons faire des définitions globales, nous pouvons avoir une idée sur la direction vers laquelle doit tendre la société, mais il y a en plus l'expérimentation sociale: appliquer,

pratiquer, apprendre. Notre plus grand souci doit être de démanteler les structures autoritaires, de découvrir les sources de l'oppression de notre époque. Nous avons un exemple très intéressant dans le mouvement féministe: il y a vingt ou trente ans les sujets traités par les féministes n'étaient pas suivis; maintenant, ils ne sont pas résolus, mais au moins on les reconnaît. C'était peut-être des formes d'autorité et de contrôle qui n'étaient pas perçues auparavant... Il y aura toujours de nouveaux problèmes...

— *On constate en Espagne et dans d'autres pays européens une poussée des idées «libérales», qui essayent d'annuler les conquêtes du mouvement ouvrier et certains progrès des dernières décennies. Il est curieux qu'il soit fait usage d'un certain langage anti-étatique, même une apparence «libertaire», pour vendre le libéralisme néo-capitaliste.*

— Lorsque Hayek, Popper, etc., parlent de liberté, ils veulent la liberté des capitalistes à ne pas être contrôlés. Voilà une forme très partielle de liberté, parce que le système capitaliste en soi est une forme extrême de contrôle et d'autorité: bien que techniquement libre, il est sous le contrôle de ceux qui possèdent les ressources. Si nous jetons un coup d'œil aux Etats-Unis, aujourd'hui, nous voyons que les capitalistes américains et Reagan utilisent une rhétorique conservatrice-libérale qui appuie théoriquement le libre-échange et qui donne un rôle réduit au gouvernement, etc. Mais en réalité la croissance de l'influence du gouvernement sous Reagan a été la plus forte depuis la seconde guerre mondiale. Ils désirent qu'un système puissant intervienne dans l'économie, lorsque cela les sert, et appuie les secteurs industriels les plus en pointe. Ce libéralisme est mensonger de la tête aux pieds, ce n'est qu'un paravent idéologique pour la domination d'un groupe qui manipule et contrôle réellement la société moderne.

*Interview et photo
par Antonio Albinana
Traduit par Martin Zemliak*

(1) Le fondamentalisme est une interprétation au pied de la lettre de la Bible, qui touche une dizaine de millions de personnes qui semblent prêts à rallumer les bûchers de l'Inquisition contre les «rouges». Voir le numéro du *Monde Diplomatique* de septembre 1986, et *Ecrits politiques 1977-1983* de Chomsky, p. 153 (N.D.T.).

(2) Le texte de la discussion est d'avril 1986, on envisageait alors une attaque de la Syrie par Israël (N.D.T.).

(3) Albinana a fait un résumé de la discussion sur plusieurs jours avec Chomsky, de l'anglais en espagnol, que j'ai traduit. Il est possible que des aspects de la pensée de Chomsky soient trop brièvement exposés, la faute en revient alors soit à Albinana, soit à moi-même (N.D.T.).

Ombres et lumières Yougoslaves

Mirjana Oklobdzija est une sociologue et essayiste connue pour ses traductions d'Emma Goldman (*Argumenti* 1978) et sa collaboration à une présentation de l'anarchisme italien (*Vidici* 1984), ainsi qu'un article dans le numéro sur l'anarchisme de *Revija za sociologiju* en 1984. Elle vient de publier *La révolution entre la liberté et la dictature* (1).

Avant de présenter l'ouvrage, il faut remarquer que son tirage est de 500 exemplaires. Autrement dit, il restera confiné dans les bibliothèques spécialisées et dans les mains de quelques privilégiés. Mais il demeure que c'est une analyse hardie: «... ce qui m'intéresse est de savoir si la révolution socialiste en tant qu'exemple historique particulier est à considérer comme l'affirmation du principe de la dictature.» (p. 8). En ce sens, Oklobdzija souligne le «caractère prophétique» (p. 10) de la critique anarchiste du marxisme et pose le problème des rapports entre le pouvoir et les révolutionnaires.

Oklobdzija défend la liberté dans la révolution aussi bien pour la parole que la critique: «Si une révolution qui se dit socialiste accepte la dictature, alors elle crée ou conserve une direction dominatrice, une organisation hiérarchique, la centralisation, le contrôle étatique, l'organisation de la société de haut en bas et l'exploitation. A mon sens, dans ce cas, l'identification de la révolution au socialisme est tout-à-fait mensongère.» (p. 23).

Répondant à la question de certains marxistes sur la nécessité de la dictature pour arriver au socialisme en refusant l'anarchisme comme équivalent au chaos, Oklobdzija écrit: «Il me semble que l'alternative entre le chaos et la dictature est également mensonger, indépendamment du degré d'honnêteté que présente cette opposition. Il reste le fait que les anarchistes n'ont pas réussi à présenter une réponse satisfaisante à ces deux types d'organisation. Mais cela ne veut pas dire que l'alternative est impossible et qu'elle est le seul fait des anarchistes.» (p. 29).

Oklobdzija passe ensuite à l'analyse de différents cas historiques: la révolution française, la Première Internationale, la Commune de Paris, la Révolution russe (le mouvement makhnoviste, l'insurrection de Kronstadt, le stalinisme), la révolution espagnole et 1968. L'information est bonne — et en grande partie yougoslave —, et on trouve des citations classiques de Bakounine (2) et même de Staline citant Kropotkine (3).

On peut regretter les pages trop brèves sur l'Espagne et 1968 (10 contre 47 à la révolution russe).

Dans une dernière partie, «en guise de conclusion», l'auteur écrit: «Evidemment, les exemples historiques nous indiquent qu'il n'est pas possible de changer le monde en ne modifiant que la sphère politique, sans faire de révolution sociale. Et la révolution sociale n'est pas encore réalisée.» Trois annexes et une bibliographie terminent le livre: un extrait de *Histoire du mouvement makhnoviste* d'Archinoff (chapitre V, le document sur Dybenko intitulé «Contre-révolutionnaire?»); le programme des marins et des travailleurs de Kronstadt; et le texte, également des Kronstadiens «Pourquoi nous combattons?».

*
* *

Laslo Sekelj, auteur de la seule étude positive de l'anarchisme en serbo-croate (4), a publié en juillet 1986 un article en anglais «L'anarcho-communisme a-t-il un futur?» (5). Après un bref exposé mis en parallèle avec les conceptions des manuscrits de Marx, Sekelj aborde le refus de la période transitoire par les anarchistes et leur critique des tentatives révolutionnaires marxistes, pour se demander quel sens peut avoir aujourd'hui l'alternative anarcho-communiste.

Sekelj expose alors plusieurs arguments: — dans l'Espagne de la guerre civile «les anarcho-communistes (sic) (...) ont contredit leur principe» en participant au gouvernement; — pendant la révolution russe «P. Kropotkine, P. Archinoff, Emma Goldman et Alexandre Berkman, tout en critiquant sévèrement les bolchéviques, acceptaient même l'idée d'une période transitoire, sans dictature bien entendu.» Les sources indiquées sont pour Archinoff sa brochure de 1931 en russe *Anarkhizm i diktatura proletariata* où il prépare son retour en URSS en défendant le bolchevisme (retour malchanceux puisqu'il tombera sur les vagues répressives staliniennes et disparaîtra), et c'est donc plutôt malhonnête que de faire croire que cet Archinoff a quelque chose en commun avec celui de la Makhnovtchina; pour Kropotkine, il s'agit de la «Lettre aux ouvriers occidentaux» et il faut pas mal d'efforts pour arriver à la conclusion que tire Sekelj; quant à Goldman et Berkman, c'est sans doute exact. Mais de là à généraliser à tous les

anarchistes russes l'abandon de la révolution immédiate, il y a un fossé que Sekelj a franchi trop allègrement.

— Autre argument: «ce n'est qu'en ramenant la qualité et la quantité des besoins matériels au niveau des manufactures de la fin du XVIII^e siècle (où se trouvent les racines du modèle de production anarcho-communiste) qu'on arrive à discuter du modèle anarcho-communiste.» (sic). Si cela était le cas, comment se fait-il que les idées de décentralisation et de groupes de production autonomes (en usine, pour la recherche, etc.) aient été reprises par les capitalistes (dont les idées naissent au XVI^e siècle, sans pour cela que le modèle de production soit identique)? En fait, la société hiérarchisée fait eau de toute part, et sans la consommation et les forces de répression, elle croulerait.

— Dernier argument: «Une communauté humaine libre ne peut être constituée uniquement sur le mode du travail en commun (Karl Korsh et les Conseils) ni non plus en ignorant celui-ci (Hanna Arendt).» Et d'en déduire qu'il faut un équilibre, d'autant plus nécessaire que les nationalismes ressurgissent avec virulence. Sekelj dit alors clairement: «Aujourd'hui l'Etat est un mal nécessaire. L'Etat et la bureaucratie, même comme option pour un type différent de technologie et de croissance économique, sont des facteurs inévitables pour organiser une société aussi complexe que celle que nous connaissons.» (souligné par l'auteur). Sekelj ajoute qu'on introduira l'autogestion de la politique «qui progressivement limitera l'Etat.» Face à la misère qui règne dans le tiers-monde et le danger nucléaire (sept ans après l'accident de Three Miles Island aux Etats-Unis on a constaté dans la région d'Harrisburg 700% de plus de cas de cancer, et pour Tchernobyl, ce sera au moins la même chose) — pour ne se borner qu'à ces deux grandes questions —, il faut du courage pour être satisfait du rôle de l'Etat dans la société! Il suffit d'observer n'importe quel domaine pour mettre à jour les contradictions entre la législation et la pratique de l'Etat, à l'Est comme à l'Ouest, sans compter la corruption généralisée (et plus ou moins voilée) sous forme de ristournes, pots-de-vin, influences, pressions de toute sorte, qui est la clé d'une bonne partie des rapports sociaux.

*
* *

Enfin, il faut signaler la publication — plus importante dans sa conception et ses résultats que ce que nous venons de voir — de *l'Encyclopédie du socialisme contemporain*, prévue en plusieurs tomes et en plusieurs langues. Le groupe initiateur refuse de diriger la rédaction et propose des sous-groupes (par langue, par affinités ou zones géographiques) qui se chargeront de certaines parties et dialogueront entre eux, avant d'arriver à l'élaboration finale d'une histoire du passé, du présent et des alternatives futures de toutes les facettes de la pensée socialiste. *Gledista* de janvier-février 1986 a publié les premières contributions historiques ou théoriques d'intervenants de l'Ouest, de l'Est et de Yougoslavie (Beaud, Sana, Mandel, Naville, Lelli, Lamentaviez, Parin, Markovic, Amin, Mintz, Zegler, Hajek, Visconti). Cela représente 160 pages, grand format, et la juxtaposition des points de vue (du marxisme rajeuni à l'anarchisme déclaré) donne une richesse exceptionnelle, puisqu'elle est inconcevable ailleurs (à cause des sectarismes réciproques).

*
* *

Imaginer que la vie intellectuelle et quotidienne yougoslave est à l'image des publications décrites serait stupide. La Ligue Communiste (c. à d. le PC) exerce son pouvoir omniprésent en le diluant dans la société de consommation et une certaine bienveillance feutrée pour les intellectuels en voie de dissidence. Mais on remarque que nul ne pose le cas de Tito, ce qui s'explique vu les procès récents. Toutes les discussions sont générales ou visent l'étranger.

Cet été la presse a célébré la participation des volontaires yougoslaves à la

guerre civile espagnole, et bien sûr, le rôle de la CNT-FAI n'est évoqué que par la bande (*Vjesnik* de Zagreb, 26-VII-86) (6). En dépit d'une liberté de plume gigantesque des journalistes par rapport aux pays colonies de l'URSS, on retrouve les slogans stéréotypés et la nécessité de certificat de bonne conduite morale et politique pour occuper les places importantes. C'est plus voyant que dans le capitalisme libéral ou social-démocrate, mais c'est moins hypocrite.

Martin Zemliak

Notes :

(1) *Revolucija između slobode i diktature*, Belgrad, 1986, Centar za filozofiju i društvenu teoriju, 143 p., 21/15 cm.

(2) (comment sera le pouvoir des marxistes ?) «...le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'Etat, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner. Qui en doute, ne connaît pas la nature humaine.» (*Etatisme et Anarchie*, 1874, éd. Champ Libre, p. 347).

(3) «Pour nous, anarchistes, la dictature d'un individu ou d'un parti (...) est jugée définitivement. (...) Nous savons où mène chaque dictature, même la mieux intentionnée — à la mort de la révolution. Et nous savons (...) que cette idée de dictature n'est toujours qu'un produit malsain de ce fétichisme gouvernemental qui (...) a toujours perpétué l'esclavage.» (*Paroles d'un révolté*, 1885, éd. Flammarion, 1978, p. 193). La citation de Staline, dans *Anarchisme ou socialisme*, texte de 1906, est donnée par les éditeurs marxistes (donc scientifiques !!) en retraduisant du russe, lui-même traduit du géorgien.

(4) *O anarizmu*, Belgrad, 1982, 177 p., 15/21.

(5) Dans la revue de Belgrad *Sociologija*, numéro spécial pour le congrès mondial de sociologie fin août 1986 à New-Delhi.

(6) La revue *Student* a consacré un numéro exceptionnel à l'Espagne, mais le tirage est limité.

L A B O U C H E C L O S E P R O C E S D ' O P I N I O N E N Y O U G O S L V I E

Le livre (1) est publié par le Garcos (centre d'étude des garanties constitutionnelles, à Milan) et le Centre d'Etudes Libertaires de Trieste. Il est bref et efficace, en donnant des extraits des accusations, de la défense des dissidents et de citations du code pénal yougoslave.

Depuis les années 1960 le pouvoir de la Ligue (c. à d. PC) essaye d'établir des barrières entre ses dissidents et les autres citoyens: de lourdes peines de prison (les premières sont apparues en 1968) et des campagnes de dénigrement et d'isolement contre certaines figures (Dedijer, Tadic (2), interdiction de la revue «Praxis» par l'intermédiaire des ouvriers de l'imprimerie autogérée qui sortait cette publication, scandalisés par son contenu critique!!!).

Le fait nouveau avec les événements de 1984-85 est que le pouvoir a lancé

une offensive violente, qui s'est transformée, pour cette fois, en reculade.

*
*
*

Lors d'une réunion de libre discussion dans un appartement de Belgrade en avril 1984, 28 personnes furent arrêtées, parfois frappées, et Radomir Radovic fut retrouvé mort à une cinquantaine de kilomètres: un suicide selon la police.

A partir de là, deux tactiques s'affrontent: un mouvement de solidarité se forme parmi les intellectuels pour dénoncer la brutalité policière; le pouvoir orchestre une campagne, dont on peut croire que l'objet est de mettre un terme à la critique interne.

En effet, parmi les personnes arrêtées figurait Djilas qui normalement ne fré-

quente pas les dissidents, qui le trouvent trop marqué par son appui au capitalisme occidental. Le pouvoir pouvait donc jouer habilement sur la collusion, critique gauchiste égale critique pour la destruction de l'autogestion et le retour au capitalisme. Mais la mort de Radomir, bavure policière typique, eut cependant une conséquence positive dans le sens que la mauvaise foi des Autorités était évidente.

Les dissidents demandèrent dès mai 1984 une enquête sur la mort de Radomir, en demandant que le ministre de l'Intérieur démissionne s'il ne peut expliquer ce cas, pétition de 19 intellectuels, dont des académiciens, des artistes et un général en retraite, vétéran de la guerre d'Espagne, Gojko Nikolic.

Le pouvoir ignore ces protestations et inculpe six personnes parmi les 28 arrêtées en avril. Comme par hasard, ce sont des dissidents notoires: Mijanovic, déjà condamné en 1970 et 1971, et 1973; Imsirovic, emprisonné en 1972; Nikolic, incarcéré en 1972; Milic, Olujic et Jovanovic. Certains commencent une grève de la faim, Mijanovic est passé à tabac par des gardiens, que personne n'arrive à identifier. De nombreuses protestations fusent, comme celle du Comité humanitaire, formé par des intellectuels de Belgrade, Zagreb, Loubiana, dont Tadic, Supek, etc.: «Nous sommes profondément convaincus qu'ils ont été arrêtés illégalement et injustement. La grève de la faim représente leur protestation contre l'injustice et la violence dont ils sont victimes.»

Le pouvoir met en liberté provisoire les accusés, tout en insinuant qu'ils sont coupables, déclaration d'un membre du gouvernement le 30 juillet 1984. L'acte d'accusation déclare que «de 1977 à avril 1984, unis entre eux et partant de positions contre-révolutionnaires, Mijanovic dès 1977, Imsirovic et Nikolic en 1978, Milic et Olujic en 1980 et Jovanovic en 1981, ont œuvré pour créer, organiser, constituer des groupes de personnes en vue d'activité de déstabilisation, pour faire des changements contraires aux lois du système politico-social (...) ils attaquaient l'héritage de la guerre de Libération et de l'édification du socialisme et la personnalité et l'œuvre du président de la Fédération Socialiste de la République Yougoslave Josip Broz Tito.»

C'est donc toute l'activité dissidente informelle, limitée dans la plupart des cas à des discussions dans des appartements, qui était en cause. 90 témoins, tous intellectuels, démontraient la volonté du pouvoir de faire un grand nettoyage.

Prévoyant la tournure qu'allaient prendre les événements, des dizaines d'intellectuels, dès fin mai 1984, s'étaient déclarés les responsables de ces réunions informelles. L'absurdité des accusations de l'acte officiel était évidente puisque les reproches faits avaient

été repris depuis longtemps dans des publications officielles, comme les ouvrages du biographe de Tito, Vladimir Dedijer (qui est aussi un dissident).

Très concrètement les accusations du tribunal concernaient des déclarations sur l'incapacité du PC en 1941 à lancer la guerre de partisans déjà déclenchée par le peuple, sur le caractère stalinien du PC, sur le culte de type stalinien de Tito, etc. Ce faisant, les accusés contrevenaient au code pénal: article 114 sur les actes portant atteinte au système social de l'autogestion, la fraternité et l'unité du pays (un an de prison minimum); article 133 sur la propagande hostile «au pouvoir de la classe ouvrière ou des travailleurs» par des écrits, des tracts, des dessins ou des discours, ou tout autre moyen (punis de 6 mois à 5 ans de prison), article 136 sur l'association pour activité internationale» (cinq ans de prison minimum).

En novembre 1984, avant l'ouverture, toute la presse yougoslave affirmait que les accusés étaient coupables. Le procès dura jusqu'à février 1985, et décida d'un jugement en appel en août 1985. Les accusés déclarèrent d'abord ne pas comprendre le sens du procès; aucun des 90 témoins ne démontra le caractère clandestin d'un quelconque groupe organisé. Il y en eut même un pour dire que la police lui avait conseillé de ne pas parler de tel et tel point; et un avocat expliqua que le témoin avait déjà perdu une fois son travail à cause de pressions politiques et qu'il était logique qu'il soit réservé maintenant. L'avocat général affirma: «Personne en Yougoslavie ne perd son travail pour cette raison», ce qui déclencha des rires dans le public. Devant l'absence de preuves formelles, plus qu'à cause des protestations internationales, le tribunal diminua les peines de prison demandées. Deux accusés furent acquittés (Imsirovic et Olujic) pour Mijanovic et Jovanovic les peines n'étaient pas encore définies, et Milic a été condamné à un an et demi de prison et Nokolic à huit mois.

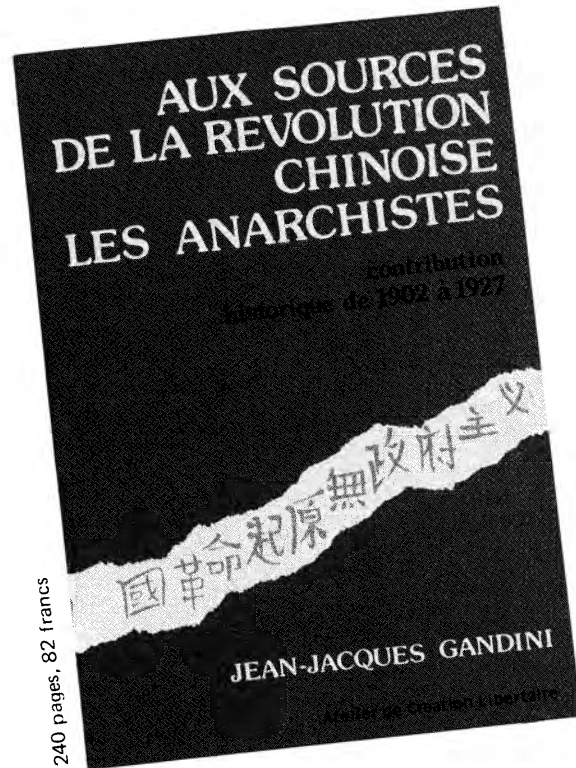
En dépit de cette évolution, somme toute, positive du climat social pour ce procès, il demeure de nombreux cas d'individus condamnés à plusieurs années de prison, y compris pour des propos tenus devant deux ou trois personnes. Le code pénal est susceptible d'abus dignes de l'inquisition au XVIème siècle mais tout à fait conforme à l'esprit marxiste-léniniste. Le Parti est un ensemble logique parfait: on ne peut critiquer un aspect sans en tâcher la pureté du tout, et cette attaque doit être contrée, comme dans toute religion fanatique.

Israël Renov

(1) «A boca Chiusa (cronaca e documenti del processo contro i dissidenti di sinistra in Jugoslavia - Belgrado 1984-85)», Milan, 1986, 128 p. (prix politique 5000 lires).

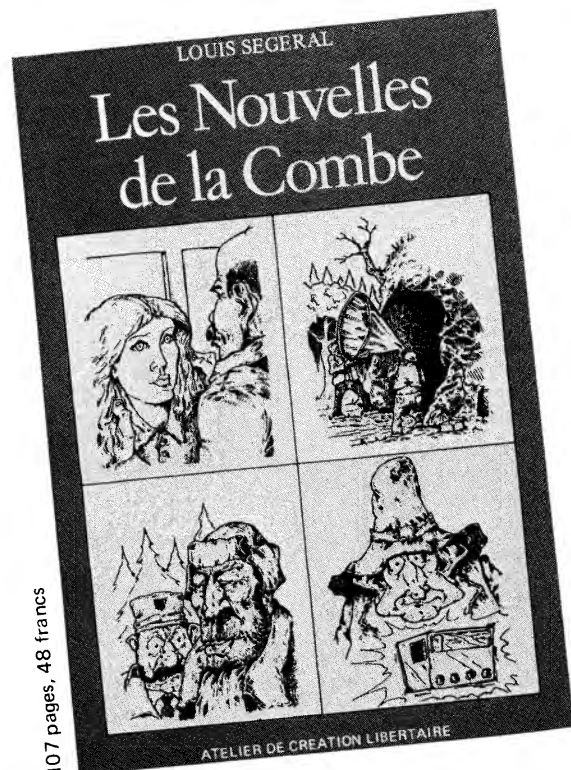
(2) voir son texte sur l'autogestion dans IRL numéro 65.

ENFIN!



240 pages, 82 francs

DÉS NOUVELLES



107 pages, 48 francs

ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE

LE BON DE COMMANDE EST ENCARTE A L'INTERIEUR DU JOURNAL

L'EGLISE ET L'ARGENT



« Les biens de l'Eglise sont-ils toujours administrés comme le patrimoine des pauvres ? Leur gestion parfois n'induit-elle pas une accumulation de la richesse identifiant l'Eglise avec les riches et les puissants, tandis qu'elle réduit sa crédibilité quand elle cherche à s'élever contre l'injustice et promouvoir la justice ! » Cette simple question posée par le synode des évêques reste toujours sans réponse.

Faut-il s'en étonner ? Non, car comment faire croire aux catholiques versant l'aumône que l'Eglise pour se donner les moyens de sa politique est « condamnée » à opérer en bourse, à posséder des intérêts dans la grande industrie, à participer au développement des multinationales.

Le Vatican, véritable état féodal où tout vient d'en haut et où personne n'a son mot à dire, est à la tête d'un véritable empire financier. Cet empire confine avec d'autres empires nettement moins catholiques et qui ont pour nom mafia, grande délinquance internationale, terrorisme noir et services secrets.

L'Institut pour les Oeuvres de Religion (I.O.R.) qui s'occupe des finances secrètes et de trouver la liquidité dont a besoin l'Eglise a à sa tête Mgr Marcinkus plusieurs fois cité en justice pour escroqueries. L'I.O.R., banque du Vatican, est à l'origine de nombreux scandales (krachs, meurtres, suicides...) qui s'emboîtent les uns dans les autres : Sindona, Licio Gelli et la loge P2, Roberto Calvi et le Banco Ambrosiano.

Alors, le Vatican a-t-il un rapport avec l'Eglise des pauvres et des honnêtes gens ? Cela reste toujours à démontrer.

LE PAPE DES FACHOS!



Le 9 avril 1985 le député européen et tortionnaire raciste Le Pen est reçu à l'audience générale du Pape Place St Pierre à Rome.

Selon Sig Sig Le Pen, le Pape l'aurait invité « à continuer à se battre contre le danger de décadence des valeurs morales en Europe ».

Selon Heil Heil Romain Marie (compars catho facho de Jean-Marie Le Pen) le Pape aurait « béni notre combat contre l'avortement en conformité avec la morale chrétienne ».

CES DÉCLARATIONS N'ONT JAMAIS ÉTÉ DÉMENTIES PAR JEAN PAUL II

Le combat contre la « décadence » en Europe passe donc par un tortionnaire professionnel durant la guerre d'Algérie et un complice des assassins de l'OAS.

Nous attendons avec intérêt la nouvelle tenue de scène de Karol Wojtyla pour la promotion du christianisme :

TENUE SS GEGENE ET LAMPE A SOUDER !

LE CURÉ ET LE REVOLTÉ



APRES LES INSTRUCTIONS DU VATICAN LE NOUVEAU BREVIAIRE DU REVOLTE

Grâce au récent document pontifical admettant, après sept moutures successives, la lutte armée comme « ultime recours » contre l'oppression, il devient très délicat de se révolter.

Heureusement ! Car les pauvres ont une fâcheuse tendance à s'insurger sans réfléchir et à se débarrasser de leurs tyrans de manière peu apostolique.

Désormais ils sont prévenus. Le Vatican admet la lutte armée mais seulement en cas de « tyrannie évidente et prolongée ». De ce fait :

- si vous êtes victime d'une tyrannie provisoire, attendez pour réagir, qu'elle devienne prolongée. Pour savoir ce qui distingue une tyrannie « provisoire » d'une tyrannie « prolongée » reportez-vous à la prochaine encyclique ;
- si vous êtes victime d'une tyrannie peu « évidente », exigez, avant toute révolte, des preuves (brimades, tortures, etc., les stigmates sont bien vus).

... en aucun cas, ne prenez le parti des pauvres. Manifestez-leur « un amour de préférence » (expression qui a remplacé, « ...option privilégiée pour les pauvres », jugée trop subversive).

En conclusion et en vérité, mes biens chers frères, évitez de confondre l'édification des croyants avec celle des barricades. Ce n'est pas très catholique.

Le Canard Enchaîné 9/4/86



LA PESTE VIOLETTE

La peste violette va défecter sur Lyon, qui l'arrêtera ? Y-aura-t-il un nouveau 8 décembre que l'on célébrera le 8 octobre ?

L'image vivante de l'hypocrisie nous arrive avec ses sermons fustigeants la contraception, les relations sexuelles, le plaisir.

Cette morale judéo-chrétienne cause des milles maux de nos sociétés engendre ce fleau qu'est la frustration, déforme notre caractère, fait de nous des vicieux, des pingres, exalte les sentiments d'infériorité, de supériorité, de haine et place la Femme au rang d'esclave sous les ordres du Mâle tout puissant.

MORALE : L'HUMANITE SERA HEUREUSE QUAND ON AURA PENDU LE DERNIER RELIGIEUX AVEC LES TRIPES DU DERNIER CAPITALISTE.

PCC JEAN MESLIER 1664 - 1729
CURE